



reflèt

AOÛT
2014

N°19

MAGAZINE DU MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE AUX GRANDS TRAVAUX
MAGAZINE OF TERRITORY PLANNING AND MAJOR PUBLIC WORKS

Le peuple réclame un second cycle

*The people are
asking for a
second phase*



L'ACCÈS À LA PERFORMANCE ET À LA TECHNOLOGIE



SOMMAIRE « » CONTENTS

Préface de Denis Sassou N'Gusso 04 Preface by Denis Sassou-Nguesso Président de la République du Congo President of the Republic of Congo

Le Congo est sur la bonne voie
Congo is on the right track

Édito de Jean-Jacques Bouya 06 Editorial by Jean-Jacques Bouya, Ministre de l'Aménagement du territoire Minister of Spatial Planning and Delegate et de la Délégation générale aux grands travaux General for Major Public Works

Les vertus du rétroviseur
A decade in review

Dans l'actualité 08 Current events

La coin de l'intégration 12 Integration update

Brazzaville et Libreville bientôt connectés par une route bitumée
Connecting Brazzaville and Libreville

La Lékoumou 14 Lekoumou

Sibiti, une ville qui renaît
A new life for Sibiti
André Ovu, préfet de la Lékoumou «Tous les projets retenus seront réalisés »
André Ovu, Prefect of Lékoumou "All approved projects will be implemented"
Micro-trottoir : La municipalisation accélérée : qu'en pense-t-on à Sibiti ?
Vox pops: What does Sibiti think?
Balade dans une ville qui se métamorphose : la nouvelle Sibiti
New Sibiti : A tour of a town transformed
Tongo, premier village à municipaliser
Tongo, the first municipalised village
Voyage géologique au cœur de la Lékoumou
A geological excursion into Lékoumou

Dix ans de municipalisation accélérée 40 Ten years of accelerated municipalisation

L'arrière-pays sur le devant de la scène
Unlocking the hinterland
Interview : SEM Denis Sassou N'Gusso, président de la République du Congo
Interview: Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo
« Nous n'irons jamais à l'émergence sans les hommes »
"We'll never reach emergence without people"
Interview : Jean-Jacques Bouya, ministre de l'Aménagement du territoire
Interview : Jean-Jacques Bouya, Minister of Spatial Planning and Delegate
et de la Délégation générale aux grands travaux
General for Major Public Works
« La municipalisation est une réussite... mais nous ne sommes qu'à mi-parcours »
"Municipalisation is a success... but we're only halfway there"
Isidore Mvouba : ministre des Transports de 1999 à 2005
Isidore Mvouba, Minister for Industrial Development:
« Aujourd'hui le territoire est unifié, désenclavé »
"The country is unified, opened up"
Pierre Moussa, président de la Commission de la CEMAC
Pierre Moussa, President of the CEMAC Commission:
« Les résultats du processus de municipalisation accélérée sont là »
"We are seeing the results"
Retour en images sur dix ans de municipalisation
A pictorial look back at 10 years of accelerated municipalisation
accélérée dans 9 départements congolais
BPW: Congolese companies compete with international groups
Christ Ongouya, CEO of Serru Top
BTP : les Congolais sans complexe face aux groupes internationaux
"The DGGT had the courage to trust us"
Christ Ongouya, PDG de Serru Top
Mr. Ayessa, CEO of General Civil Works
« La DGGT a eu le courage de nous faire confiance »
"Something must remain, in terms of experience, not just buildings"
M. Ayessa, PDG de General Civil Works « Il faut que quelque chose reste,
Municipalisation :
en termes d'expérience, et pas seulement des bâtiments »
10 years after, in pictures

Grand dossier : 50 ans de coopération sino-congolaise 84 Special Focus: 50 Years of Sino-Congolese Cooperation

Rattrapage infrastructurel : un partenaire stratégique
Infrastructure catch-up: a strategic partner
Interview avec SEM Guan Jian, ambassadeur de Chine au Congo
Interview with HE Guan Jian, Chinese Ambassador to Congo
« La Chine et le Congo seront toujours côte à côte »
"China and Congo will always be side by side"
Album Photos
Photo album

Le magazine du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux
A magazine by the Ministry of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works

Directeur de publication

Jean-Jacques BOUYA

Directeur délégué de la publication

Dieudonné BANTSIMBA

Assistant du directeur

de publication

Placide MOUBOUDOU

Rédacteur en chef

Parfait Romuald ILOKI

Secrétaire de rédaction

Flore Nano KOUNGA

Marianne ANTONOV

Chargé de relations publiques

Blanche Marcelle MOKA

Rédaction

Parfait Romuald ILOKI

Flore Nano KOUNGA

Blanche Marcelle MOKA

Alain LONGUEGNEKE

Photographie et infographie

Jean-Stell ELANGA

Ben-Rolly MAYELA NSOSSANI

Caricature

Jean Fernand KIHOULOU

Saisie

Sabine Angèle ONANGHAS

Siège de la Délégation

générale aux grands travaux

BP : 1127 boulevard

Denis- Sassou-N'Gusso

Brazzaville

Tél. : +242 05 520 56 93

Fax : +242 22 281 47 13

e-mail : contact@grandstravaux.org

site web : www.grandstravaux.org



Préface

SEM Denis Sassou N'Gesso

Président de la République du Congo

Le Congo est sur la bonne voie

Au début des années 2000, nous avons constaté que depuis l'indépendance, les villages du Congo se vidaient en même temps que les infrastructures laissées dans l'arrière-pays par le colonisateur étaient devenues obsolètes. Les grands villages avaient presque disparu et les quelques efforts fournis depuis 1960 par les gouvernements de l'époque n'avaient pas atteint les objectifs escomptés. Pour pouvoir mettre en œuvre notre propre programme national de développement, il nous fallait donner au pays les infrastructures de base sans lesquelles le développement humain est impossible. Ce sont les routes, les aéroports, l'électricité, l'eau, les ports fluviaux et maritimes, les télécommunications...

Nous avons alors lancé la municipalisation accélérée. Il nous a fallu mettre en œuvre des moyens humains et financiers importants pour que la machine se mette en marche, et nous avons fait en sorte de pouvoir y faire face. Il est important que les Congolais, qui ont parfois la mémoire courte, se rendent bien compte qu'il ne suffit pas de réaliser des plans et des programmes, mais qu'il est nécessaire, à un moment, de passer à l'action. Dix ans après le début de ce processus, nous pouvons dire qu'il y a eu de nombreuses avancées.

D'ici à la fin de l'année prochaine, pratiquement tous les chefs-lieux de département du Congo seront reliés à la capitale par une route bitumée. Nous y aurons apporté l'électricité, l'eau, les structures scolaires et de santé, de télécommunications... Et nous sentons les populations fières de pouvoir continuer à vivre dans l'arrière-pays, car les infrastructures qui sont à Brazzaville ou Pointe-Noire sont désormais aussi disponibles chez elles. Elles sont fières aussi de pouvoir organiser la célébration tournante de la fête de l'indépendance.

Réaliser cela n'a pas été aussi facile que l'on peut le croire. Il a fallu beaucoup de volonté, de travail, d'énergie et de mobilisation humaine et financière pour y parvenir. Nous enregistrons des résultats concrets, et c'est tout un processus, la municipalisation accélérée, qui va se poursuivre. Les départements qui en ont bénéficié sont déjà en train de nous demander de recommencer un second cycle. Et cela se fera certainement avec des thèmes différents. Un débat autour de la modernisation et de la mécanisation de l'agriculture ou de la formation des hommes est possible. Nous n'irons jamais à l'émergence sans les hommes, sans l'effort, et, peut-être, sans le sacrifice. En un mot, sans le travail.

Denis SASSOU N'GUESSO

Président de la République du Congo

Extrait de l'interview accordée à Reflet le 11 juillet 2014

Congo is on the right track

In the early 2000s we found that, since independence, a rural exodus had left villages all but abandoned, with obsolete infrastructure left by colonialists. Previous governments hadn't achieved results. To implement our own national development programme, we needed basic infrastructure – roads, airports, electricity, water, river and sea ports, telecommunications – without which human development is impossible.

Launching accelerated municipalisation mobilised significant human and financial resources. It takes more than plans and programmes – it takes action. And, 10 years later, we can measure the progress.

By the end of 2015, almost all administrative centres will be linked to the capital by a tarred road. They have electricity, water, schools, health facilities, and telecommunications. People are proud to continue living in these towns, which now offer the same facilities as Brazzaville and Pointe-Noire. Another source of pride is hosting the rotating Independence Day celebrations.

Many see these changes as evident, which is far from the truth. It took will, work, energy and human mobilisation. We've achieved concrete results and accelerated municipalisation will continue. Provinces that have benefited from it are already asking for a second phase, which will have a different focus. It may be agricultural modernisation and mechanisation and training. We'll never reach emergence without people, effort and, perhaps, sacrifice. In a nutshell, it takes work.

Denis Sassou-Nguesso

President of the Republic of Congo

Extract from the interview with Reflet on 11 July 2014



Juste pour dire

Les vertus du rétroviseur

À interroger notre passé décennal, à le comparer au parcours cinquantenaire correspondant à notre accession à la souveraineté internationale, peu d'entre nous auraient parié sur la capacité du pays à recoudre son tissu socio-économique délabré et meurtri par les crises répétitives des années 90.

Et pourtant, en quelques années, au terme de deux programmes de gouvernement, La Nouvelle Espérance et Le Chemin d'avenir, le président Denis Sassou N'Gusso a réussi l'exploit que toute la nation réunie n'avait atteint en cinquante ans d'indépendance.

A decade in review

In examining the past decade and comparing it with the 50 years since independence, not many of us would have counted on the country's ability to repair its tattered socio-economic fabric after the crises of the 90s.

Yet, President Denis Sassou-Nguesso's two development plans, "New Hope" and "Future Path", achieved more in just a few years than the nation had seen in 50 years of independence.

Recentrer le Congo dans sa marche pour le développement et le tourner vers l'émergence en 2025, tels furent le défi national et le leitmotiv quotidien du président de la République. Les observateurs, même les plus acerbes, approuvent nos options, la trajectoire dessinée par le chef de l'État et les résultats obtenus par ses politiques avant-gardistes.

Il n'y a point de doute, l'accès à la route, à l'énergie, à l'eau potable, aux télécommunications, aux chaussées aéronautiques, aux services de qualité, ainsi que la compétitivité dans l'espace économique national, sont désormais des réalités.

À chacun donc de jouer sa partition. Car ces structures économiques, qui offrent une nouvelle âme à nos villes, traversent le pays de part en part et rallient les frontières des voisins, n'attendent que d'être utilisées et entretenues.

La municipalisation accélérée, composante vitale de la politique de développement, dont le président seul détient le secret, et qui célèbre son 10^{ème} anniversaire en cette année, aura été pour le Congo une source d'équité interdépartementale, d'équipements infrastructurels et un incubateur des dynamiques de production et de lutte contre la pauvreté.

Ces réalisations aux allures herculéennes qui éclosent dans les douze départements du Congo et à travers nos villes, année après année, conformément au Plan national de développement (PND) et à la loi-cadre sur l'aménagement et le développement du territoire, nous renseignent à l'envi sur le dessein que porte le président Denis Sassou N'Guesso pour son pays.

Lorsque ce premier tour de la municipalisation accélérée aura terminé son cycle et que les derniers projets du processus seront achevés ; lorsque chacun aura intériorisé la vertu du rétroviseur, celle qui consiste à mieux déchiffrer le passé et à y puiser les grands modèles qui ont marqué chaque époque pour mieux anticiper le futur, il vaudra mieux réitérer l'exploit. Donner au Congo un autre round de la municipalisation accélérée, d'autant plus que le peuple profond commence à le réclamer.

Jean-Jacques BOUYA

Ministre à la présidence de la République, chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux.

The national challenge and the president's daily leitmotiv is to refocus Congo on its development progress, with the additional goal of becoming an emerging country by 2025. All observers, even the most sceptical, approved the choices and the trajectory set by the Head of State and the results of these forward-thinking policies.

Without a doubt, access to decent roads, energy, water, telecommunications, airports, quality state-services and economic competitiveness, are now realities.

And now, everyone must play his or her part. The infrastructure that has infused our cities with new spirit, across the country and all the way to our borders, is waiting to be used and maintained.

Accelerated municipalisation, this vital component of the development policy nurtured by the President, celebrates its 10th anniversary this year. It has been a source of national equity, infrastructure facilities and a dynamic production and poverty-reduction incubator.

These Herculean achievements brought about in Congo's twelve provinces and its towns, year after year, in accordance with the National Development Plan (NDP) and planning and land development framework law, tell us a lot about President Denis Sassou-Nguesso's designs for his country.

Once the first round of accelerated municipalisation has completed its cycle and the remaining projects are finished; once everyone has reviewed the past decade to decipher the progress and draw from the experience to better anticipate the future, it will be a feat worth replicating. Give the Congo another round of accelerated municipalisation, especially because it is the people who are asking for it.

Jean Jacques BOUYA

Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works

Un centre d'incubation pour les étudiants de Polytechnique

L'École nationale supérieure polytechnique (ENSP) de Brazzaville s'est vue dotée, en juin dernier, d'un nouvel outil d'enseignement et de recherche technologique. Initié par l'ARPCE, le Projet universitaire d'innovation en télécommunications et services (PUITS) est une plateforme d'échanges entre l'université et le monde professionnel, mais aussi un centre d'incubation pour les étudiants de l'université Marien Ngouabi, dont fait partie l'École, dans les secteurs des télécommunications et des TIC. Le gouvernement congolais, à travers le projet CAB-CIT, l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) et la Banque mondiale sont parties prenantes de ce projet.



Brazzaville's Ecole Nationale Supérieure Polytechnic (ENSP) received a new teaching and technological research tool in June. The University Communication and Services Innovation Project (PUITS), initiated by the Posts and Telecommunication Regulatory Authority (ARPCE), provides a platform for interaction between the university and the professional world, as well as an incubator for Marien Ngouabi University's communication and ICT students. The project is supported by the government via CAB-IT, the ARPCE and the World Bank.



Norma Borges Rengifo, ambassadeur du Venezuela au Congo, reçu par Isidore Mvoubwa, ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé.

Venezuela's ambassador to Congo, Norma Borges Rengifo, with Isidore Mvoubwa, Minister of Industrial Development and Private Sector Promotion

Vers une commission mixte de coopération avec le Venezuela

Le Venezuela met en œuvre une politique de développement proche de la « municipalisation accélérée » lancée en 2004 au Congo. C'est ce que l'ambassadeur extraordinaire de la République bolivarienne du Venezuela au Congo, Norma Borges Rengifo, a indiqué au ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Isidore Mvoubwa, lors d'un entretien, le 9 juillet dernier, à Brazzaville. Les deux hommes ont aussi évoqué la tenue d'une commission technique visant à déterminer les points à examiner lors de la future commission mixte de coopération entre les deux États.

Joint Cooperation Committee with Venezuela

Venezuela's implementation of a development policy similar to Congo's accelerated municipalisation led to discussions between Norma Borges Rengifo, Venezuela's ambassador to Congo, and Isidore Mvoubwa, Minister of Industrial Development and Private Sector Promotion, on 9 July, in Brazzaville. A technical commission will determine items to be discussed at the forthcoming Joint Cooperation Committee between the two countries.



Trafic aérien: + 5,2 % par an pour l'Afrique

Avec plus d'un milliard d'habitants et un trafic aérien en hausse de 5,2 % par an, le continent africain est en passe de devenir l'un des plus grands marchés du transport aérien au monde. Ces données ont été révélées au cours du colloque Paris Air Forum qui s'est tenu en juillet dernier en France, en vue d'évaluer le potentiel du ciel africain. D'après les données des experts, les liaisons intra-africaines restent néanmoins mal desservies, peu fiables et très chères.

Un investisseur indien dans l'agro-industrie

Le président de la société indienne Corporate Strategy, Amit Varma, a exprimé son intention d'investir dans l'agro-industrie au Congo à l'issue d'une audience avec le ministre à la présidence, chargé des Zones économiques spéciales (ZES), Alain Akouala Atypault, le 1^{er} juillet dernier, à Brazzaville. Spécialisée dans l'agro-industrie, cette société pourrait par la suite élargir ses activités dans la production de papier et de semences agricoles.



Alain Akouala Atypault, ministre à la présidence, chargé des Zones économiques spéciales (ZES).

Alain Akouala Atypault, Minister at the Presidency for Special Economic Zones (SEZs)

An Indian agribusiness investor

Amit Varma, the chief executive officer of Indian company Corporate Strategy, expressed his intention to invest in Congo's agribusiness sector after meeting with Alain Akouala Atypault, Minister at the Presidency for Special Economic Zones (SEZs), on 1 July, in Brazzaville. Specialising in agribusiness, the company could eventually expand its operations to include the production of paper and agricultural seeds.

Air traffic: +5.2% per year for Africa

With over a billion people and air traffic up by 5.2% per year, Africa is fast becoming one of the biggest aviation markets in the world. This data was revealed during the Paris Air Forum held last July in France, to assess Africa's potential for the air transport industry. According to expert data, intra-African routes still remain underserved, unreliable and very expensive.

La cimenterie de Mindouli active au printemps 2015

Malgré les difficultés liées à l'approvisionnement en matériaux qu'a connues le chantier à ses débuts, la cimenterie Diamond Cement Congo de Mindouli (Pool) va livrer ses premières productions dès le deuxième trimestre de l'année 2015. C'est ce qui a été indiqué à Isidore Mvouba lors d'une visite qu'il a effectuée, le 7 juillet, sur le site, par le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé. La cimenterie, dont le coût avoisine les 50 milliards de FCFA, et qui s'étale sur 35 hectares, a une capacité de production annuelle de 600 000 tonnes de ciment, extensible à un million de tonnes.



Mindouli cement factory operational in spring 2015

Despite problems with the supply of materials experienced by the site at the outset, the Diamond Cement Congo factory in Mindouli (Pool) will deliver its first production in the second quarter of 2015. This was the information relayed to the Minister for Industrial Development and Private Sector Promotion, Isidore Mvouba, when he visited the site on 7 July. The cement factory, which cost around 50 billion CFA francs, spread over 35 hectares, has an annual production capacity of 600,000 tons of cement, which could grow to a million tonnes.



L'Italie est le deuxième partenaire économique du Congo en Europe après la France.

Italy is Congo's second biggest European partner, after France

La République du Congo et l'Italie élargissent leurs relations de coopération

Le Premier ministre italien Matteo Renzi a effectué une visite de travail auprès du président Denis Sassou N'Guesso, le 20 juillet dernier à Brazzaville, au cours de laquelle les deux hommes ont signé deux accords de coopération dans les secteurs de la construction et du pétrole. Les deux accords conclus concernent un protocole de coopération dans le domaine pétrolier et un mémorandum sur la construction d'un quartier modèle à Kintélé, au nord de Brazzaville. En matière d'hydrocarbures, le Congo et la compagnie italienne ENI, présente depuis 1968 au Congo, ont déjà cofinancé pour 250 milliards de FCFA les travaux de construction de la centrale électrique à gaz de Côte Matève, à Pointe-Noire. L'Italie est le deuxième partenaire économique du Congo en Europe après la France.

Republic of Congo and Italy broaden cooperation

During a working visit to Congo, Italian Prime Minister Matteo Renzi met with President Sassou-Nguesso on 20 July in Brazzaville during which they signed two cooperation agreements in the fields of construction and oil. These agreements are a protocol of cooperation for the oil sector and a memorandum of understanding on the construction of a model neighbourhood in Kintélé, north of Brazzaville. On hydrocarbons, Congo and the Italian company ENI, which has been active in Congo since 1968, have already co-financed the construction of the Côte Matève gas power station in Pointe-Noire to the tune of 250 billion CFA francs. Italy is Congo's second largest European economic partner after France.

3^e édition de la quinzaine commerciale des produits locaux à Pointe-Noire

La troisième édition de la quinzaine commerciale des produits locaux s'est tenue du 21 juillet au 2 août à Pointe-Noire. Organisé par la Chambre consulaire en partenariat avec le Réseau des éleveurs et agriculteurs du Congo (Reac), cet événement était placé sous le thème : « Produire, transformer et consommer local, lutter contre la faim ». Il a permis de réunir des maraîchers, des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et autres apiculteurs durant dix jours.



3rd edition of La Quinzaine Commerciale des Produits Locaux

The third edition of the local products fair, *La Quinzaine Commerciale des Produits Locaux*, was held from 21 July to 2 August in Pointe-Noire. Organised by the Consular Chamber in partnership with the farmers and stock farmers network *Réseau des éleveurs et agriculteurs du Congo (REAC)*, this 10-day event brought together market gardeners, farmers, livestock farmers, fishermen and beekeepers under the theme: "Produce, process and consume local, fight hunger."

Le Cameroun et le Congo bientôt reliés par une route bitumée

La route reliant la ville de Djoum, au sud du Cameroun, à la frontière du Congo, sur une distance d'environ 215 kilomètres, était déjà construite à hauteur de 69 %, en juin dernier. Ce tronçon, subdivisé en trois lots (Djoum-Mintom, Mintom-Lélé et Lélé-Mbalam-frontière du Congo), fait partie



du projet de construction de la route Sangmélina (Cameroun)-Ouessou (Congo). Elle devrait coûter 119,8 milliards de FCFA, que de nombreux bailleurs de fonds (BADEA, la BID, la BAD, le Fonds saoudien de développement, le Fonds koweïtien...) ont permis de réunir. Au total, 651 kilomètres devront être bitumés, dont 335 en territoire congolais.

Cameroon and Congo soon linked by tarred road

The road linking the city of Djoum, in southern Cameroon, to the Congo border, over a distance of about 215 km, was already 69 % built by June. This road, divided into three sections (Djoum-Mintom, Mintom-Lele and Lele-Mbalam-Congo border), is part of the Sangmélina (Cameroon)-Ouessou (Congo) road construction project. The cost, estimated at 119.8 billion CFA francs, is financed by a number of donors including, amongst others, the BADEA, IDB, AfDB, the Saudi Fund for Development, and the Kuwait Fund. A total of 651 km will be tarred, of which 335 km is in Congo.



Le port secondaire de Ouesso sera bientôt rouvert au public

Réalisés par la société chinoise Sinohydro Corporation, les travaux de réhabilitation du port secondaire de Ouesso (département de la Sangha) viennent de s'achever, a constaté le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Gilbert Mokoki, lors d'une visite de terrain. Mis en service en 1970, ce port, réhabilité pour un montant de quelque 5 milliards de FCFA, a une grande importance économique dans la partie septentrionale du Congo.

The Ouesso secondary port soon to be reopened

Rehabilitation work on the Ouesso secondary port (Sangha province), carried out by the Chinese company Sinohydro Corporation, has now come to an end, declared the Minister of Transport, Civil Aviation and the Merchant Marine, Gilbert Mokoki, during a field visit. Commissioned in 1970, the port was rehabilitated for an amount of 5 billion CFA francs and is of great economic importance to the northern part of Congo.

UE : 103 millions d'euros pour le Congo

L'Union européenne (UE) va octroyer 103 millions d'euros (64 milliards de FCFA) à la République du Congo, pour la période 2014-2020, afin d'aider le pays à booster son développement, a annoncé, en mai dernier le chef de la délégation de l'UE au Congo, Marcel van Opstal. Cet appui financier s'inscrit dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (FED). Il prend en compte plusieurs projets dans différents domaines d'activités, parmi lesquels les transports, la gouvernance, la santé, la biodiversité, le développement durable et la gestion forestière.



EU: 103 million euros for Congo

The European Union (EU) will grant 103 million euros (64 billion CFA francs) to the Republic of Congo for the period 2014-2020 in order to help the country boost its development, announced the head of the EU delegation in Congo, Marcel van Opstal in May. This funding is part of the 11 th European Development Fund (EDF). It takes into account several projects in different areas of activity, including transport, governance, health, biodiversity, sustainable development and forest management.



Bientôt une université Inter-États Cameroun-Congo

Le gouvernement congolais a annoncé jeudi 17 juillet, à Brazzaville, la création de l'université Inter-États Cameroun-Congo. La réalisation de ce pôle d'excellence technologique, entre Ouessou (Congo) et Sangmélina (Cameroun), doit contribuer au renforcement de l'intégration entre les deux peuples. Sa création fait suite à une convention signée au cours de la 7^e session de la grande commission mixte Congo/Cameroun, à Yaoundé, en décembre 2012. Les domaines de formation retenus pour cet établissement sont l'agriculture, l'agro-foresterie, l'environnement ou encore les technologies de l'information et de la communication.

Cameroon-Congo Interstate University

On Thursday 17 July, in Brazzaville, the Congolese government announced the establishment of the Cameroon-Congo Interstate University. The creation of this centre of technological excellence, between Ouessou (Congo) and Sangmélina (Cameroon), should contribute to strengthening integration between the two countries and peoples. Its creation follows the signing of an agreement during the 7th session of the Congo/Cameroon Joint Commission in Yaoundé in December 2012. Training areas selected for this establishment are agriculture, forestry, the environment and information and communication technologies.

CNOOC réhabilite une école à Pointe-Noire

La compagnie pétrolière publique chinoise, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), vient de réhabiliter l'école primaire Bernard Mountou-Mavoungou de Loandjili, dans le 4^e arrondissement de Pointe-Noire, capitale économique du Congo grâce au pétrole produit au large de ses côtes. La remise de l'édifice a eu lieu à la fin du mois de juin, en présence du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Hellot Matson Mampouya, du ministre des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba, et de plusieurs autorités préfectorales et municipales. L'œuvre de la CNOOC entre dans le cadre de sa collaboration avec le ministère des Hydrocarbures.



CNOOC rehabilitates a school in Pointe-Noire

China's state oil company, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), has rehabilitated the Bernard Mountou-Mavoungou primary school in Loandjili, in the 4th district of Pointe-Noire, the economic capital, thanks to oil produced off its coast. The handing over of the refurbished building took place at the end of June, in the presence of the Minister of Primary and Secondary Education and Literacy, Hellot Matson Mampouya, the Minister of Hydrocarbons, André Raphael Loemba and other authorities. This project falls within the scope of CNOOC's collaboration with the Ministry of Hydrocarbons.

71 milliards de FCFA pour la SNE

À l'issue de sa session budgétaire ordinaire, le conseil d'administration de la Société nationale d'électricité (SNE) a fixé, le 3 juillet dernier, son budget 2014 à plus de 71 milliards de FCFA. Cela permettra à la SNE de mettre en exploitation tous les centres de production et le réseau de distribution, afin de garantir de façon pérenne l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national. Le rapport d'activité 2013 recommande la production d'un rapport sur l'ensemble des projets en cours d'exécution.



71 billion CFA francs for the SNE

At the end of its regular budget session in July, the Board of Directors of the Société National d'Electricité (SNE, national electricity company), set its 2014 budget at more than 71 billion CFA francs. This will allow the SNE to put all production and distribution units into operation, so as to ensure a sustainable supply of electricity throughout the country. The 2013 annual report recommended the production of a status report on all projects underway.

Brazzaville et Libreville bientôt connectés par une route bitumée

La Banque africaine de développement soutient ce projet qui devrait faciliter les échanges entre le Congo et le Gabon.

Integration update: connecting Brazzaville and Libreville

The AfDB supports the tarred road project facilitating trade between Congo and Gabon

Le Congo et le Gabon devraient bientôt être reliés, sur 278 kilomètres, par une route entre Dolisie et Ndendé. Le 18 décembre 2013, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 152,3 millions de dollars à cet effet. L'appui comprend 106,1 millions de dollars du guichet BAD, en faveur du Gabon pour la portion Ndendé-Doussala, et 46,2 millions de dollars du Fonds africain de développement (FAD) au profit du Congo, pour la portion reliant Dolisie et Ngongo. Le prêt financera la première phase du projet de route, qui vise à aménager et bitumer les tronçons du corridor Libreville-Brazzaville qui ne le sont pas encore. Le mauvais état des routes reliant le Gabon et le Congo, en plus des barrières non physiques, constitue des obstacles majeurs aux échanges entre les deux pays et dans la sous-région, rappelle la BAD. L'Afrique centrale, très peu intégrée, a le plus faible réseau d'infrastructures du continent, ce qui a un impact négatif sur les capacités de production, les échanges et les conditions de vie.

DES PORTS SECS À DOLISIE ET NDENDÉ ?

Dans le détail, la première phase du projet concerne, côté congolais, la réhabilitation de la section en terre Ngongo-Kibangou (130 km) et le bitumage de la section Kibangou-Dolisie (93 km), avec les réservations pour la fibre optique. Côté gabonais, elle s'attache au bitumage de la section Ndendé-Doussala (49 km), alors que l'aménagement du pont frontalier et de sa route de raccordement à la frontière, sur deux kilomètres, est également prévu. Le contournement de Pointe-Noire ou en-

core la réalisation d'études sur la création de ports secs à Ndendé et Dolisie (la DGGT a lancé un appel d'offres valable jusqu'au 15 juillet dernier pour l'étude de Dolisie) font aussi partie de la première phase. Ce n'est qu'à l'issue de la seconde étape que le tronçon en terre entre Kibangou et Ngongo sera bitumé. La mise en œuvre de l'accord de transit entre les deux pays fait aussi partie des travaux à exécuter.

L'Afrique centrale a le plus faible réseau d'infrastructures du continent, ce qui a un impact négatif sur les capacités de production, les échanges et les conditions de vie.

Le coût des travaux, évalué à 163,58 milliards de FCFA, devrait être supporté par la BAD à hauteur de 46,14 %. Le Congo devrait contribuer à hauteur de 71,45 milliards de FCFA et le Gabon à 14,231 milliards de FCFA. Le projet de route Ndendé-Dolisie est financé par la BAD, dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), de la même façon qu'il intègre les projets du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont l'ambition est de relier les capitales d'Afrique centrale par une route bitumée. Il faut rappeler que l'entreprise chinoise CSCEC a livré, en 2011, le tronçon Pointe-Noire-Dolisie, alors que le tronçon Dolisie-Brazzaville est en cours de réalisation.





Sortie de Brazzaville.

Brazzaville exit road

Congo and Gabon will soon be connected by 278 km of road between Dolisie and Ndendé. The African Development Bank (AfDB) approved a loan of \$152.3 million, comprising \$106.1 million from AfDB for the Ndendé-Doussala section in Gabon and \$46.2 million from the African Development Fund (ADF) for the section connecting Dolisie and Ngongo in Congo.

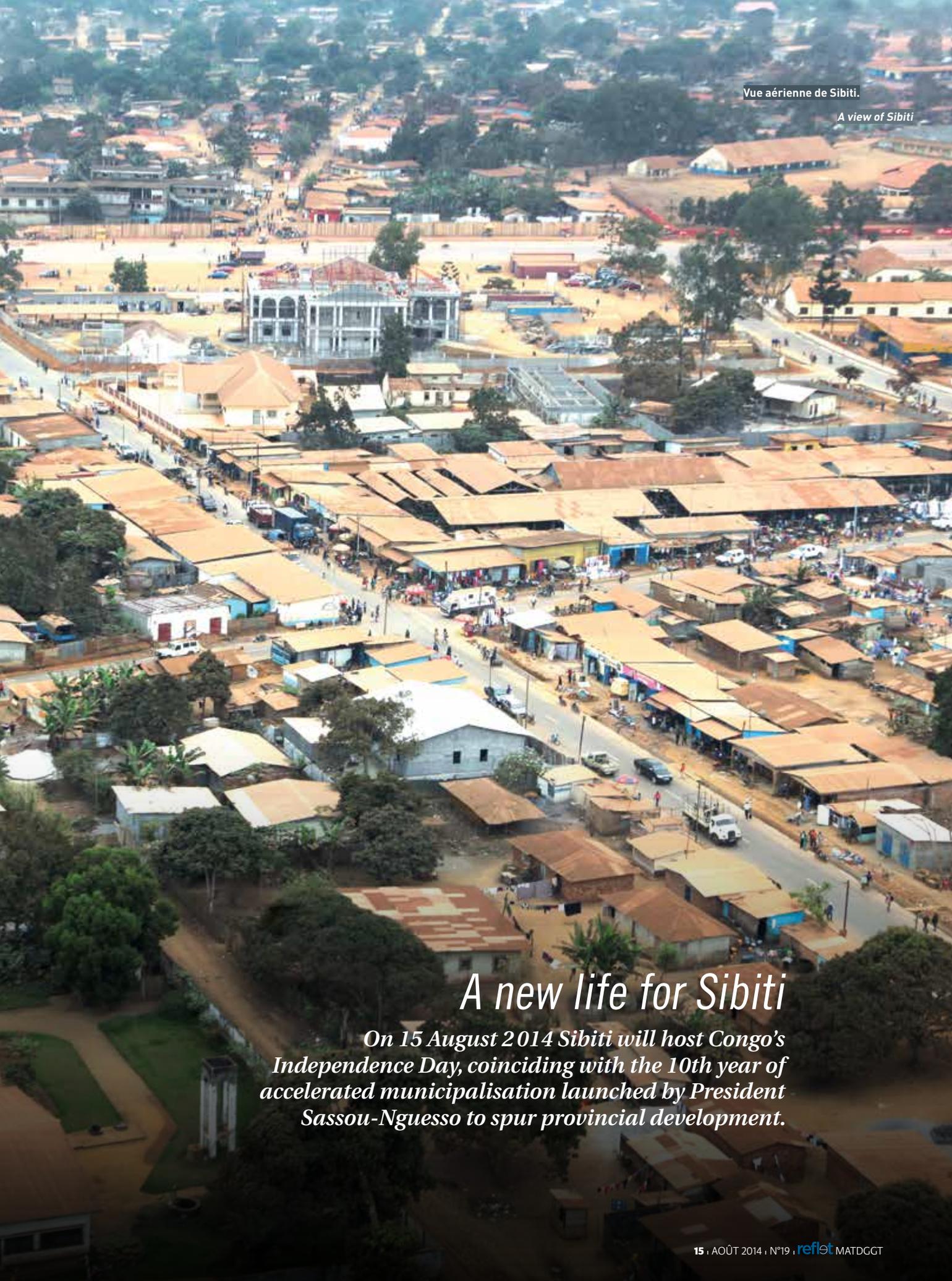
This finances the first phase of improving untarred roads in the Libreville-Brazzaville corridor in the effort to overcome major obstacles to trade between Gabon and Congo. Central Africa has the continent's weakest infrastructure network, which negatively impacts on production capacity, trade and living conditions.

CONNECTING CENTRAL AFRICAN CAPITALS

The first phase concerns, in Congo, rehabilitating the Ngongo-Kibangou dirt road, to be tarred at a later stage (130 km) and tarring the Kibangou-Dolisie section (93 km), incorporating optical fiber. Gabon will see the tarring of the Ndendé-Doussala section (49 km) and improvement of the border bridge and its two kilometre connecting road. Also included, the circumvention of Pointe-Noire and feasibility studies for dry ports in Ndendé and Dolisie (DGGT called for tenders in July for Dolisie). Implementing the transit agreement between the two countries is also part of this phase. The Bank covers 46.14% of the total cost of 163.58 billion CFA francs, with Congo contributing 71.45 billion CFA francs and Gabon 14.231 billion CFA francs. The project is funded by the AfDB under the Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA) and New Partnership for Africa's Development (NEPAD) projects to connect Central African capitals by a paved road. China's CSEEC delivered the Pointe-Noire-Dolisie section in 2011, and the Dolisie-Brazzaville section is in progress.

Sibiti, une ville qui renaît

Sibiti reçoit la fête tournante à l'occasion du 54^e anniversaire de l'indépendance du Congo et du 10^e anniversaire de la municipalisation accélérée. Un concept lancé en 2004 pour impulser le développement des départements du pays.



Vue aérienne de Sibiti.

A view of Sibiti

A new life for Sibiti

On 15 August 2014 Sibiti will host Congo's Independence Day, coinciding with the 10th year of accelerated municipalisation launched by President Sassou-Nguesso to spur provincial development.

« Vous venez en hélicoptère? », demande notre contact sur place, lorsque nous lui indiquons qu'une équipe de *Reflét* arrive le lendemain à Sibiti pour un reportage. « Non » « Alors en avion, jusqu'à Dolisie ou Pointe-Noire? » « Non plus. Nous venons en voiture... » « Ah... OK ». Si notre interlocuteur est dubitatif, c'est qu'il faut, aujourd'hui, dix heures pour abattre les 350 à 400 kilomètres (cela dépend de la route empruntée) qui séparent la préfecture de la Lékoumou de Brazzaville, dont près de 250 kilomètres sur une route en terre parfois labourée par les automobiles, camions et engins de chantiers qui l'empruntent.

Pourtant, tout sur la route laisse penser que cela ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Les équipes de l'entreprise chinoise CSCEC (China State Construction Engineering Corporation) s'activent pour terminer le second tronçon de la route Brazzaville-Pointe-Noire, le premier ayant déjà été ouvert à la circulation entre la capitale économique du Congo et Dolisie. En attendant, la route ouverte à la circulation serpente le long de la future voie, laissant parfois découvrir des bouts de tronçons bitumés, eux-mêmes séparés par des ponts en construction.

UN CHANTIER À CIEL OUVERT

En attendant, la route ouverte à la circulation serpente le long de la future voie, laissant parfois découvrir des bouts de tronçons bitumés.

AU MILIEU DE LA FORÊT

La remontée depuis la ville de Loudima, dans la Bouenza, jusqu'à Sibiti est beaucoup plus douce. La route réalisée dans les années 1980 a bien résisté et une entreprise portugaise en a déjà réhabilité une bonne partie. La savane laisse, peu à peu, place à des paysages de forêt équatoriale. De petits bananiers et palmiers cohabitent avec les manguiers, les flamboyants, les bam-



Pavillon présidentiel de Sibiti en construction.

The presidential pavilion under construction.



Voie menant de l'aéroport au palais présidentiel.

Road from the airport to the presidential palace

bous géants et d'immenses arbres qui laissent traîner leurs lianes jusque vers le sol. Sur le côté, les petits châteaux d'eau en plastique rouge, vert et jaune de l'opération « Eau pour tous » dépareillent avec les villages constitués de maisons en terre cuite.

L'entrée dans Sibiti fait encore passer dans un autre monde. Les caniveaux qui habillent le bord des routes sont encore intacts, indication de leur installation récente. Dans certaines rues, la terre qui sert de revêtement est exagérément plate, écrasée, prête à être

recouverte de bitume. Nous sommes le 10 juillet et la ville n'a plus que 35 jours pour se faire la plus belle possible et accueillir la fête tournante de l'indépendance du 15 août. Depuis 2004, celle-ci est couplée à la municipalisation accélérée, ce processus lancé, il y a dix ans, par le Président Denis Sassou N'Gusso et qui doit impulser le développement de chaque département du Congo. Les bâtiments administratifs prévus dans ce cadre sont encore peu visibles, sous les échafaudages qui les recouvrent.



Chinois et Congolais à l'œuvre.

Chinese and Congolese workers on site

The 250 km of dirt road between Brazzaville and Lékoumou will soon be history

“**Y**ou have a helicopter?” asks our local contact, when we tell him there’s a *Reflét* team coming to Sibiti for a story. “No.” “So by plane to Dolisie or Pointe-Noire?” “Neither. We’re driving.” “Oh... okay.” If he’s dubious it’s because it takes around ten hours to drive the 350 to 400 km between Lékoumou and Brazzaville, of which nearly 250 km is dirt road, ploughed up by the cars, trucks and construction equipment that use it. Yet everything along the way indicates this will soon be history. CSCEC (China State Construction Engineering Corporation) teams are hard at work on the second section of the Brazzaville-Pointe-Noire road, the

first already open to traffic between Brazzaville and Dolisie. Meanwhile, the road we take winds alongside the one under construction, revealing tarred stretches, themselves separated by bridges under construction.

AN OPEN AIR PROJECT IN THE MIDDLE OF THE FOREST

The road from the town of Loudima in Bouenza up to Sibiti is much gentler. Built in the 80s, it has already been largely restored by a Portuguese company. Savanna gradually gives way to rainforest with its banana and palm trees, giant bamboo, towering trees and trailing vines. Small red, green and yellow plastic water towers, part of the “Water for All” project, line the roadside, at odds with the mud houses. Driving into Sibiti is like entering another world. The recently installed



Boulevard principal bitumé, Sibiti.

Sibiti's main boulevard, now tarred



Boulevard de Sibiti en construction.

Sibiti boulevard under construction

de l'établissement, avec ses huit chambres, a été loué à une entreprise chinoise chargée de travaux de voirie, dans le cadre de la municipalisation accélérée pour 1,5 million de FCFA par mois ! C'est le lot de chaque chef-lieu de préfecture fêté, depuis dix ans : comme dans n'importe quelle ville réhabilitée et en passe de recevoir un événement, elle est victime de la spéculation. Nombre des chefs-lieux ainsi transformés ont vu certains prix augmenter, bien que leurs populations se réjouissent tout de même des travaux réalisés.

Conscients de la forte demande, certains n'hésitent pas à papillonner de chantier en chantier à la recherche des salaires les plus élevés.

PRÊT POUR LE 15 AOÛT

Pratiquement toutes les rues de Sibiti attendent d'être bitumées, 27 kilomètres au total. Il faut dire qu'aucune ne l'était avant la municipalisation accélérée. Et si ça n'est pas les travaux de voiries sur une rue, c'est une préfecture récemment sortie de terre qui attend d'être peinte ou un hôtel de ville, une gare routière, un stade omnisports, une centrale hydraulique, un château d'eau ou bien encore cette aérogare et sa piste d'atterrissage, creusée sur 2000 mètres sur le plateau d'une colline en un temps record. C'est là que se poseront les vols des invités prestigieux de la fête, avant de se rendre vers le palais présidentiel, déjà visibles depuis le bout de la piste.

Tout cela crée une forte demande de main-d'œuvre, manœuvres et autres techniciens devenus une denrée rare. Conscients de cela, certains n'hésitent pas à papillonner de chantier en chantier, à la recherche des salaires les plus élevés ; ce qui a le don d'exaspérer les

LE PRIVÉ AUSSI FAIT SA MUNICIPALISATION

Les édifices publics ne sont d'ailleurs pas les seuls à se refaire une beauté. Un jeune homme, un rouleau gorgé de peinture rouge à la main, écrase son outil sur un mur avant de le faire rouler. De l'autre côté, c'est d'un teint jaune orangé qu'une maison a été recouverte, de toute évidence, il y a peu de temps. Partout dans la ville, les deux principaux opérateurs de mobiles du pays se disputent les lieux pri-

vés pour être les plus visibles possible le jour de la fête de l'indépendance, un peu comme les géants du secteur se sont disputé les panneaux publicitaires des stades brésiliens, durant le Mondial 2014.

Dans cet hôtel, toute une maison est en train d'être réhabilitée pour accueillir les invités du 15 août. En attendant, ses prestations sont plus que moyennes, ce qui ne l'empêche pas de tarifier des nuitées bien au-delà de ce qu'elles valent. L'un des bâtiments



Piste d'atterrissage de l'aéroport de Sibiti.

Building the runway at Sibiti airport

gutters are intact, dirt roads are rolled flat and ready to be tarred... the town has only 35 days to prepare for the rotating Independence Day celebrations on 15 August which, since 2004, have been linked to accelerated municipalisation, launched 10 years ago by President Denis Sassou-Nguesso to drive the development of each province. The administrative buildings underway are only just visible under the scaffolding.

PRIVATE SECTOR INVOLVEMENT IN MUNICIPALISATION

Public buildings are not the only ones to get a makeover. Throughout the town, buildings are being revamped as the country's two main mobile operators compete for private premises to be as visible as possible on Independence Day, much as industry giants competed for

Numerous revamped towns have seen prices increase, although the locals seem happy with the work.

Brazilian stadium billboards during the 2014 World Cup. In one hotel an entire house is being renovated to accommodate Independence Day guests. Its somewhat average services are overpriced. An eight-bedroom building has been leased to a Chinese roadworks company at 1,500,000 CFA francs per month! This has been the case for every host town for the past ten years: like any city preparing to host a major event, it is a victim of speculation. Numerous revamped towns have seen prices increase, although the locals seem happy with the work.

READY FOR 15 AUGUST

A total of 27 km of previously unpaved roads in Sibiti will be tarred. And if it's not roadworks, it's a recently built prefecture or a town hall, a bus station, a sports stadium, a hydroelectric plant, a water tower and even an airport terminal and runway carved out of 2,000 metres of hillside in record time. This is where prestigious Independence Day guests will land, before being taken to the presidential palace, visible from the end of the runway. All this has created a strong demand for labour. Realising this, many workers flit from site to site in search of higher wages, exasperating the contractors. One contractor, tired of seeing his employees quitting his sites, transported a truck full of workers to the town. "Tell Brazzaville that everything will be ready for 15 August, says this Congolese entrepreneur, who won a tender against international competition. The main avenue, ready for the Independence Day parade, is a source of pride for locals.



Stade omnisports de Sibiti.

Sibiti sports stadium

Un camion plein d'ouvriers est arrivé dans la ville, « affrété » par un entrepreneur lassé de voir ses employés quitter subitement le chantier.

maîtres d'œuvre. Ce mardi soir, un camion plein d'ouvriers est arrivé dans la ville, « affrété » par un entrepreneur lassé de voir ses employés quitter subitement le chantier. « Mais vous pouvez dire à Brazzaville que tout sera prêt pour le 15 août ! » promet cet entrepreneur congolais qui a réussi à arracher un appel d'offres face à la concurrence des entreprises internationales. Les habitants, nombreux ce jour-là à s'y affaïrer, ont en tout cas déjà adopté l'avenue principale qui recevra le défi-



Deux ouvriers chinois et congolais au stade de Sibiti.

There's plenty of work for Chinese and Congolese labourers

André Ovu, préfet de la Lékoumou

« Tous les projets retenus seront réalisés »

Ce mercredi 9 juillet, la salle de réunions de la préfecture de la Lékoumou, à Sibiti, est pleine. M. André Ovu, le préfet, a convoqué tous les contrôleurs des sites en construction dans le cadre de la municipalisation, ainsi que les représentants des entreprises en charge des réalisations, pour faire un point sur l'avancement des chantiers. Ils sont une cinquantaine, au total. Eau, énergie, voirie, bâtiments administratifs... en médiateur avisé, il pose les questions et donne la parole aux principaux concernés, les invitant à la plus grande concision. C'est à l'issue de cette rencontre que *Reflét* l'a interrogé au sujet de la transformation de Sibiti, huitième ville congolaise à profiter de la municipalisation accélérée.

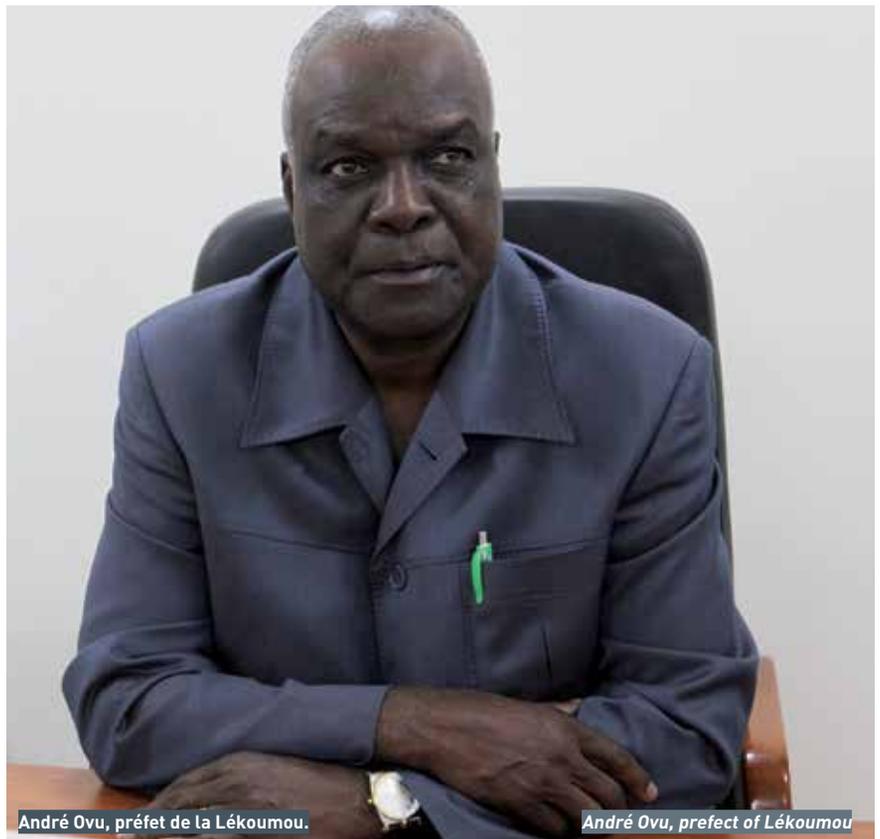
Reflét: Quel est votre rôle dans la mise en œuvre de la municipalisation accélérée dans la Lékoumou et à Sibiti, chef-lieu ?

Les projets réalisés sont ceux du gouvernement, lequel est représenté localement par le préfet. C'est à ce titre que je suis tout ce qui se fait ici, au nom du gouvernement. Mais la municipalisation accélérée est plus qu'un simple projet gouvernemental. C'est la décision prise par son excellence M. le Président de la République d'organiser la célébration de la fête nationale, de manière tournante, tout en en profitant pour développer les villes concernées et leurs départements.

La municipalisation est pilotée par le ministère à la Présidence en charge de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux (DGGT), qui assure la maîtrise d'ouvrage délégué des projets. Localement, une commission départementale a été mise en place, présidée par le préfet, lui-même, secondé par le président du conseil départemental.

Organisez-vous régulièrement des réunions comme celle à laquelle nous venons d'assister ?

Oui, et elles ont montré leur efficacité. Par ailleurs, cinq groupes de travail suivent pour les populations locales l'exécution des travaux sur le terrain. Ces groupes le font en relation avec les



André Ovu, préfet de la Lékoumou.

André Ovu, prefect of Lékoumou

« Grâce aux dix ans d'expérience de la DGGT, les faiblesses constatées les années antérieures ont pu être corrigées et tous nos projets ont pu démarrer à temps ».

missions des cantons désignés par le ministère en charge de l'Aménagement du territoire.

Nous avons divisé les projets en deux: ceux qui participent de la célébration du 15 août, qui doivent être livrés avant cette date, et les autres. La municipalisation accélérée est un processus et il n'est pas dit que tous les projets doivent être réalisés en une année.

À quelles difficultés avez-vous pu vous heurter dans le cadre de ce processus ?

Sur le terrain, nous avons rencontré trois problèmes. Le premier concerne les voies urbaines. Sibiti n'avait pas de plan cadastral respecté, nous avons constaté que des routes étaient en forme d'entonnoir. Or, quand on fait une route, on doit respecter les dimensions du début à la fin. Il nous est donc arrivé de nous heurter à des habitations. Dans ce cas d'espèce, il faut donner un délai et exproprier. La deuxième difficulté est liée au fait que certains projets sont réalisés sur des sites qui ne nous appartiennent pas. Dans ce cas, il faut procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique. Là encore, cela peut prendre du temps, car, il faut d'abord mobiliser des ressources avant de procéder aux déguerpissements. La troisième difficulté concerne le réseau de distribution d'eau. Les conduites d'eau n'étaient pas suffisamment enfouies dans le sol, et beaucoup ont été percées lors des travaux. La décision prise a été de refaire intégralement un autre réseau avant de démanteler l'ancien.

Vous parliez du fait que dans la mesure où la municipalisation accélérée en était à sa dixième année, il fallait pouvoir montrer que nous savions, aujourd'hui, travailler vite et bien. Était-ce une pression supplémentaire ?

Ce n'était pas une pression supplémentaire, mais nous avons effectivement constaté que la DGGT avait dix ans d'expérience. Ainsi, les faiblesses constatées, les années antérieures, ont pu être corrigées et tous nos projets ont pu démarrer à temps. Les missions de contrôle sont sélectionnées et font le travail comme il le faut. C'est pourquoi nous avons bon espoir que les projets soient réalisés dans les délais escomptés. Son excellence M. le Président de la République l'a déjà dit ici : il n'y aura pas d'éléphants blancs. Tous les projets retenus seront réalisés. C'est le cas pour Sibiti et il en sera de même pour tous les autres districts de la Lékoumou.



Le préfet de la Lékoumou recevant le ministre Jean-Jacques Bouya.

André Ovu, Prefect of Lékoumou and Minister Jean-Jacques Bouya

« Son excellence M. le Président de la République l'a déjà dit ici : il n'y aura pas d'éléphants blancs. Tous les projets retenus seront réalisés. »

Aviez-vous des attentes particulières avec la municipalisation accélérée ?

Bien entendu. Nous souhaitons impliquer la jeunesse, et nous avons réussi à créer beaucoup d'emplois. Nous constatons, d'ailleurs sur le terrain, une baisse de la délinquance. Les jeunes sont occupés et ils n'ont plus le temps de poser ce que l'on appelle des « antivaleurs ».

Et des attentes en rapport à l'énergie et à l'eau ?

Oui, nous utilisons des groupes électrogènes, ici à Sibiti, et nous n'avons l'électricité qu'en début de soirée. Grâce à un projet en cours, nous allons être connectés au barrage de Moukoulou 24 heures/24. Mais pour faire face à d'éventuels problèmes, le gouverne-

ment a prévu d'installer également des groupes électrogènes à Sibiti dans le cadre de la municipalisation accélérée. La ville dispose, par ailleurs, de sept forages d'eau. Malheureusement, avec le temps, seuls trois sont en marche. Pour y remédier, en attendant que la réhabilitation soit complète, nous envoyons le courant pour produire l'eau, nous chargeons le château d'eau de 300 m³ puis nous stoppons le groupe. Par gravité, nous distribuons ensuite l'eau, le temps que la vidange du château se fasse.

Pour la première fois, dans le cadre de la municipalisation, un village, celui de Tongo, va profiter du « programme de revitalisation du tissu villageois ». Pouvez-vous nous en dire un mot ?

Tongo est un village situé dans le district de la Zanaga. C'est le plus peuplé du département, avec plus de 2 000 habitants. La volonté de Son Excellence le Président de la République est de réaliser un minimum d'infrastructures pour, petit à petit, amener le village à vivre comme la ville, afin de fixer les populations. Une dizaine de projets ont été retenus dans ce cadre et ils sont en cours de réalisation.

André Ovu, Prefect of Lékoumou “All approved projects will be implemented”

On Wednesday, 9 July, André Ovu, Prefect of Lékoumou, held a progress update with all municipalisation construction site controllers and contractors. Water, energy, roads, administrative buildings... as delegated mediator, he asked questions and gave the main stakeholders the floor. Afterwards, Reflet asked him about Sibiti's transformation as the eighth Congolese town to enjoy accelerated municipalisation.

What is your role in the implementation of accelerated municipalisation in Lékoumou and Sibiti?

These are government projects and, as prefect, I am the local government representative which is why I monitor everything on its behalf. But accelerated municipalisation is more than just a government project. It was the President of the Republic's decision to rotate the hosting of national holiday celebrations, thereby developing the towns and provinces concerned. Municipalisation is controlled by the Ministry at the Presidency for Planning and the General Delegation for Major Public Works (DGGT), as the delegated contract authority. Locally, a provincial committee was set up, chaired by the prefect, assisted by the chairman of the provincial council.

Do you organise regular meetings like the one we just attended?

Yes, and they have proved effective. In addition, five working groups monitor progress on the ground for the community in conjunction with the authorities acting for the Ministry for Planning. Projects are split into those for the 15 August celebration, due before that date, and others. Accelerated municipalisation is a process and not all projects have to be completed in a year.

What difficulties have you encountered in this process?

We faced three problems. The first was urban roads. With no real cadstral plan,

Five working groups monitor progress on the ground for the community

Sibiti roads are funnel shaped, instead of respecting the width from start to finish. We thus encroached on homes and had to give notice to expropriate. The second was acquiring project sites that do not belong to us, so we have to expropriate for public utility. It takes time to mobilise resources prior to evictions. The third concerns the water distribution system. Water pipes close to the surface were struck during roadworks, so we decided to complete an entirely new network before dismantling the old one.

You mentioned that, because accelerated municipalisation is in its tenth year, it was necessary to prove that work can be done quickly and well. Was that extra pressure?

It wasn't extra pressure, and the DGGT's 10 years of experience enabled the remedying of previous weaknesses so all our projects could start on time. Inspection missions do their jobs properly which is why we believe that projects will be completed within expected time frames. His Excellency the President of the Republic said: there will be no white elephants. All selected projects will be achieved. This is the case for Sibiti and will be for all other districts in Lékoumou.

Did you have specific expectations with accelerated municipalisation?

Of course. We aimed to involve young people and have managed to create jobs. Crime has decreased. The youth are busy and don't have time to present what we call “anti-values”.

And expectations in relation to energy and water?

Yes, Sibiti uses generators that provide electricity until early evening only. Thanks to an ongoing project, we will be linked to the Moukoulou Dam 24 heures/24. But to deal with potential problems, the government has also planned to install generators under accelerated municipalisation. The city has seven water wells, of which only three are in working condition. To remedy this, until they've been repaired, we use an electric pump to fill the 300 m³ water tower, then stop the generator. Gravity takes over and water is distributed.

For the first time in the context of municipalisation, a village – Tongo – will benefit from the “Village Revitalisation Programme.” Can you tell us more?

Tongo, located in the Zanaga district, has the highest population in the province, with over 2,000 inhabitants. The President wants to achieve a minimum of infrastructure that will gradually enable the village to run like a city and so retain people. Ten projects are underway.

La municipalisation accélérée : qu'en pense-t-on à Sibiti ?

Accelerated municipalisation: What does Sibiti think?



MAKANI DANIEL, ÉLECTRICIEN, SIBITI

Auparavant, il y avait des petites bricoles de travaux à faire à Sibiti, mais pas assez. Depuis la municipalisation, on a beaucoup plus d'activités. Malheureusement, tous les ouvriers n'en profitent pas pour apprendre à travailler, certains se font payer et puis plus rien... Je gère une équipe de cinq à dix personnes. Pour un marché d'une semaine, la peinture d'une maison par exemple, je peux gagner de 300 000 à 500 000 FCFA. Autrefois, nous cherchions le travail, mais aujourd'hui, c'est le travail qui cherche l'ouvrier. Des jeunes qui n'ont pas voulu apprendre le métier auparavant regrettent, désormais. Il faut dire aux jeunes d'apprendre à travailler et à être patients. Si tu as une tête bien faite, tu peux apprendre beaucoup, et ensuite, utiliser ton expérience ailleurs. Je dis d'abord merci au Président d'avoir pensé à cette municipalisation. Dommage que beaucoup de personnes soient mortes avant de voir cela.

DANIEL MAKANI, ELECTRICIAN, SIBITI

Previously, there were small jobs in Sibiti, but not enough. There's much more work since municipalisation. Unfortunately, not all workers take advantage of this, some wait to get paid then quit... I manage a team of five to ten people. For a one-week contract, like painting a house, I can earn 300-500,000 CFA francs. Before, we had to look for work, but now work seeks us out. Young people who weren't interested in learning a trade now regret it. They must learn to work and be patient. If you're clever, you can learn a lot, and then use your experience elsewhere. I thank the President for thinking of municipalisation. It's a pity so many people died before seeing it.

LÉO CADIE, HABITANTE DE SIBITI

Nous attendons de la municipalisation qu'elle nous permette de vivre dans une ville propre et bien organisée. Les routes et les ruelles sont déjà bien tracées, même si elles ne sont pas toutes goudronnées. Ce n'était pas le cas auparavant. Ça nous donne une certaine importance. J'espère que mes concitoyens vont protéger ces infrastructures et qu'ils ne vont pas contribuer à les détruire. Il faut aussi mener des campagnes pour expliquer aux gens de ne pas jeter les ordures dans le caniveau.

LÉO CADIE, SIBITI RESIDENT

We expect municipalisation to allow us to live in a clean and well organised city. Roads and streets are well planned, even if they aren't all paved. This was not the case before. It gives us a certain status. I hope my fellow citizens will protect this infrastructure and not destroy it. We need campaigns to tell people not to throw garbage in the gutter.



MOUNGALA JEAN-PIERRE, POINTE-NOIRE

Avant, Sibiti, n'était pas comme ça. Le Président est en train de faire des efforts importants. Les mêmes qui ont été faits au nord, au sud, à Brazzaville, à Pointe-Noire... et ça marche.



JEAN-PIERRE MOUNGALA, POINTE-NOIRE

Before, Sibiti wasn't like this. The President is doing important work. The same as in the north, south, Brazzaville, Pointe-Noire and it works.



**ALOUMBE VINCENT,
GÉRANT D'HÔTEL, SIBITI**

Aujourd'hui, il y a un grand changement dans la ville de Sibiti, avec des avenues goudronnées et l'électricité. En matière hôtelière, nous voyons beaucoup d'établissements se construire. Un bâtiment est d'ailleurs en train d'être réhabilité au sein de l'établissement où je suis employé. C'est grâce à la municipalisation accélérée, à l'arrivée des travailleurs étrangers et à l'intérêt que ne manquera pas de susciter la nouvelle Sibiti, notamment après la célébration de la fête du 15 août.

**VINCENT ALOUMBE,
HOTEL MANAGER, SIBITI**

Sibiti has undergone big changes, with paved streets and electricity. In the hotel business, there are many new establishments. In the hotel where I work, a building is being renovated. This is thanks to accelerated municipalisation, the arrival of foreign workers and the interest the new Sibiti will attract, especially around the 15 August celebrations.



PEMBE OLGA, SIBITI

La municipalisation se passe très bien, mais la population regrette parfois le fait que les caniveaux ne soient pas recouverts, provoquant des accidents. Nous remercions néanmoins les autorités pour l'amélioration de la ville. J'habite à Sibiti et je souhaite que le courant arrive jusqu'à nos domiciles, depuis le barrage de Moukoulou. Je suis sûre que ça va marcher. Jusque-là, la ville utilise des groupes, qui ne nous fournissent de l'électricité que de 18 heures à 22 heures. Par ailleurs, comme les tuyaux ont été percés accidentellement dans le cadre des travaux de voiries, nous devons aller chercher l'eau à la source, mais cela va s'arranger. Nous attendons aussi le goudron, en espérant que nous pourrions acheter des voitures. Nous sommes très contents aussi de l'activité commerciale, les Chinois et les étrangers viennent chez nous, mais nous avons des problèmes de monnaie. Des gens viennent parfois avec des billets de 10 000 FCFA et n'achètent pas car nous n'avons pas de monnaie.

**OLGA PEMBE,
SIBITI RESIDENT**

Municipalisation is going well, but people sometimes complain about the gutters not being covered, causing accidents. Nevertheless, we thank the authorities for improving the town. I live in Sibiti and hope that electricity from the Moukoulou dam reaches our homes. I'm sure it will work. Currently, generators provide electricity from 18h to 22h. Water pipes were damaged during roadworks, so we have to fetch water but this will be sorted out. Tared roads mean we can buy cars. Business is good, the Chinese and foreigners come to us, but we have problems with change. People sometimes come with 10,000 CFA franc bills and don't buy because we don't have change.

**MORIMA BOB,
CUISINIER, DOLISIE**

Je suis originaire de Dolisie. Je suis cuisinier et je suis venu travailler ici dans un restaurant d'hôtel qui a vu son activité augmenter. Beaucoup d'entrepreneurs, des employés de sociétés étrangères, des officiels... viennent ici. Je pense que cela va continuer après la fête tournante du 15 août. En deux mois seulement, j'ai vu évoluer la ville. C'est même différent de ce que je connais à Dolisie. Il semble que plus de moyens ont été mis ici.



**BOB MORIMA, COOK,
DOLISIE**

I'm a cook from Dolisie and came here to work in a hotel restaurant, where business has increased. Many contractors, foreign company employees and officials come here. I think it will continue after Independence Day on 15 August. In just two months, I've seen the city evolve. It is different to Dolisie. It seems more resources were used here.

Balade dans une ville qui se métamorphose : la nouvelle Sibiti

Seules les infrastructures indispensables à la tenue de la fête tournante de l'indépendance du 15 août devront être livrées avant cette date à Sibiti. Beaucoup d'autres ne le seront que plusieurs mois plus tard. Voyage dans une ville en chantier, pour laquelle le coût des travaux réalisés dans le cadre de la municipalisation accélérée est estimé à 450 milliards de FCFA.

A tour of a town transformed

Only infrastructure essential to 15 August Independence Day celebrations have to be delivered before that date. All others are due later. Sibiti, a town under construction with accelerated municipalisation, gets a 450 billion CFA franc boost.



Travaux de terrassement et d'assainissement.

Earthworks and drainage underway

DE LA TERRE AU BITUME

27,7 kilomètres. C'est la distance totale de voiries urbaines dont le chef-lieu de la Lékoumou, Sibiti, va hériter dans le cadre de la municipalisation accélérée. Lorsque les travaux ont débuté en février dernier, la chaussée existante était en état de dégradation avancée, et pas un kilomètre de route n'était bitumé dans la ville. En trois mois, l'entreprise chargée de leur exécution, CRBC (China Road and Bridge Corporation), a scariifié la chaussée puis amorcé les travaux

Lorsque les travaux ont débuté en février dernier, pas un kilomètre de route n'était bitumé dans la ville.

de terrassement et d'assainissement. Le boulevard principal de la ville, qui accueillera les festivités du 15 août, est long de 528 mètres et large de 22 mètres. Au total, CRBC va livrer quatorze

kilomètres de voiries bitumées prioritaires, car liées à la célébration de la fête de l'indépendance. La plus longue rue mesurera à elle seule quatre kilomètres.

UN ASSAINISSEMENT BIENVENU

Sibiti ne disposait pas davantage de réseau d'assainissement que de voiries avant le début de la municipalisation accélérée. « Seules existaient quelques buses liées à la route Loudima-Zanaga, qui traverse la ville », explique Élie Mandangui, chef de la mission de contrôle

des travaux de voiries de la ville. « Aujourd'hui, grâce aux fossés destinés à drainer et évacuer les eaux de pluie, nous voyons comment l'eau coule sans problème. Et nous mettons à l'abri les populations riveraines. »

La stabilité de la fourniture d'électricité est indispensable à de nombreux services, tels que ceux de l'hôpital de base de Sibiti.

LA FÉE ÉLECTRICITÉ

L'une des préoccupations principales des habitants de Sibiti concerne l'électricité. Jusque-là, la ville n'était alimentée que, de 18 heures à 22 heures, par deux groupes électrogènes vétustes. Le projet en cours vise à connecter la ville au barrage hydroélectrique de Moukougoulou 24 heures/24, une opération réalisée par une entreprise indienne. En attendant, le nouveau groupe électrogène, composé de deux moteurs de 1750 kVA, est en train d'être installé dans la centrale thermique à l'entrée de la ville, qui servira de centrale d'appoint une fois la ville reliée à la centrale de Moukougoulou, en cas de défaillance de cette dernière. La stabilité de la fourniture d'électricité est indispensable à de nombreux services, tels que ceux de l'hôpital de base de Sibiti qui, a contrario, souffre des baisses de tension.

LA DIFFICILE DISTRIBUTION DE L'EAU

Les autorités ont rencontré davantage de difficultés dans la réalisation du réseau de production et de distribution en eau potable. Avant le début de la municipalisation accélérée, il existait sept forages dans la ville, dont seulement trois étaient fonctionnels. Par ailleurs, « les conduites d'eau n'étaient pas suffisamment enfouies dans le sol et beaucoup ont été percées, lors des travaux de voiries », explique le préfet de la Lékoumou, André Ovu, dans l'interview qu'il a accordée à *Reflét*. Les



Voirie et évacuation des eaux.

Building urban roads and culverts

Connection to the Moukougoulou hydroelectric dam will give Sibiti a stable electricity supply, essential to business

FROM TRACK TO TARMAC

A total of 27,7 km of urban roads in Sibiti, sub-prefecture of Lékoumou, will be tarred under accelerated municipalisation. Unpaved and rundown when work began in February, Sibiti's road network has been scoured and spruced up in three months by CRBC (China Road and Bridge Corporation). The town's main boulevard, which will host the celebrations of the Independence Day on 15 August, is 528 metres long and 22 metres wide. CRBC will deliver 14 kilometres of priority tarred roads essential to Independence Day celebrations, one of which is four kilometres long.

WELCOME WASTEWATER SYSTEM

Sibiti had no wastewater system to speak of before the start of accelerated municipalisation. "There were only a few culverts off the Loudima-Zanaga road, which crosses the town, says Élie Mandangu, head of the town roadworks inspection mission. "Now stormwater ditches ensure smooth drainage, protecting locals."

ESSENTIAL ELECTRICITY

Electricity is a major concern for Sibiti locals, with only two ageing generators supplying power from 18h to 22h. The current project, carried out by an Indian company, aims to provide power day and night by connecting Sibiti to the Moukougoulou hydroelectric dam. Meanwhile, a new generator comprising two 1,750 kVA engines is being installed and will later serve as a back-up to the Moukougoulou power station. A stable electricity supply is essential to business and services, such as those of the Sibiti Hospital that are affected by current outages.

WATER SUPPLY SOLUTIONS

The authorities have encountered more difficulties in implementing the drinking water production and distribution network. Before the start of accelerated municipalisation, only three of the town's seven wells were working. Furthermore, "water pipes were not buried deeply enough and many were struck during roadworks, said Lékoumou prefect André Ovu in his interview with *Reflét*. The authorities are completing a new network before dismantling the old one. Meanwhile, the 300 m³ water tower supplies water to the town via a combined gravity and pumping system.

LA LÉKOUMOU

autorités ont alors décidé de réaliser un autre réseau avant de démanteler l'ancien. En attendant, le château d'eau de 300 m³ dont dispose la ville est alimenté pour redistribuer l'eau par gravité.

DÉPARTEMENT, PRÉFECTURE, VILLE... DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS POUR TOUS

Le siège de la préfecture à Sibiti est l'un des rares bâtiments administratifs relativement modernes dont dispose la ville. C'est pourquoi, dans le cadre de la municipalisation accélérée, ont été lancés les travaux de construction de plusieurs de ces infrastructures. Un nouvel hôtel de ville doit remplacer le précédent, alors que l'hôtel du Plan, le siège du Conseil départemental ou encore le nouvel hôtel de Préfecture doivent aussi être réalisés.

Doté d'un gazon naturel, le stade pourra accueillir 7 000 personnes pour voir en août la finale de la Coupe du Congo de football.

AIR, ROUTE : LE DÉSENCLAVEMENT ASSURÉ

Depuis mars 2014, sort de terre une gare routière en bonne et due forme à l'entrée de la ville de Sibiti. Elle est réalisée par l'entreprise CEEDI (China Electronics Engineering Design Institute). Les taxis et bus qui y prendront leurs passagers pourront aller vers le sud, rouler sur une voie en partie réhabilitée par la société Escom, alors que la route Sibiti-Zanaga-Ibéa et prochainement Lékana est en voie de bitumage. Le désenclavement de Sibiti est aussi assuré par les airs, alors que le nouvel aéroport est en cours de livraison. L'entreprise SGE-Congo a déjà terminé, en un temps record, la réalisation de la piste d'atterrissage sur 2 050 mètres de long et 45 mètres, de large. Pour y parvenir, ses ouvriers (250 employés sur le projet) ont dû travailler jour et nuit durant six mois pour enlever pas moins de 1,3 million de tonnes de gravats, dont la moitié a été utilisée pour le remblai. L'aérogare



Groupe électrogène à Sibiti.



Sibiti's main generators

PROVINCE, PRÉFECTURE, TOWN... TO EACH ITS ADMINISTRATIVE BUILDINGS

Sibiti Prefecture is one of the town's few relatively modern administrative buildings. Which is why the accelerated municipalisation programme includes the construction of a new city hall, Planning office, Provincial Council headquarters and Prefecture offices.

AIR AND ROAD TRANSPORT RELIEVES LANDLOCKED SITUATION

Construction of Sibiti's new bus station started in March 2014. Built by China's CEEDI (China Electronics Engineering Design Institute), it will be a hub for taxis and buses transporting passengers to the south on a road partly rehabilitated by Escom. The road to the north and Zanaga will also be tarred. The new



Aéroport de Sibiti en construction.

Sibiti airport under construction

est, de son côté, réalisée par l'entreprise congolaise Serru Top et le pavillon présidentiel par la Société chinoise Zhen-wei Technique Congo (SZTC). L'aéroport, qui accueillera 300 000 passagers, par an, et qui se prépare à recevoir les invités de la fête de l'indépendance, est calibré pour trois Boeing 737 en même temps.

LE PALAIS PRÉSIDENTIEL PRÊT AVANT LE 15 AOÛT

C'est l'un des bâtiments qui a été livré le plus tôt. Et pour cause, le palais présidentiel devra recevoir le chef de l'État, SEM Denis Sassou N'Guesso, ainsi que ses invités de marque, lors de la fête du 15 août. C'est aussi l'infrastructure dont les travaux ont été lancés le plus tôt, en octobre 2013, par l'entreprise chinoise China Jiangsu International Congo, avec 229 personnes dont dix employés chinois à l'encadrement et 66 autres en tant qu'ouvriers. Il est notamment composé d'une villa « grand standing », d'une villa des « hôtes de marque », d'un château d'eau et d'un hélicoptère.

LA FINALE DE LA COUPE DU CONGO À SIBITI

Comme toutes les villes concernées, depuis dix ans, par la municipalisation accélérée, à cet effet, Sibiti a eu droit à son stade omnisports. Construit par la Société Zhengwei, ses travaux ont débuté en décembre 2013 pour être terminés en juillet 2014 par 347 employés, dont 230 Congolais. Doté d'un gazon naturel, le stade pourra accueillir 7 000 personnes pour abriter en août, la finale de la Coupe du Congo de football en version masculine et féminine.



Stade de Sibiti.

Sibiti stadium has natural grass

Sibiti airport has a capacity of 300,000 passengers per year and can accommodate three Boeing 737s

airport, currently underway, will also open up Sibiti. SGE-Congo completed the 2,050 metre long and 45 metre wide runway in record time. Workers (250 employees on the project) worked day and night for six months to remove around 1.3 million tons of rubble, half of which was used as backfill. The terminal is being built by Congo's Serru-Top and the presidential pavilion by China's Société Zhengwei Technique Cooperation (SZTC). The airport, preparing for Independence Day guests, has a capacity of 300,000 passengers per year and can accommodate three Boeing 737s at the same time.

THE PRESIDENTIAL PALACE READY BY 15 AUGUST

Delivered earlier, this building will house the Head of State, President Denis Sassou-Nguesso and his high-level guests for the 15 August celebrations. Work was launched in October 2013 by China Jiangsu International Congo, with 229 employees, including a Chinese team of 10 supervisors and 66 labourers. It comprises a "luxury" villa, a "VIP" villa, a water tower and a helipad.

CONGO CUP FINALS IN SIBITI

Like all towns benefiting from accelerated municipalisation over the past 10 years, Sibiti was entitled to a sports stadium. Zhengwei's 347-strong team, including 230 Congolese, began building work in December 2013 with completion set for July. The natural grass stadium will seat 7,000 people to watch Congo Cup male and female football finals in August.

Tongo, premier village à municipaliser

Le village de Tongo, dans le district de Zanaga, dans la Lékoumou, est le premier à bénéficier du programme de revitalisation des villages. Celui-ci veut fixer les populations rurales tout en les aidant à améliorer leurs revenus, grâce à un meilleur accès aux marchés alentour.

Tongo, the first municipalised village

The village of Tongo, in Lékoumou, is the first to benefit from the Village Revitalisation Programme. It will retain the rural population and help improve their incomes through better access to nearby markets.

Avec la municipalisation accélérée, les autorités congolaises ont, depuis dix ans, développé à « marche forcée » les villes les plus importantes du Congo, tout en réalisant de grands travaux routiers afin de les relier les unes aux autres, de les désenclaver et de permettre à l'économie nationale de se développer. Ce processus a été conduit en même temps que la décentralisation ou le programme de mise en valeur des bassins transfrontaliers. Quid des régions rurales? Si la municipalisation doit leur profiter, elle ne saurait à elle seule aider les villages les plus reculés à sortir de leur isolement (VOIR ENCADRÉ « QUALITÉ DE VIE »).

Pour les zones rurales, la stratégie vise à équiper et assainir les villages pour en faire des pôles de développement local.

« AUCUNE RÉGION LAISSÉE POUR COMPTE »

C'est pourquoi plusieurs programmes, tels que les contrats État-départements, contribuent déjà à remplir cette mission. Depuis cette année, les autorités tentent également de s'inspirer de la réussite de la municipalisation accélérée pour



Un commerçant de Tongo.

One of Tongo's many merchants

appliquer le même processus d'équipement dans les villages, à travers le « programme de revitalisation du tissu rural », mis en place avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce programme s'inspire lui-même du projet pilote de « Villages du millénaire », expérimenté, depuis 2009, à Etoro et Obaba, ainsi

qu'à Tandou Bizenzé et Tandou Mboma, dans les départements des Plateaux et de Pointe-Noire.

Ses buts sont multiples. Il s'agit d'abord de fixer les populations dans des villages toujours plus nombreux et émiétés, mais de moins en moins peuplés, ce qui augmente d'autant le coût de leur développement. Comme l'indique le Docu-

ment de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP 2012-2016), les autorités n'en cherchent pas moins à « mieux distribuer les opportunités économiques dans les différents départements du pays, et entre les villes et les campagnes, de sorte qu'aucune région aucun groupe de population ne soient "laissés pour compte" dans le développement du pays ».

Le village de Tongo et ses 2 000 habitants va, entre autres, recevoir des infrastructures d'accès à l'eau et à l'électricité.

TRANSFORMER LES VILLAGES EN PÔLES ATTRACTIFS

Comment faire? « Pour les zones rurales, la stratégie vise à équiper et assainir les villages pour en faire des pôles de développement local, poursuit le DSRP. Cela permettra d'améliorer le cadre de vie des ruraux et d'accroître leurs capacités à approvisionner les marchés urbains. » La dégradation de ce cadre de vie et l'absence d'équipement – stockage et entreposage – limitent, en effet, les ambitions des habitants des campagnes, qui ne parviennent plus à approvisionner les marchés urbains et pratiquent l'autoconsommation, entraînant la baisse de leurs revenus.

C'est donc en pôle de développement attractif que le village de Tongo doit être transformé. Situé dans le district de Zanaga, à 110 kilomètres de Sibiti, il correspond parfaitement aux types de circonscriptions rurales que les autorités veulent aider à développer afin de fixer les populations. Tongo est le résultat d'un regroupement réalisé en 1970 à partir de quatorze villages, ce qui explique qu'il soit aujourd'hui, avec ses 2 116 habitants et 387 ménages, dont 27 % d'autochtones, la sixième localité du département de la Lékoumou.

DES BESOINS BASIQUES À APPORTER

Le taux de scolarisation n'y est que de 38 % (316 élèves) pour un effectif de quatre enseignants, dont un seul titu-



DIFFÉRENCES DE QUALITÉ DE VIE ENTRE POPULATIONS URBAINES ET RURALES EN 2011

| | RURAUX | URBAINS |
|------------------------|--------|---------|
| Seuil de pauvreté | 58 % | 44,6 % |
| Accès à l'eau potable | 21,7 % | 91,2 % |
| Assainissement adéquat | 0,4 % | 10,5 % |
| Accès à l'éducation | 28,9 % | 51,2 % |
| Accès à l'électricité | 12 % | 45 % |

Source : UNDP

DIFFERENCES IN QUALITY OF LIFE BETWEEN URBAN AND RURAL POPULATIONS IN 2011

| | RURAL | URBAN |
|--------------------------|-------|-------|
| Poverty threshold | 58% | 44,6% |
| Access to drinking water | 21,7% | 91,2% |
| Adequate sanitation | 0,4% | 10,5% |
| Access to education | 28,9% | 51,2% |
| Access to electricity | 12% | 45% |

Source: UNDP



Habitants de Tongo en activité.

Tongo residents at work

laire. Les chefs de famille eux-mêmes ne disposent pas d'un niveau d'instruction élevé. 16,7 % n'en ont aucun, 40 % ont un niveau primaire, 36,7 % un niveau secondaire et 6,7 % un niveau universitaire. Le village ne dispose d'aucune structure sanitaire publique, ses habitants ayant recours au poste de santé de Kengué (13 km) ou de Mbomo (5 km). L'agriculture, l'exploitation des ressources forestières et la chasse occupent la quasi-totalité de la population active. Si Tongo ne vit pas en autarcie, développant des échanges avec les villages du département, jusqu'à Pointe-Noire et Dolisie, voire jusqu'aux localités voisines du Gabon, il ne dispose pas d'infrastructures facilitant ce commerce. Sous-équipement en termes de services sociaux de base, conditions de vie précaires en raison des faibles revenus ou encore faible capacité productive, c'est en fonction de cet état des lieux dressé avec le concours du bureau d'études GERAD que les autorités ont défini les projets à réaliser. C'est le cas de la construction d'un centre de santé intégré (CSI)

L'agriculture, l'exploitation des ressources forestières et la chasse occupent la quasi-totalité de la population active.

avec logements pour le personnel et d'une école primaire, d'un collège d'enseignement général avec logements et cantine. Un marché, un poste de police et un centre polyvalent, com-

prenant une salle de réunions et de spectacles, un bureau du président faisant office de bureau d'état civil et un appartement de trois pièces pour abriter la micro-finance devront aussi être édifiés. Comme dans le cadre de la municipalisation accélérée, Tongo devra aussi posséder son réseau d'adduction d'eau et d'électricité. Quinze villages sélectionnés doivent faire l'objet d'une revitalisation au cours du cycle de programmation 2014-2018, dont quatre dans la Lékoumou.

PROJETS EN COURS D'ÉTUDE

- unité de fabrication de briques et petite centrale d'achat de matériaux de construction, pour le volet « modernisation de l'habitat »
- voiries villageoises en latérite
- projet de micro-finance villageoise destiné à créer les conditions d'une économie locale revivifiée, mis en œuvre avec le concours du PNUD
- encadrement des peuples autochtones axé sur l'importance de l'école et du respect du calendrier scolaire pour leurs enfants

PROJECTS UNDER STUDY

- Brick manufacturing unit and small building materials buying office for housing
- Laterite village roads
- Village microfinance project for creating conditions for a revitalised local economy,
- Guidance of indigenous peoples focused on the importance of schooling for their children

Accelerated municipalisation has driven the development of Congo's biggest towns, achieving major road interconnection projects that open them up and enable the economy to develop. When applied to rural areas, municipalisation will help remote villages out of their isolation (See "Quality of Life" box).

"NO REGION LEFT BEHIND"

The state is applying the same process to villages, through the "Village Revitalisation Programme", with the support of the United Nations Development Programme (UNDP). As stated in the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP 2012-2016), the aim is to "better distribute economic opportunities throughout the country's provinces, and between urban and rural areas so no region or group of people are "left behind" in the country's development."

The authorities are striving to emulate the success of accelerated municipalisation by applying the same process to villages

TRANSFORM VILLAGES

The PRSP states: "In rural areas, the strategy is to equip and clean up villages and create local development clusters, improving quality of life and increasing the capacity to supply urban markets." Poor quality of life and lack of infrastructure – storage and warehousing – limit villagers' prospects. Unable to get their produce to market, they resort to on-farm consumption, reducing their incomes.

Tongo, with 2,116 inhabitants in 387 households, of which 27 % are indigenous, must therefore be transformed into an attractive development cluster to retain its population.

SUPPLYING BASIC NEEDS

With a low level of education and no public health facility, most people live off agriculture, forest resources and hunting and, despite trading with other Congolese and even Gabonese towns, Tongo has no infrastructure to facilitate trade.

State projects will resolve Tongo's lack of basic social services, poor living conditions due to low income

and low productive capacity. A health centre, primary school and college have been built and a market, police station, multipurpose centre with conference room and auditorium, presidential/civil service office and microfinance office along with water and electricity networks, are planned. The 2014-2018 programme includes 15 villages for revitalisation, including four in Lékoumou.

LA LÉKOUMOU A SON UNITÉ INTÉGRÉE DE TRANSFORMATION DU BOIS

Le bois est l'une des principales richesses de la région de la Lékoumou, avec l'agriculture, que les autorités cherchent à faire sortir de l'autoconsommation. Sur les 2,086 millions d'hectares de domaine forestier du département, 1,622 million est concédé à l'exploitation forestière. Moins de dix entreprises se partagent 1,094 million d'hectares de concessions, parmi lesquelles SICOFOR (Sino Congo Forêts, Chine), Taman industrie (filiale du groupe Rimbunan Hidjo, Malaisie), Foralac (Forestière agricole industrielle et commerciale en Afrique équatoriale, Portugal), Asia Congo Industries (Malaisie) ou encore Sipam Bois. Cette dernière a d'ailleurs investi, depuis août 2013, dix milliards de FCFA dans la construction d'une unité intégrée de transformation de bois, la première du genre, à Mapati, à 20 kilomètres de Sibiti. Prévus pour être inaugurés en août 2014, elle sera composée d'une usine de menuiserie, d'un espace de stockage, d'un séchoir et d'un centre de formation pour le renforcement des capacités des employés. Elle produira en vitesse de croisière 3 000 m³ de grumes et 1 300 de bois débité, le tout destiné aux marchés national, africain et international. Entre 400 et 450 emplois pourront être créés, à moyen terme, pour un effectif initial de 241 agents. À travers la construction de cette unité industrielle, Sipam Bois entend s'arrimer au code forestier congolais qui exige des sociétés forestières la transformation sur place de 85 % de grumes contre 15 % pouvant être destinées à l'exportation. « L'implantation du complexe industriel de Mapati contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations de ce département, espérait en tout cas le ministre de l'Économie forestière, Henri Djombo, à l'occasion de la pose de la première pierre de l'usine. De même, elle créera un impact très positif sur l'économie locale et nationale. »



A TIMBER PROCESSING PLANT

One of Lékoumou's main resources, along with agriculture, wood has been targeted in the drive to end self-consumption. Of 2,086,000 hectares of forest, logging concessions operate 1,622,000 ha. Fewer than ten companies share 1 094 000 ha, including SICOFOR (Sino Congo Forêts, China), Taman Industry (subsidiary of Rimbunan Hidjo, Malaysia), FORALAC (Forestière Agricole Industrielle et Commerciale en Afrique Equatoriale, Portugal), Asia Congo Industries (Malaysia) and Sipam Bois. Since August 2013 Sipam Bois has invested 10 billion CFA francs in an integrated wood processing plant in Mapati, 20 km from Sibiti. The first of its kind, it comprises a carpentry factory, storage space, a dryer and training centre. Due to open in August, it will produce 3,000 m³ of logs and 1,300 m³ of lumber destined for national, African and international markets. With an initial workforce of 241 employees, 400 and 450 jobs will be created in the medium term. With this plant, Sipam Wood meets the Congolese Forest Code requirements for 85% on-site processing of logs against 15% for export. "The Mapati industrial complex will contribute to improving living conditions of people in this province," said the Minister of Forest Economy, Henri Djombo. "Similarly, it will create a very positive impact on the local and national economy."

Voyage géologique au cœur de la Lékoumou

Zone agricole, région d'exploitation forestière, château d'eau du Congo, la Lékoumou est tout cela à la fois. Exploration d'un département riche de ses hommes et de sa nature.

A geological excursion into Lékoumou

With agriculture, timber and water for all of Congo, Lékoumou is a province rich in human and natural resources.

Situé au sud-ouest du Congo, le département de la Lékoumou a pour limites administratives les départements des Plateaux et du Pool, à l'est, ceux du Niari, à l'ouest, et de la Bouenza, au sud. Il est frontalier au nord avec la République du Gabon et le fleuve Ogooué, sur près de 250 kilomètres. Avec une superficie d'environ 20 900 km² et ses cinq districts – Sibiti, Komono, Zanaga, Bambama et Mayéyé – il figure parmi les départements les moins étendus du pays. L'armature urbaine principale est constituée de Sibiti, le chef-lieu du département (46 608 habitants, dont 22 951 dans la ville même), qui abrite le siège de la collectivité locale.

Sur le plan de la mise en œuvre de la décentralisation, on distingue le fonctionnement de la préfecture avec

Ces étendues relativement calmes ont généralement été incisées par quelques grandes vallées donnant ainsi le sens de la pente.

un secrétariat général qui assure la coordination des services déconcentrés de l'État, une sous-préfecture, un secrétariat général de district et un bureau exécutif du conseil départemental. L'armature urbaine secondaire est constituée de Zanaga (16 649 habitants, 14 581 dans la ville), Komono (14 581 habitants, 6 354 dans la ville) et Bambama (4 906 habitants). Le pôle rural de Mayéyé (13 649 habitants) compte 121 villages.

À LA LIMITE SUD DU MASSIF DU CHAILLU

Le département de la Lékoumou épouse grossièrement les limites sud-orientales du massif du Chaillu, situé à cheval sur le Congo et le Gabon. Ce massif granitique et forestier est entouré par les formations sédimentaires des plateaux Batékés, les plateaux schisto-gréseux du bassin supérieur du Niari et les formations schisto-calcaires de la moyenne vallée du Niari. La principale caractéristique de ce relief est la disposition en marche « d'escalier » de plateaux, de part et d'autre, d'un axe de hautes terres qui fait fonction de ligne de partage des eaux entre les bassins de l'Ogooué, au nord, de celui du Niari au sud. Ces vastes plateaux présentent, sur de grandes distances, des altitudes analogues, malgré un certain moutonnement local. Légèrement inclinées soit vers le nord, soit vers le sud,

ces étendues relativement calmes ont généralement été incisées par quelques grandes vallées donnant ainsi le sens de la pente. Le plateau situé au nord de la ligne de crête se divise en deux unités étagées. Le niveau inférieur, situé à l'est de la route de Bambama, s'élève à 571 mètres. L'encaissement des vallées paraît faible. Au niveau de la limite entre les districts de Bambama, de Zanaga et de Komono, on rencontre une série de collines trapues atteignant au mont Lébayi 781 mètres d'altitude. Le premier palier de ce plateau se situe à l'ouest de la route de Bambama. Il s'agit d'un plateau fortement disséqué par les vallées qui descendent de la zone de faite. Au sud de la ligne de partage des eaux, on trouve le plateau de Sibiti, divisé lui-même en deux unités. Au pied des collines de la ligne de crête, se développe le premier palier, qui court de Sibiti à Komono. Si dans sa partie occidentale, vers Komono, ce plateau est d'allure calme, vers l'est (Sibiti, Makaka, Mayéyé), on rencontre une série de collines s'étendant jusqu'au mont Ndoumou et à la rivière Bouenza. Le second palier, très étalé au sud-ouest de Sibiti, n'est, qu'en partie, le prolongement de la plaine du Niari. La ligne de crête va de la haute Louessé jusqu'à la retombée du massif sur la Bouenza. Il s'agit d'une chaîne de collines aux versants dissymétriques qui dominent le plateau de Sibiti par un énorme talus de plus de 300 mètres. Ce talus est fortement sectionné par de nombreuses rivières qui descendent vers la Lélali. Les échancrures sont profondes, mais évadées. Les collines arrondies paraissent les formes les plus fréquentes de ce massif résiduel. Au mont Ndoumou, elles culminent à environ 800 mètres d'altitude. On y compte aussi d'autres monts non moins importants (dianga, Abongo, Mikaya), surplombés par le plateau de Sibiti.

UN CLIMAT TEMPÉRÉ

Le climat du département de la Lékoumou est chaud et humide; il se rattache au groupe de climats dit « guinéen forestier ». Il est localement appelé climat « gabonais », parce que s'apparentant à celui qui règne dans le sud du Gabon. Comme tous les microclimats de ces latitudes sud-équatoriales, celui de la Lékoumou se caractérise par des températures



Lékoumou's administrative boundaries end at Plateaux and Pool in the east, Niari in the west, and Bouenza in the south. In the north, it borders on the Republic of Gabon and the Ogowe river for about 250 km. It is one of Congo's smallest provinces, with 20,900 km² and five districts – Sibiti, Komono, Zanaga, Bambama and Mayeye. Sibiti, the administrative centre (46,608 inhabitants, with 22,951 in the city), houses local authorities. The prefecture oversees a secretariat general that coordinates decentralised state services, a sub-prefecture, a district general secretariat and an executive provincial council. Secondary urban areas are Zanaga (16,649 inhabitants, 4117 in the city), Komono (14,581 inhabitants, 6,354 in the city) and Bambama (4,906 inhabitants). Mayeye (13,649 inhabitants), is a rural cluster composed of five districts with a total of 121 villages.

SOUTH OF THE CHAILLU MASSIF

Lékoumou touches on the south-eastern tip of the Chaillu Massif, which straddles Congo and Gabon. This forested granite mountain range is surrounded by the sedimentary Batékés plateaux, the shale and sandstone plateaux of the upper Niari basin and the shale and limestone middle Niari valley. With stepped plateaux on one side

and highlands on the other, it is the watershed of the Ogowe basin in the north and Niari in the south. Sharing similar altitudes, the relatively flat plateaux feature a few large valleys.

Lékoumou, covering 20,900 km² divided into five districts, is one of Congo's smallest provinces

The plateau north of the ridge is divided into two staggered units. The lower level, east of the Bambama road, is 571 metres high, with gentle valleys. A series of squat hills, reaching 781 metres at Mount Lébayi and featuring valleys descending from the summit, mark the boundary between the Bambama, Zanaga and Komono districts. South of the watershed, the Sibiti plateau itself is divided into two units. The first level, starting in the foothills, runs from Sibiti to Komono and is relatively flat on the western side towards Komono, whereas on the eastern side (Sibiti, Makaka, Mayéyé), it is broken by hills extending to Mount Ndoumou and the Bouenza river. The ridge, running from the top of the Louessé River to where it plunges down to join the Bouenza, fea-

LA LÉKOUMOU

moyennes assez élevées mais variant très peu dans l'année. L'amplitude thermique annuelle est de 4° à 6 °C à Sibiti et un peu moins à Bambama. Le mois de mars, le plus chaud, a une température moyenne de 24,5 °C et celui de juillet, relativement le plus frais, de 19,9°C.

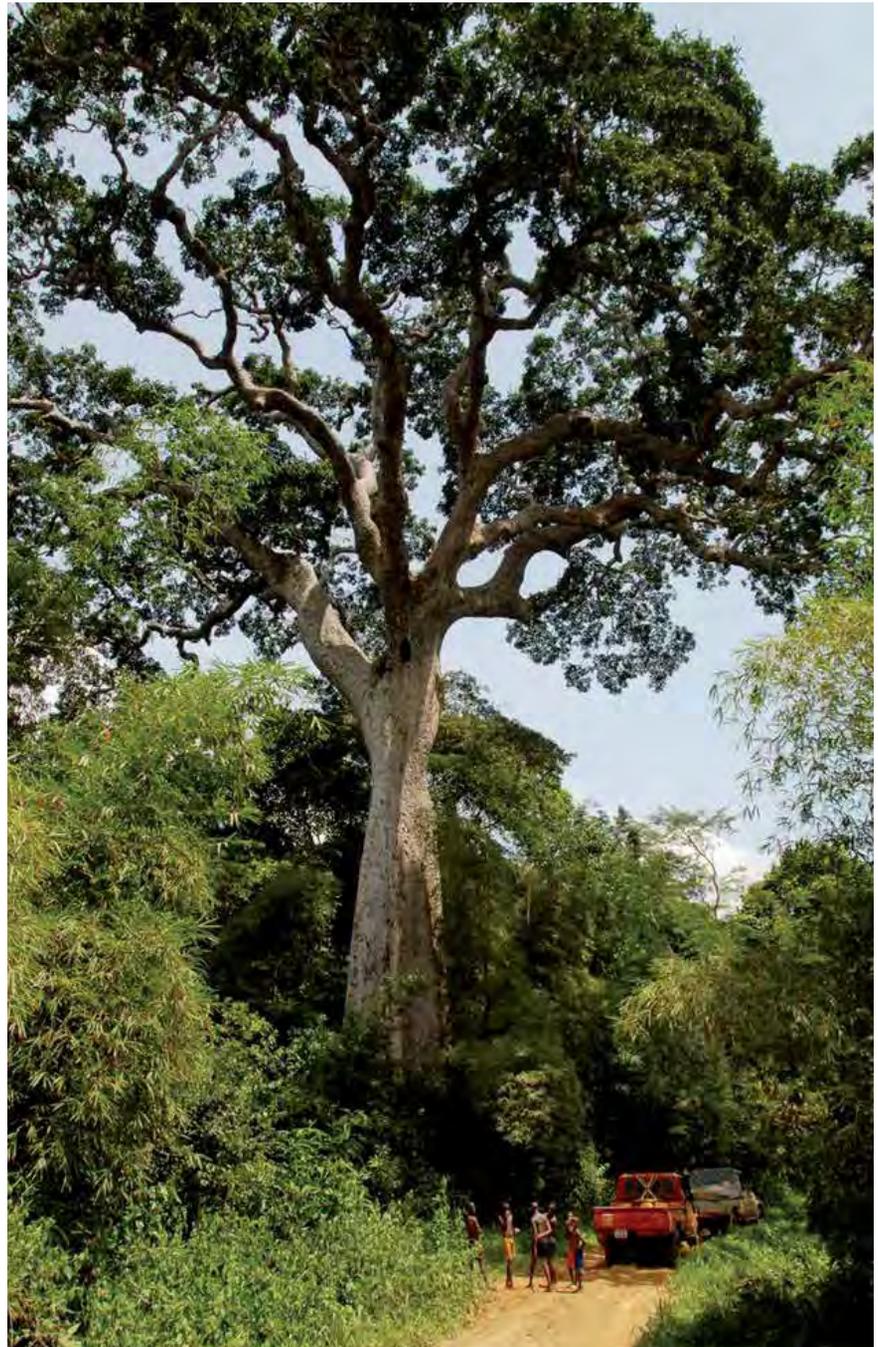
Cette uniformité de température se double d'une uniformité de l'humidité atmosphérique. Le minimum moyen de l'état hydrométrique n'est que de 65 à 68 %, le maximum se situant à 95 %. La tension de vapeur d'eau reste toujours très élevée. Ce climat se caractérise aus-

Au cours de la saison pluvieuse (d'octobre à mai), il tombe la quasi totalité du volume d'eau enregistré dans le département.

si par une alternance de deux saisons. Une saison pluvieuse et chaude, s'étalant sur près de huit mois (d'octobre à mai), au cours de laquelle tombe la quasi totalité du volume d'eau enregistré dans le département (1 600 mm à Sibiti et 1 900 mm/an à Bambama). Une saison sèche pendant laquelle les températures descendent parfois à 16 °C durant plusieurs nuits consécutives. Les chutes d'eau y sont supérieures à 1 700 mm/an. Tout cela dote le département d'un bilan hydrique excédentaire favorisant l'omniprésence de la forêt et le développement des cultures arbustives ou des cultures annuelles (paddy, arachides, maïs...).

UN « CHÂTEAU D'EAU » DU CONGO

Le département de la Lékoumou, avancée extrême du massif du Chaillu, apparaît comme un véritable château d'eau, un centre de dispersion des eaux que drainent les vallées et plaines périphériques (Ogooué et Niari). La direction du drainage s'organise en fonction des principaux collecteurs qui coulent en bordure de ce massif granitique, d'une part, et de la disposition du relief, d'autre part. Pour l'ensemble du département, trois directions se dessinent. Dans la partie septentrionale (districts de Zanaga et de



Lékoumou has a hot, humid Guinean forest climate, characterised by relatively high average temperatures.

tures a 300 metre peak overlooking the asymmetric slopes of the Sibiti plateau, and numerous rivers flowing down to the Lélali.

A TEMPERATE CLIMATE

Lékoumou has a hot and humid Guinean forest climate, known locally as a "Gabon" climate, characterised by relatively high average temperatures. The annual temperature range is 4C to 6° C in Sibiti and a little less in Bambama. March is the hottest month, with an average temperature of 24.5°C and July the coolest at 19.9°C. There are two seasons. The rainy, hot season lasts around eight months (October to May), with the highest annual rainfall (1,600 mm

Bambama), tout le réseau s'est organisé en fonction de l'Ogooué qui, par rapport au reste du département, coule au nord-est. Dans le secteur méridional (districts de Komono, Sibiti et Mayyéyé), le drainage s'organise autour de la Mpoukou, qui coule en direction de l'ouest, et du Niari, en direction du nord-ouest. Au sud de Sibiti et à l'entrée de la plaine du Niari, toutes les principales rivières (Kimenga, Lé Boulou et Louali) coulent en direction de l'ouest, pour atteindre le Niari, et du nord vers Sibiti (Mapati et Komono).

En revanche, dans la partie orientale du département, la montagne tombant de façon relativement brusque dans la vallée de la Bouenza-Lélali, le réseau hydrographique est peu dense. Tous les cours d'eau qui descendent des collines centrales se raccordent, le plus souvent, par une série de rapides aux niveaux de base qui sont ici les vallées de la Lélali, au sud, et de l'Ogooué au nord. Le fleuve et les rivières – Ogooué, Bouenza, Mpoukou et Létili – prennent leur source dans le département et coulent à la périphérie, le centre étant presque exclusivement parcouru par des drains moins importants à l'exception de la Lélali, de la Lékoumou, la Djoueli et la Djoulou. Le régime hydrographique de ces rivières est assez irrégulier. Les périodes de crues ont lieu au moment de forte pluviosité, c'est-à-dire en novembre et en avril. Les précipitations étant très étalées dans l'année, les crues sont quelque peu amorties. La baisse des eaux commence à la fin du mois de mai. L'étiage a lieu pendant le mois d'août.

UNE FORÊT DENSE

L'omniprésence de la grande forêt dense de type ombrophile est le trait physique dominant du département de la Lékoumou. L'immensité du manteau forestier a individualisé cette région par rapport au reste des « pays du Niari », connus comme des zones de savane. Cette exubérance de la forêt tient à l'abondance de l'eau et à la qualité des sols. Ces derniers se caractérisent par leur épaisseur, qui permet à l'arbre de puiser profondément, et par une texture sablonneuse, qui offre une bonne perméabilité et une forte capacité d'absorption et de rétention d'eau.

Le département de la Lékoumou est comme tout le massif du Chaillu recou-



Place rouge de Sibiti avant la construction du boulevard.

Sibiti's red square before the boulevard was built

vert de façon à peu près complète par la forêt sempervirente. Ce massif constitue avec le Mayombe les seules zones de forêt dans le sud-ouest du Congo. Ce revêtement forestier ne se présente cependant pas toujours avec la même vigueur. Le nord, plus arrosé, a une forêt dense de type subéquatoriale, très riche en okoumés. Cette sylve se caractérise par des essences de très grande taille. Le sud présente une forêt moins majestueuse prenant une allure mésophile. Elle assure la transition entre la forêt ombrophile du nord et les savanes de la vallée du Niari, qu'elle pénètre sous forme de galeries le long des cours d'eau ou en massif isolé. Au milieu de cette immense verdure, on rencontre des îlots de savanes ou de fougères.

DES TERRES D'EXPLOITATIONS FORESTIÈRES ET DE CULTURES

Les sols du département de la Lékoumou sont des sols pauvres en bases et phosphates assimilables mais très profonds, résultats de la décomposition des roches acides (granite monolithique ou granodiorite). La majorité de ceux-ci se sont développés sur place et n'ont subi que très peu de remaniements. L'épaisseur de ces sols est généralement de 3 à 4 mètres, sauf sur les pentes. La pauvreté en sels minéraux de ces sols et leur acidité sont dues à l'action conjuguée de l'eau de pluie et de la chaleur. En effet, par

in Sibiti and 1,900 mm in Bambama). During the dry season, temperatures can drop to 16°C for several consecutive nights. Average rainfall is around 1,700 mm/year, promoting the flourishing forest and the development of tree crops or annual crops (paddy, groundnuts, maize, etc).

CONGO'S WATER RESERVOIR

Lékoumou, at the tip of the Chaillu massif, is Congo's water reservoir, from whence water drained from valleys and plains (Ogowe and Niari) is distributed. Drainage direction is determined by the major collectors flowing along the massif and the position of the relief. In the north (Zanaga and Bambama), the network operates on the Ogowe River, flowing north-east. In the south (Komono, Sibiti and Mayeye districts), around the west-flowing Mpoukou River, and the Niari River, flowing northwest. South of Sibiti, at the Niari plain, the Kimenga, Lé Boulou and Louali rivers flow west, reaching Niari, and north to Sibiti (Mapati and Komono). The eastern part of the province has a sparse hydrographic network. Streams descending from the central hills are mostly connected by a series of rapids in the Lélali (south) and Ogowe (north) valleys. The Ogowe, Bouenza, Mpoukou and Létili rivers have their source in the province and flow to the periphery, while the centre is



hydrolyse, les phosphates et autres sels minéraux sont rapidement emportés par les eaux de pluie qui s'infiltrent dans les sols. L'action de l'eau est soutenue par la présence de gaz carbonique et azotique rejetés par les végétaux et par les températures toujours supérieures à 20 °C, seuil au-dessus duquel une eau chargée de gaz carbonique a un pouvoir agressif très fort. Ce sont des sols argileux à teinte jaune et généralement meubles. Par leur profondeur, ces sols présentent d'assez bonnes aptitudes à l'agriculture. Pour une surface totale de 284 000 hectares soit 2 800 km², la superficie des terres disponibles pour l'agriculture atteint 70 000 hectares. Ce sont, néanmoins, les zones d'exploitation forestière qui occupent le plus grand espace, avec 1 390 000 hectares. Le département de la Lékoumou couvre l'essentiel de la zone d'aménagement forestier du sud Congo avec 31 000 km² (y compris la partie septentrionale du département du Niari). Leurs principales vocations sont l'exploitation forestière, l'industrie de transformation du bois, les cultures vivrières traditionnelles, les cultures de rentes, l'extraction minière et le tourisme.

André Paul Dieudonné MADINGOU
Géographe Aménageur - Conseiller
départemental de la Lékoumou (2008-2014)

The forest varies from dense subequatorial in the North, with very tall trees, to the less majestic forest in the South.

covered mainly by smaller rivers except for the Lélali, Lékoumou, Djoueli and Djoulou rivers. Flooding occurs during heavy rainfall in November and April. Water levels begin to drop at the end of May and are at their lowest during August.

DENSE FOREST

The dense rainforest makes Lékoumou different from the rest of "Niari country", which is mainly savanna. The forest's exuberance lies in the abundance of water and the quality of the soil, into which trees are deeply rooted. Its sandy texture allows for permeability and a high absorption and retention of water. Almost completely covered by evergreen forest, the Chaillu massif is the only forest area in south-western Congo other than Mayombe. The forest varies from dense subequatorial in the North, with very tall trees, to the less majestic forest in the South.

It ensures the transition between the northern rainforest and the Niari Valley. Islands of savanna and ferns stand out amongst this immense greenery.

FORESTRY AND CROPS

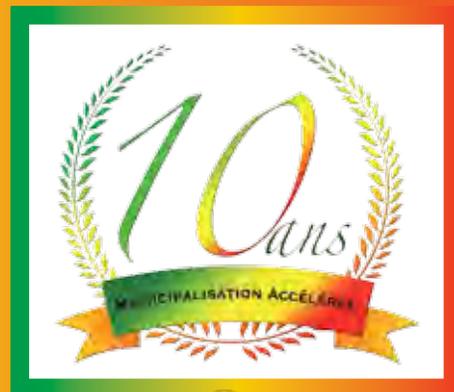
Lékoumou's yellowish, loose clay soil is poor in available bases and phosphates, a result of the decomposition of acid rock (monolithic granite or granodiorite). With a depth of 3 m to 4 m, except on the slopes, its paucity of minerals and acidity is due to the combined action of rain water and heat, as phosphates and other minerals are quickly washed away, exacerbated by the presence of carbon and nitric gases from plants and temperatures above 20°C. Because of its depth, the soil is good for agriculture. Of the 284,000 ha (2,800 km²), 70,000 ha are available for agriculture. Logging areas reach 1,390,000 ha. Lékoumou province possesses most of the southern Congo forest area with 31,000 km² (including northern Niari province). Main activities are forestry, wood processing, traditional food crops, cash crops, mining and tourism.

André Paul Dieudonné Madingou
Geographer-Planner
Lékoumou Provincial Councillor (2008-2014)

Dossier spécial

**10 ans de municipalisation
accélérée déjà !**

40 Pages



L'arrière-pays sur le devant de la scène



Spéciale feature

Ten years of accelerated municipalisation!

40 Pages

Unlocking the hinterland

Dix ans de municipalisation accélérée

L'arrière-pays sur le devant de la scène

En dix ans, le processus de municipalisation accélérée initié par le président Denis Sassou N'Gusso, en lien avec les programmes de développement nationaux, a transformé le visage de la République du Congo. Désormais dotées d'infrastructures de base et en cours de désenclavement, les régions congolaises peuvent penser à leur épanouissement économique. Avec l'aide d'une deuxième phase de municipalisation accélérée ?



10 years of accelerated municipalisation Unlocking the hinterland

In ten years, the accelerated municipalisation process imagined by President Denis Sassou-Nguesso, in line with national development plans, has transformed the Republic of Congo. Now, equipped with basic infrastructure, landlocked regions are opening up and planning their economic development. Hopefully with the help of a second phase of accelerated municipalisation...



Vue aérienne du centre-ville de Pointe-Noire.

Aerial view of Pointe-Noire city centre

En 2004, l'État congolais lançait l'idée un peu folle, à travers son président, SEM Denis Sassou N'Guesso, de développer, à tour de rôle, et à marche forcée et en mettant l'accent sur les douze départements que compte le pays, en commençant par leurs chefs-lieux. En cause, comme le rappelle le chef de l'État dans l'interview qu'il a accordée à *Reflète*, la nécessité de freiner l'exode des populations rurales vers les villes et celle de leur donner les moyens de continuer à vivre dans des régions alors enclavées et dont les infrastructures basiques, lorsqu'elles existent, sont délabrées.

UN SCHÉMA IDENTIQUE

Aussi innovante soit-elle, l'idée est simple : il s'agit de mettre chaque année des moyens financiers et humains nécessaires pour développer une ville et, plus largement, sa région d'influence économique et sociale. Les projets réalisés dans le cadre de la municipalisation accélérée s'attachent particulièrement à la construction de voiries urbaines, à la production d'eau potable

Fières des résultats obtenus, les autorités augmentent année après année les moyens investis dans le cadre de la municipalisation accélérée.

et d'électricité ou à la construction de bâtiments publics. Mais le processus n'ignore pas les divertissements si indispensables à la jeunesse congolaise, chaque ville « municipalisée » ayant droit à son stade omnisports moderne. Le tout est réalisé en lien avec le plan de développement national et la réalisation des grandes infrastructures, notamment routières, appelées à désenclaver les villes congolaises. C'est aussi pour désenclaver qu'un aéroport est construit dans chaque chef-lieu de département. Encouragement ultime à la bonne avancée des travaux, chaque année, la ville choisie pour bénéficier de la municipalisation accélérée doit

pouvoir accueillir la fête nationale du 15 août dans des infrastructures flamboyantes.

DE PLUS EN PLUS DE MOYENS

Fières des résultats obtenus et confiantes dans la nécessité de poursuivre leurs efforts, les autorités augmentent, année après année, les moyens investis dans le cadre de la municipalisation accélérée. Les travaux réalisés à Pointe-Noire, première ville visitée, dans le département du Kouilou, sous la tutelle de François Ibovi, alors ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, requièrent un budget d'environ 70 milliards de FCFA. Quatre ans plus tard, Brazzaville, capitale pour laquelle trois années sont exceptionnellement prévues, afin de lui permettre d'accueillir avec faste les festivités marquant le 50^e anniversaire de l'indépendance du Congo, obtient 126 milliards de FCFA pour ses 170 projets. L'enveloppe atteint 300 milliards dans le département de la Cuvette Ouest et la ville d'Ewo, en 2011, alors que 530 milliards sont affectés à la réalisation des projets de modernisation du Pool et de son chef-lieu, Kinkala, en 2012! Ces financements proviennent essentiellement de l'État congolais, qui a mis en place, en 2002, la Délégation générale aux grands travaux (DGGT). Maître d'ouvrage délégué de l'État, la DGGT est chargée d'élaborer les programmes de passation des marchés et de faire exécuter tous les travaux d'intérêt public, national et départe-

In 2004, the Congolese government implemented a previously unimaginable idea, through President Denis Sassou-Nguesso: to develop, in turn, 12 provinces, starting with their administrative centres. With the aim, the Head of State reiterated in his interview with *Reflète*, of curbing the rural exodus and empowering people to stay in landlocked areas where existing basic infrastructure was rundown.

A REPLICATED PLAN

Innovative, yet simple, it requires the annual allocation of financial and human resources necessary for developing a town and surrounding areas within its economic and social influence. Accelerated municipalisation focuses on the construction of urban roads, the production and distribution of water and electricity and public buildings. It also considers leisure important and so most "municipalised towns" have a modern sports stadium. Aimed at opening up these landlocked regions, roads and airports in each provincial prefecture are built. As a major incentive to making good progress, the city selected for accelerated municipalisation hosts the national Independence Day celebrations on 15 August to show off its brand new infrastructure.

INCREASING MEANS

To continue the dynamic of achievement and efforts in accelerated municipalisation, the government increases its investment year after year. The work carried out in



Amphithéâtre de l'université Marien Ngouabi.

Amphitheatre at Marien Ngouabi University



Route lourde Pointe-Noire-Dolisie.

The vital Pointe-Noire-Dolisie road

the popular city of Pointe-Noire, in Kouilou province, under Francis Ibovi, Minister of Territorial Administration and Decentralisation, required a budget of about 70 billion CFA francs. Four years later, Brazzaville, the capital, which was exceptionally granted three years to prepare for the 50th anniversary of Congo's independence, got 126 billion CFA francs for its 170 projects. The budget rose to 300 billion for Ewo in Cuvette Ouest in 2011 and, in 2012, reached 530 billion for the modernisation of Pool and its capital, Kinkala! Funded mainly by the government, these projects are executed through the General Delegation for Major Public Works (DGGT), established in 2002 as the state's delegated project manager responsible for developing procurement programmes and overseeing national and provincial public works valued at a billion CFA francs and more. In 2012, it became part of the Ministry of Planning, remaining under the direction of Jean-Jacques Bouya, now Minister at the Presidency for Planning and the DGGT.

TOWNS AND VILLAGES TRANSFORMED... DESPITE THE DIFFICULTIES

Having undergone accelerated municipalisation, some cities have been completely metamorphosed. Impfondo, in Likouala, went from

The process has driven the development of various socio-economic sectors, from transport to agriculture, while creating thousands of jobs

large tropical village to seductive town and real administrative centre with a water supply system, improvement and tarring of several kilometres of road, a power plant, public lighting, a hospital and an airport. Opening up these landlocked towns requires transporting thousands of tons of materials from Pointe-Noire to the far reaches of Congo – Impfondo, Owando and even Dolisie – a challenge for international and domestic companies, as are the weather conditions and tough terrain. In Kouilou, accelerated municipalisation faced pure inexperience, while in Likouala and Cuvette, in addition to being far from material storage facilities, it had to conquer the vastness of Congo's two largest provinces, respectively 66,044 and 74,850 km². In Pool, the terrain was one of the main challenges. Its achievement and the ongoing works all

over the region are the fruit of national peace and harmony so dear to the president.

TOWARDS ECONOMIC ACCELERATED MUNICIPALISATION

Launched in 2004 with the aim of modernising the country's twelve provinces, accelerated municipalisation celebrated its first decade when, on 5 May 2014, the Head of State officially kicked off the work in Lékoumou province. The process has driven the development of various socio-economic sectors, from transport to agriculture, while creating thousands of jobs in building and public works (BWP). Accelerated municipalisation promoted the proximity and mobility of people and goods between town and country, reorganised administration and led to the emergence of entrepreneurial initiatives. In total, more than 250 km of urban roads were built in 10 years. Nearly 50 prefectural, sub-prefectural and administrative buildings, 349 power transformer stations, 673 km of medium voltage power lines, 746 km of low voltage electrical lines, 13 water treatment plants and 320 km of water distribution networks were implemented. In 2015 and 2016, the cities of Madingou and



Hôpital Loandjili à Pointe-Noire.

The Loandjili hospital

mental, dont les montants sont supérieurs ou égaux à un milliard de FCFA. Fin 2012, la structure est rattachée au ministère de l'Aménagement du territoire, toujours sous la direction de Jean-Jacques Bouya, jusqu'alors patron de la DGGT, et devenu ministre à la Présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux.

DES VILLES ET BOURGS VILLAGEOIS TRANSFORMÉS... NON SANS DIFFICULTÉS

Quelques années après avoir profité de la municipalisation accélérée, certaines villes, ressemblant parfois de grands bourgs ruraux, se sont métamorphosées. C'est le cas d'Impfondo, dans la Likouala, qui est passé du profil de grand village tropical à celui de grande ville séduisante et attirante pour les villages alentour et leurs populations. Un véritable chef-lieu de département en somme. Impfondo a bénéficié d'un système d'adduction d'eau potable, de l'aménagement et

Certaines villes, ressemblant parfois davantage à de gros bourgs ruraux, se sont métamorphosées.

du bitumage de plusieurs kilomètres de voiries, d'une centrale thermique, de l'éclairage public, d'un l'hôpital ou encore d'un aéroport. Parvenir à désenclaver ces villes n'est pas une sinécure. Transporter des milliers de tonnes de matériels depuis Pointe-Noire jusqu'au fin fond du Congo, à Impfondo ou Owando, voire même jusqu'à Dolisie, pourtant proche du port congolais, a été une gageure pour les entreprises internationales et congolaises qui ont remporté les appels d'offres lancés par les autorités. Travailler rapidement dans des conditions de pluviométrie, parfois difficiles, n'a pas été plus reposant pour ces dernières. Pas plus que d'œuvrer sur des terrains aux particularités géo-

logiques toujours différentes. Si au Kouilou, la municipalisation accélérée a pour principal adversaire l'inexpérience, dans la Likouala ou la Cuvette, en plus de l'éloignement des centres de stockage de matériel, elle doit faire face à l'étendue des deux départements les plus grands du Congo, avec respectivement 66 044 et 74 850 km². Dans le Pool, le relief se présente comme l'un des principaux défis. Sa résolution est d'autant plus importante que les chantiers qui se multiplient dans la région, ainsi que dans son chef-lieu, Kinkala, sont le fruit de la paix et de la concorde nationale chères au président de la République.

VERS UNE MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE À CARACTÈRE ÉCONOMIQUE ?

Lancée en 2004 avec l'ambition de moderniser les douze départements du pays, la municipalisation accélérée a atteint son âge d'or avec le coup d'envoi officiel donné le 5 mai 2014, à Sibiti, par le chef de l'État, des travaux

La municipalisation accélérée a favorisé le rapprochement et la mobilité des personnes et des biens.

du département de la Lékoumou. À l'heure de faire le bilan, il faut relever la manière dont le processus a impulsé le développement de multiples secteurs de la vie socio-économique, du transport à l'agriculture, sans oublier les milliers de vocations qu'il a permis de faire émerger dans les bâtiments et travaux publics (BTP). Ces effets multiplicateurs sont innombrables. La municipalisation accélérée a favorisé le rapprochement et la mobilité des personnes et des biens entre la ville et la campagne, assaini l'activité administrative et permis l'éclosion d'initiatives entrepreneuriales. Au total, plus de 250 kilomètres de voiries urbaines ont été édifiés, depuis dix ans, dans le cadre de la municipalisation accélérée. Près de cinquante hôtels de préfecture, de sous-préfecture et de ville, 349 postes de transformation électrique, 673 kilomètres de lignes électriques moyenne tension, 746 kilomètres de lignes électriques basse tension, treize usines d'eau potable et 320 kilomètres de réseau d'adduction ont été mis en œuvre. En 2015, puis en 2016, les villes de Madingou et Ouesso, ainsi que leurs départements respectifs, la Bouenza et la Sangha, vont accueillir, à leur tour, le processus de municipalisation accélérée. Comme les villes qui les ont devancées, elles vont améliorer leurs infrastructures de base. Et après? Comme l'indique le président Denis Sassou N'Guesso dans notre interview, beaucoup souhaitent que le processus se poursuive, une fois ces infrastructures de base livrées, pour impulser un développement économique dans les régions. « Un débat autour de la modernisation et de la mécanisation de l'agriculture ou de la formation des hommes est également possible », suggère le chef de l'État. Le débat est ouvert.



Ouesso and their respective provinces, Bouenza and Sangha, will undergo accelerated municipalisation. Like the town preceding them, they will improve their basic infrastructure. And then? As President Sassou-Nguesso said in the interview, many want the process to

continue, once the basic infrastructure has been delivered, in order to drive economic development in the regions. "A debate on the modernisation and mechanisation of agriculture or training is also possible," suggests the head of state. Consider the debate open.

UN FONDS ROUTIER MIEUX DOTÉ

L'une des principales causes de la détérioration des routes tient à leur mauvais entretien. C'est pourquoi le Congo dispose depuis 2004 d'un Fonds routier. Établissement public administratif, ce dernier est chargé d'assurer le financement de l'entretien des routes grâce notamment à des ressources constituées par les redevances de l'État et par le produit des péages. Conscientes de la nécessité d'entretenir les routes construites ou réhabilitées depuis une dizaine d'années, les autorités ont augmenté les ressources du Fonds routier en les faisant passer de 16,7 milliards de FCFA à 29 milliards en 2010 puis à 70 milliards en 2013. Un effort salué par la Banque africaine de développement (BAD), qui rappelle néanmoins la nécessité d'augmenter les capacités de contrôle du Fonds et du ministère des Transports. L'institution note aussi la faiblesse des capacités techniques et humaines dans le secteur des transports, avec la fermeture des écoles de formation aux métiers de l'entretien routier, de même qu'au sein du CFCO (Chemin de fer Congo-Océan), après le départ à la retraite des anciens employés. Les autorités s'attachent à surmonter ces faiblesses. En mai 2013, les Autoroutes du Maroc ont proposé au Congo d'accompagner le Fonds routier congolais en matière de modernisation et d'informatisation du système de péage. Les autorités marocaines ont également proposé d'accueillir des techniciens congolais au sein de l'Institut de formation aux engins et à l'entretien routier. Des propositions faites suite à la signature de conventions entre les deux

pays, en 2013, en marge du Forum Build Africa. Bien que le Fonds routier dispose aujourd'hui de l'autonomie de gestion et que son conseil d'administration soit composé, en partie, de membres privés, certains observateurs souhaitent le voir plus indépendant encore de l'État, comme c'est le cas pour l'Autorité de régulation dans le secteur des Télécoms.

AN IMPROVED ROAD FUND

Poor maintenance is one of the main causes of road deterioration, hence the 2004 establishment of Congo's Road Fund, a public entity responsible for financing road maintenance with State resources, including toll revenues. To maintain new and rehabilitated roads, Road Fund resources grew from 16.7bn CFA francs to 29bn in 2010 and 70bn CFA francs in 2013. The African Development Bank (AfDB) approved but called for increased oversight of the Road Fund and the Ministry of Transport. It noted the transport sector's limited technical and human capacities since the closure of training institutions and the non-replacement of retired Congo-Ocean Railway (CFCO) workers. In May 2013, Autoroutes du Maroc offered to help the Road Fund modernise and computerise the toll system and to host Congolese technicians at its equipment and road maintenance training school, for which they signed agreements during the 2013 Build Africa Forum. Although the Road Fund has management autonomy and private members on its board, some observers want it to be even more independent of the state, similar to the telecoms regulatory authority.



Le président Sassou N'Guesso lors de l'interview.

President Sassou-Nguesso being interviewed

« Nous n'irons jamais à l'émergence sans les hommes »

SEM Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo

Le président de la République du Congo, SEM Denis Sassou N'Guesso, a reçu le magazine *Reflét*, le 11 juillet, pour évoquer le processus de Municipalisation accélérée qu'il a lancé, dix ans plus tôt, en 2004. Le chef de l'État tire un premier bilan et évoque les perspectives possibles pour ce processus qui a montré son efficacité.

Propos recueillis par Parfait Romuald Iloki, Rédacteur en Chef de *Reflét*

“We'll never reach emergence without people”

Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo

*In an interview with *Reflét* on 11 July, President Denis Sassou-Nguesso discussed his accelerated municipalisation process, launched in 2004, assessing its results and prospects.*

Reflét : Par le passé, vous avez été à l'origine du Plan quinquennal mis en œuvre dans les années 1980 au Congo, et dont les fruits sont encore visibles. Mais comment vous est venue l'idée, voilà dix ans, de lancer le concept de Municipalisation accélérée ?

SEM Denis Sassou N'Guesso : Il faut d'abord dire qu'il y a eu le constat selon lequel, depuis 1960 environ jusqu'à aujourd'hui, nous avons connu un exode rural massif. Les villages se sont vidés. Les jeunes comme les adultes sont venus à Brazzaville, à Pointe-Noire... attirés peut-être par quelques mirages de la ville. Nous avons également observé que des infrastructures laissées dans l'arrière-pays par le colonisateur étaient devenues obsolètes dans les chefs-lieux de régions et de districts... qui ont été laissés dans un état de délabrement. Les grands villages avaient presque disparu. Les quelques efforts tentés depuis 1960 par les gouvernements successifs n'ont pas atteint les objectifs escomptés. Cela, c'est le constat. Ensuite, et malgré ces conditions, nous devions pouvoir mettre en œuvre notre propre programme national de développement. Au final,

nous avons voulu donner au pays les infrastructures de base sans lesquelles le développement humain est impossible. Ce sont les routes, les aéroports, l'électricité, l'eau, les ports fluviaux

« Il faut savoir que là où les autres ont réussi, cela s'est toujours fait au prix de sacrifices et de travail. »

et maritimes, les télécommunications... et pourquoi pas le chemin de fer, car vous savez dans quel état s'est retrouvé le Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) après les événements douloureux de 1997. Derrière la municipalisation accélérée, il y a aussi notre volonté de faire que les populations de l'arrière-pays s'approprient, elles aussi, la fête nationale. Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas



Le président Denis Sassou N'Guesso lors de l'inauguration du deuxième module de l'aéroport de Maya-Maya en présence de l'ancien chef de l'État sénégalais Abdoulaye Wade.

President Denis Sassou-Nguesso and former Senegalese president Abdoulaye Wade at the official opening of the second Maya Maya Airport terminal.

de manifestations dans l'arrière-pays, autrefois, mais le vrai symbole était Brazzaville. Vous-même avez observé avec quelle fierté les populations de l'arrière-pays ont accueilli la célébration de la fête nationale chez elles. Il faut, néanmoins, noter qu'il y avait un coût de départ assez élevé pour que la machine se mette en marche et nous avons fait en sorte de pouvoir y faire face.

Reflét: La machine est donc en marche, puisque nous fêtons cette année les dix ans de la municipalisation accélérée. Quels étaient les objectifs fixés au départ, en 2004?

SEM Denis Sassou N'Guesso: Je viens de les évoquer rapidement. Maintenant, il fallait passer à l'action. Il est important que les Congolais se rendent compte qu'il ne suffit pas de réaliser des plans et des programmes, mais qu'il est nécessaire à un moment de passer à l'action. Aujourd'hui, il est possible d'aller de Pointe-Noire à Dolisie à travers la montagne.

Beaucoup regardent cela comme quelque chose d'évident, de facile, mais ça ne l'est pas. Il a fallu beaucoup de volonté, de travail, d'énergie et de mobilisation humaine et financière pour y parvenir. Et aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il y a eu quelques avancées. Un autre exemple: d'ici à la fin de l'année prochaine, nous pourrons dire – sauf dans le cas particulier et difficile d'Impfondo, où nous devons attendre la fin des études concernant la route d'intégration sous-régionale – que tous les chefs-lieux de départements du Congo seront reliés à la capitale par une route bitumée. Dolisie, Sibiti, Djambala, Ouesso, Oyo, Owando... seront reliés à Brazzaville. Au-delà, autour de 2016, il y aura un aéroport dans presque chacun de ces chefs-lieux de département. Nous y aurons apporté l'électricité, l'eau, les structures scolaires et de santé, de télécommunications... Pour atteindre ces objectifs, il fallait effectivement beaucoup d'engagement et de volonté. Je voulais le dire aux Congolais, qui ont parfois la mémoire courte. Ces choses-là se sont produites sous leurs yeux



« Il ne suffit pas de réaliser des plans et des programmes, il est nécessaire à un moment de passer à l'action. »

en quelque dix ans et la situation commence à changer dans l'arrière-pays. On sent les populations fières de continuer à vivre dans l'arrière-pays, car, les choses qui sont à Brazzaville ou à Pointe-Noire sont désormais aussi disponibles chez elles. Le seul fait de permettre aux

jeunes d'avoir un stade de football, ce n'est pas rien. C'est aussi permettre à un paysan d'apporter sa production de Sibiti à Dolisie ou à Pointe-Noire, dans la journée, de la vendre et d'acheter d'autres produits dont il a besoin pour les ramener à Sibiti, dans des délais très courts. Cela est un changement qualitatif important dans la vie des gens. Nous pensons l'avoir obtenu grâce au travail réalisé, depuis dix ans.

Doit-on en juger que le président est satisfait des résultats obtenus depuis, dix ans ?

« Les départements qui ont bénéficié de la municipalisation accélérée au début sont déjà en train de demander de recommencer un second cycle. »

SEM Denis Sassou N'Gusso : Il y a des résultats concrets, mais c'est tout un processus qui va se poursuivre. Les départements qui ont bénéficié de la municipalisation accélérée au début sont déjà en train de demander au président de recommencer avec un second cycle. Et cela se fera certainement avec des thèmes différents. La municipalisation accélérée va se poursuivre, au-delà des infrastructures de base, peut-être pour donner des conditions plus attractives d'activité aux agents de l'administration ou autour de préoccupations de production. Un débat autour de la modernisation et de la mécanisation de l'agriculture ou de la formation des hommes est également possible. Nous n'irons jamais à l'émergence sans les hommes. Je veux seulement constater que les populations adhèrent pleinement à ce processus. Elles l'approuvent. À chaque fois que la municipalisation accélérée a été annoncée dans une région, elle a soulevé l'enthousiasme, et c'est déjà une chose importante que de bénéficier de cet engagement. Nous poursuivrons cette action qui a porté ses fruits.

Un mot pour conclure ?

SEM Denis Sassou N'Gusso : Nous avons décidé d'aller vers l'émergence. Je disais, tout à l'heure, que nous ne pouvions obtenir grand-chose sans l'engagement, sans l'effort et peut-être sans le sacrifice, en un mot, sans le travail. Je veux conclure par là, car, sur la question du travail, nous devons ouvrir un réel débat avec le peuple congolais, car, il faut aimer son travail. Il faut



Pose de la première pierre du complexe sportif de Kintélé par le président Denis Sassou N'Gusso.

President Denis Sassou-N'Gusso lays the first stone of the Kintélé Sports Complex



Lancement des travaux du projet Eau pour tous à Kingoma.

Launching the Water for All project in Kingoma

aimer son pays et travailler dur, et ne pas passer son temps à admirer les réalisations chez les autres. Il faut savoir que là où les autres ont réussi, cela s'est toujours fait au prix de sacrifices et de travail. Désserter les bureaux, se promener toute la journée et demander les bienfaits de la société... cela ne marche pas. Je pense que si nous nous engageons avec beaucoup de sacrifices et de travail,

nous atteindrons les objectifs de la modernisation et de l'industrialisation de notre pays. Nous atteindrons les objectifs d'émergence. Et beaucoup d'éléments me font penser que nous prenons un bon départ, non seulement, au Congo, mais aussi, en Afrique. Pourvu que les hommes qualifiés engagés, qui aiment leur pays et l'Afrique, se mettent debout.



L'équipe Reflet pendant l'interview.

The Reflet team conducting the interview



Reflet: Having initiated the 1980 Five Year Plan, how did you arrive at the concept of accelerated municipalisation ten years ago?

Denis Sassou-Nguesso: Since 1960, we experienced a massive rural exodus, as young people and adults were attracted to Brazzaville and Pointe-Noire. Rural infrastructure left by the colonialists was obsolete. Prefectures and districts were in a state of disrepair while large villages had almost disappeared. Initiatives by previous governments hadn't had much success. Despite all this, we implemented our own national development programme with the aim of giving the country basic infrastructure, without which human development is impossible. Roads, airports, electricity, water, river and sea ports, telecommunications and the railroad, left in a bad way after the tragic events of 1997. Accelerated municipalisation also offers people of the hinterland ownership of Independence Day, previously held in Brazzaville, which they host with pride. I must stress that there was a high cost to starting this machine and we had to make sure we could cope.

The machine has been running for 10 years. What were the 2004 objectives?

Denis Sassou-Nguesso: People had to understand that it's not enough to write plans and programmes – these have to be put into action. Today it's possible to travel from Pointe-Noire to

Dolisie through the mountains, which seems easy but took will, work, energy and human mobilisation to achieve. By the end of next year, all provincial administrative towns – Dolisie, Sibiti, Djambala, Ouessou, Oyo – will be linked to Brazzaville by a tarred road. Except Impfondo, which is awaiting completion of studies on the sub-regional integration road. By around 2016, there will be an airport in almost all of these towns. We've supplied electricity, water, schools, health facilities and telecommunications, which took commitment and determination. I want to tell people this, as sometimes they have short memories. These things happened in 10 years, before their very eyes, changing the hinterland. People are proud to live in these towns because they offer the same facilities as Brazzaville and Pointe-Noire. Bringing young people a football stadium is not a small feat. Neither is enabling a farmer to get his produce from Sibiti to Dolisie and Pointe-Noire in a day, sell it, buy what he needs and get back to Sibiti quickly. This is an important qualitative change to people's lives. We believe we achieved it through the work of the past decade.

Can we say that the President is satisfied with the results of ten years of work?

Denis Sassou-Nguesso: There are concrete results, but it is an ongoing process. The first provinces to under-

go accelerated municipalisation are already asking for a second phase. Which will have a different focus. It will go beyond basic infrastructure, perhaps to providing better conditions for local authorities or resolving production concerns. A debate on agricultural modernisation and mechanisation and training is also envisaged. We'll never reach emergence without people. People must be fully committed to this process. They approve. Accelerated municipalisation is received with enthusiasm, which is important. We will continue this process that yields results.

Any comments in conclusion?

Denis Sassou-Nguesso: We're heading towards emergence. As I said earlier, this requires commitment, effort and, perhaps, sacrifice. And work. I stress this because we must open real debate with the Congolese people, they must love their work. One must love one's country, work hard and not sit back and admire others' achievements. Success takes sacrifice and work. This is how we will achieve our country's modernisation and industrialisation and the objectives for emergence. And there is much to confirm that we've made a good start, not only in Congo but also in Africa. Provided that skilled, committed people, who love their country and Africa, spring into action.

« La municipalisation est une réussite... mais nous ne sommes qu'à mi-parcours »

À la tête de la Délégation générale aux grands travaux (DGGT) depuis 2003, Jean-Jacques Bouya a vu ses prérogatives augmenter en 2012 lorsqu'il est devenu ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la DGGT. Le pilote de formation était le mieux placé, après le président congolais, pour revenir avec *Reflét* sur 10 ans de municipalisation accélérée.

“Municipalisation is a success... but we're only halfway there”

Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Planning and the DGGT, tells Reflét about 10 years of accelerated municipalisation.

Reflét : Comment est né le concept de municipalisation accélérée ?

Jean-Jacques Bouya : en 2002, à la fin de la période de transition, le président Denis Sassou N'Gusso est élu pour un mandat de sept ans sur la base d'un projet de société. C'est la « Nouvelle espérance », organisée autour de douze engagements, parmi lesquels le point numéro 4 va sans doute amener au concept de municipalisation accélérée. Il concerne le maillage de l'ensemble du territoire national en infrastructures de base viables, tant au niveau urbain que du désenclavement au niveau national. Face à un tel programme, les populations n'attendent que de voir des résultats. Le président n'est pas sans savoir qu'il doit impulser un développement équilibré, avec un peuple qui attend tout et qui est présent sur les 342 000 km² du Congo. Chacun veut que sa contrée ait les mêmes avantages en même temps et à la même heure que les autres, sans distinction entre un Congo utile et un Congo non utile. Comment faire ? Sur la base de son expérience, le pré-



sident développe son programme. Comme les besoins sont partout et qu'il est impossible de tout faire à la fois et au même moment pour tout le monde, il souhaite d'abord donner l'identité nationale aux gens. La fête de l'indépendance, dont Brazzaville était le symbole, puisqu'elle s'y déroulait toujours, va désormais aller en région. Il était, en effet, très difficile pour les Congolais de l'arrière-pays

de venir à Brazzaville pour l'occasion. Or, chaque Congolais doit se sentir dans la nation. Une deuxième question se pose alors : comment organiser des festivités dans des régions où les gens n'ont pas le minimum requis ? Et bien, nous allons amener avec nous ce minimum infrastructurel, cette armature d'embryon de ville à chaque endroit où la fête nationale sera célébrée.

Comment cela commence-t-il ?

Jean-Jacques Bouya : Le président décide que la prochaine fête soit organisée à Pointe-Noire, ville qui dispose déjà de nombreuses infrastructures. Vient ensuite l'identification des préfectures dans lesquelles lancer la municipalisation accélérée, tout en prenant en compte le fait que le Congo figurait alors parmi les pays pauvres les plus endettés de la planète par tête d'habitant. Cela explique les budgets assez modestes alloués au programme à ses débuts. Pointe-Noire était aussi une façon de tester doucement la faisabilité du concept, alors que la question du transport ne se posait pas pour cette ville portuaire. Nous avons pu nous convaincre que ce concept était, non seulement, faisable, mais aussi, louable. Le défi fut ensuite de le transposer aux départements et nous avons commencé, en 2005, avec le département complètement enclavé de la Likouala, où le transport se faisait par l'eau, de manière saisonnière, et où l'aéroport n'existait que de nom. Cela s'est aussi fait avec les contraintes fixées pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Et nous avons, une fois encore, relevé le challenge. Le fait qu'une forme d'équité existait entre les régions en a fait un concept populaire. La confiance a suivi et chacun a pu se l'approprier tout en attendant son tour.

Comment avez-vous opéré d'un point de vue financier, avec les contraintes que vous évoquez ?

Jean-Jacques Bouya : Le président est le responsable de son programme devant le peuple. Il a alors mis en place la Délégation générale aux grands travaux, directement rattachée à la présidence. C'est une responsabilité déléguée à des gens pour le compte d'un responsable qui doit mener à bien sa politique. Celle-ci s'organise autour d'un ensemble de projets structurants. Les choses se sont mises en route, mais il était difficile de définir des projets, de réaliser en des temps record des études, pour avoir la maîtrise des coûts, puis de les réaliser.

Le président, fort de son expérience, savait qu'il y avait des choses que nous pouvions réaliser rapidement et corriger éventuellement chemin faisant. Il savait également que nous pouvions puiser dans des études existantes mais rangées dans les bureaux, comme ce fut le cas pour l'aéroport d'Owando, pour lequel une étude de l'ASECNA existait au ministère du Plan. Enfin, quand le temps le permettait, nous avons pu, pour certains projets réaliser, nos propres études.

Comment avez-vous géré le calendrier sur le terrain ?

Jean-Jacques Bouya : En Afrique, nous pensons toujours que nous avons le temps, alors que tous les jours, nous prenons du retard. Il fallait qu'un homme dise que l'on n'a pas toujours le temps et qu'il nous faut dévelop-

« Commencer par Pointe-Noire était aussi une façon de tester doucement la faisabilité du concept. »

per le pays à pas forcé. Il fallait fixer les repères et donner les délais. Pour éviter que ces délais ne bougent trop, le président a eu l'ingéniosité de fixer le repère de la fête du 15 août. Il faut aussi rappeler que la DGGT a été une structure pilote vis-à-vis des bonnes pratiques en termes de passation de marché, jusqu'à l'adoption du nouveau code de marchés publics. Tout ce qui s'y faisait était passé au peigne fin. Il ne faut pas se voiler la face, les bailleurs de fonds n'étaient pas très favorables au projet de municipalisation accélérée car ils considéraient cela comme une « concentration de pouvoir autour, d'un seul homme », le président. Ils oubliaient qu'il était, néanmoins, responsable devant le peuple avec son programme.

Lors de la municipalisation accélérée dans la Likouala, était réapparue la crainte de réaliser des « éléphants blancs »...

Jean-Jacques Bouya : En réalité, le problème concerne toujours l'impatience de la population ou des animateurs qui ne sont pas au cœur du système. La Likouala posait une problématique particulière et le président le savait. C'était un département complètement enclavé. La navigation sur l'Oubangui était de six mois sur douze, avec des saisons inversées, la saison des pluies se déroulant en même temps que la saison sèche à Brazzaville. L'aéroport était complètement délabré, j'y ai moi-même atterri avec des instructeurs néerlandais choqués de voir dans quelles configurations nous devions poser les avions. Le président savait tout cela, mais il n'était pas question d'aller uniquement dans les endroits faciles d'accès. Même les pierres devaient être apportées depuis d'autres régions. Il reste effectivement des travaux non achevés, mais ils le seront. Il faut dire aussi que certains n'ont pas suivi la volonté du président de changer cette région par le travail. Après vérification, nous avons constaté que des opérateurs n'ont pas été à la hauteur. Ils pensaient peut-être qu'il y avait une opportunité de partage des fonds congolais, qu'ils pouvaient venir et ne pas rendre compte, mais ça n'a pas été le cas. Ceux-là ont été mis dehors. Certains se sont même retrouvés en prison, ayant à rembourser certaines sommes.

Malgré tout, la municipalisation accélérée a-t-elle contribué à lessor d'entreprises nationales ?

Jean-Jacques Bouya : À coup sûr ! Ceux qui étaient conscients de l'opportunité en ont profité. Ce sont des métiers à part entière, ceux du BTP, qu'ils devaient apprendre. Aujourd'hui, ils travaillent dans les normes requises et gagnent même des contrats avec des institutions internationales. Ceux qui ont pensé qu'il suffisait d'acheter une valisette et de venir déambuler dans les ministères en comptant sur des soutiens de proche pour arracher des contrats en sont pour leurs frais. C'est par le travail que les entreprises gagnent en crédibilité et nous avons



Jean-Jacques Bouya visitant les travaux de la municipalisation accélérée.

Jean-Jacques Bouya on an accelerated municipalisation site visit

essayé de soutenir celles qui l'avaient compris. Certains ont mal interprété, disant que nous donnions le travail aux étrangers, mais il fallait pousser les gens à travailler de manière professionnelle. Le moment venu, ce sont ces entreprises nationales qui tiendront le destin du pays dans leurs mains, car le développement ne pourra se faire si tout est lié à l'étranger.

La municipalisation accélérée a dix ans, en êtes-vous satisfait ?

Jean-Jacques Bouya : Je l'ai déjà dit à Sibiti : l'avantage de réaliser des œuvres palpables, c'est que nous pouvons précisément indiquer ce que nous avons fait et le montrer. Les gens peuvent aller vérifier. Aujourd'hui, des citoyens de Brazzaville vont eux-mêmes s'installer ou créer des entreprises dans les autres villes du pays.

« Le moment venu, ce sont ces entreprises nationales qui tiendront le destin du pays dans leurs mains. »

Les gens n'ont plus de complexe à dire où ils vivent : Dolisie, Owando... Autrefois, vous hésitez à le faire si vous n'étiez pas de Brazzaville ou Pointe-Noire. Certains pensaient qu'ils ne verraient jamais l'électricité, qui est arrivée jusqu'à Makoua. Cela fixe les populations. 280 kilomètres de voiries urbaines ont été réalisés. Des villes comme Djambala n'avaient jamais eu le moindre centimètre carré de bitume. C'est une avancée considérable. Que dire des aéroports. Je suis moi-

même pilote et j'ai le souvenir de situations où nous devons atterrir sur des pistes détrempées, devenues suicidaires... Aujourd'hui, pratiquement chaque département dispose d'un aéroport (il reste la Bouenza et le Pool). Nous contribuons ainsi au développement du Congo, du continent et de l'aviation internationale, avec la multiplication offerte de pistes d'atterrissage. Aujourd'hui, il fait bon vivre là où est passée la municipalisation accélérée. Pour nous, ce concept mis en place par le président est une véritable réussite. Mais ça n'est pas fini. Vous verrez quand le chef de l'État va lancer le prochain cycle, après 2017 et la municipalisation accélérée de la Bouenza, car notre vision est économique et non politique. Nous ne sommes qu'à mi-parcours.

Reflét: How did accelerated municipalisation come about?

J.J.B : In 2002, at the end of the transition period, President Denis Sassou-Nguesso was elected for a seven-year term on the basis of a 12-point social project called “New Hope”, of which point number 4, concerning sustainable basic infrastructure across the entire country, both urban and rural, probably led to accelerated municipalisation. The president knows he must promote balanced development, with a population spread across 342,000 km² expecting results. Based on his experience, the President developed his programme. Because it's impossible to do everything at once for everyone, he wished first to give people a national identity and so decided to take Independence Day celebrations, always held in Brazzaville, to the provinces. But how could we do this where there is not even basic infrastructure? We decided we'd take that minimum infrastructure to every city that would host the national celebrations.

How did it start?

J.J.B : The President decided that the next festival would be held in Pointe-Noire, which already had numerous facilities and no real transport problems. Prefectures destined for accelerated municipalisation were then identified, bearing in mind that Congo was one of the world's most indebted poor countries, hence the modest budgets at the start. We tested the concept in Pointe-Noire and saw it was not only feasible but also commendable. We then moved it to the provinces, starting in 2005 with completely landlocked Likouala, where they used seasonal river transport, and the airport existed only in name. This was done while we were reaching HIPC initiative completion point. The new equity between the regions made it popular. Everyone was able to appropriate it while waiting their turn.

How did you overcome financial constraints?

J.J.B : The president introduced the General Delegation for Major Public Works, reporting directly to him, as

responsible for executing his policy of achieving structural projects. At first it was difficult to define projects, do studies in time, control costs, and achieve them. The president, with his experience, knew what could be done quickly and, if necessary, corrected later. He also knew we could use existing studies, as we did for Owando airport for which a study by ASECNA existed in the Ministry of Planning. When we had time, we did our own studies.

Was it easy managing the schedule?

J.J.B : In Africa, we always think we have time, when every day we're falling behind. It took a man to say we don't always have time and we need to vigorously develop the country, set goals and deadlines and to avoid these deadlines shifting, set the goal as the 15 August celebrations. The DGGT, as a pilot structure for best practices in public procurement until the new public procurement code, had to perform. Donors were not very supportive of accelerated municipalisation because they saw it as a “concentration of power around a single man,” the President. When he was answerable to his people for his project.

We tested the concept in Pointe-Noire and saw it was not only feasible but also commendable

Why was there a worry in Likouala about “white elephants”?

J.J.B : People and leaders didn't understand the complexities of the project and were impatient. Likouala was completely landlocked, transport on the Oubangui river worked six months out of twelve, the airport was completely run down. I've landed with Dutch instructors who were shocked by landing conditions. The President knew all this, but what's the point of only municipalising easily accessible areas? Even the stones had to be brought in from other regions. The unfinished work will be completed. The operators who were not up to par, thinking they

could help themselves to Congolese capital, were ousted and some are in prison.

Nevertheless, municipalisation has helped develop domestic firms?

J.J.B : Definitely! Those who grasped the opportunity benefited. Specialised construction jobs had to be learnt. Today, they work to required standards and even win international contracts. Those who thought they could rely on relatives to grab contracts were sent packing. Companies gain credibility through work and we try to support those who do. We've been accused of giving work to foreigners, but we had to push people to work professionally. Ultimately, national companies hold the country's destiny in their hands, because development can't be achieved if everything is handled abroad.

Are you happy with the 10 years of accelerated municipalisation?

J.J.B : I said it in Sibiti: the advantage of producing tangible works is that we can describe and show the achievements. Today, people from Brazzaville are moving or setting up businesses in provincial towns, and are unashamed of saying they live in Dolisie or Owando... Electricity has reached Makoua. This retains people. We've built 280 km of urban roads, a major step forward. And airports. As a pilot myself, I remember very dangerous conditions. Today, virtually every province has an airport (except Bouenza and Pool). We contribute to the development of Congo, the continent and international aviation, with the proliferation of available runways. Life is good where there's been accelerated municipalisation. For us, the concept implemented by the president is a real success. But it's not finished. You'll see once the president has launched the next cycle, after 2017 and the accelerated municipalisation of Bouenza. Because our vision is economic and not political. We're only halfway through.

« Aujourd'hui le territoire est unifié, désenclavé »

Isidore Mvouba : ministre des Transports de 1999 à 2005, puis Premier ministre, Isidore Mvouba a été au cœur de la mise en place de la municipalisation accélérée par ses fonctions mais aussi en tant que président de la Commission d'organisation de la fête nationale. Aujourd'hui ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, l'ingénieur de formation se souvient des débuts du processus.

“The country is unified, opened up”

Former Minister of Transport, Prime Minister and chairman of the Independence Day Organising Committee, Isidore Mvouba, now Minister for Industrial Development and Private Sector Promotion, remembers how it all started.



Ministre Isidore Mvouba.

Minister Isidore Mvouba

La municipalisation accélérée est un grand bienfait pour notre pays. Elle découle d'une idée généreuse, une idée de génie du président de la République, au regard du marasme dans lequel baignait l'hinterland de notre pays. Pendant longtemps, nos départements et districts ont vécu au travers de difficultés de toute nature, à commencer par le manque d'eau, le délabrement des structures sanitaires ou l'inexistence des structures d'accueil. C'est pourquoi le président a pensé qu'il fallait un plan de connexion pour apporter la République, et ce n'est pas excessif de dire cela, dans l'hinterland. J'ai été très heureux, pour ne pas dire honoré, de présider à cette grande entreprise de modernisation et d'urbanisation accélérée et forcée des campagnes, villages et districts de notre beau pays. Aujourd'hui, quand on observe les résultats obtenus, on est fiers d'avoir participé à ce beau challenge dont le mérite revient au président de la République. Il s'agit d'une œuvre humaine qui ne peut pas, par essence, être parfaite, puisque la perfection n'est pas de ce monde, nous dit-on. Mais je peux dire avec autorité que le bilan est plus que positif. Il a fallu apporter le strict nécessaire à nos dépar-

tements plus qu'enclavés. Aujourd'hui, le territoire est unifié, désenclavé. On a apporté de l'eau potable aux populations rurales, de l'électricité. On a amélioré les structures socio-sanitaires, on a construit des écoles, voire des lycées... Bref, les populations du Congo tirent les bienfaits de cette politique volontariste et hardie du président. Je crois que la municipalisation accélérée, et c'est son mérite, est un prérequis pour des conditions de modernisation et d'industrialisation de notre pays. C'est par là qu'il fallait commencer. Nous avons créé les conditions de l'émergence d'une économie nouvelle, dans notre pays, de nature à créer de l'emploi. Il faudra peut-être ensuite aller vers une municipalisation accélérée industrielle, au regard de nos priorités : la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois, le développement du secteur privé...

Stemming from the President's brilliant and generous idea to bring the Republic to the stagnating hinterland, accelerated municipalisation is a great blessing for our country. Provinces and districts

faced problems like lack of water, and lack of or delapidated health care facilities. I was very pleased to preside over the accelerated modernisation and urbanisation of the rural areas, villages and districts of our beautiful country. Seeing the results today makes us proud to have participated in this great challenge for which the President can take the credit. While human endeavour never attains perfection, I can say with authority that the results are more than positive. We had to take the bare necessities to our most landlocked provinces. Today, the country is unified, opened up. Rural populations have drinking water, electricity, health facilities and schools... In short, Congo's people are deriving the benefits of the president's proactive and bold accelerated municipalisation policy, which I think is a prerequisite for the modernisation and industrialisation of our country. We created the conditions for the emergence of a new economy, so as to create jobs. Perhaps we need accelerated industrial municipalisation, in terms of our priorities: food security, energy security, the fight against poverty, the creation of jobs, development of the private sector.

« Les résultats du processus de municipalisation accélérée sont là »

Pierre Moussa, ancien ministre du Plan, de l'Économie et de l'Aménagement du territoire, est actuellement le président de la Commission de la CEMAC. Économiste de formation, il avait été choisi en 2004 pour présider la commission technique de la municipalisation accélérée.

“We are seeing the results of accelerated municipalisation”

Pierre Moussa, economist and former Minister of Planning, Economy and Finance and of Land Use Planning, now President of the CEMAC Commission, chaired the 2004 Accelerated Municipalisation Technical Committee.

Je suis moi-même intervenu à partir de la municipalisation accélérée à Owando (2007). Or, le processus évoluait sans cesse.

Chaque phase s'enrichissant de la précédente. Sur le contenu d'abord, il était question de réaliser des infrastructures administratives dans les chefs-lieux de départements, puis de districts. Ensuite, le programme s'est épaissi et a embrassé plusieurs domaines d'activités: nous sommes passés aux infrastructures urbaines, à la lutte contre la pauvreté, avec l'accès à l'eau et l'électricité, aux écoles et à la santé. Nous avons aussi inclus les stades et d'autres infrastructures sportives, les marchés, ainsi que les infrastructures de transport, avec les gares routières et les aéroports, aux côtés du renforcement du réseau routier départemental et urbain. La fête nationale demandait que l'on modernise aussi les structures d'accueil du président dans l'arrière-pays. Idem pour les infrastructures de défense et de sécurité.

Les structures organiques de pilotage aussi ont évolué. Une structure collégiale a été créée avec le décret créant la Commission d'organisation des fêtes nationales, ainsi que la Commission

technique de la municipalisation, qui est la clé de voûte dans la conception et la conduite des projets sur le terrain. Le président a porté son choix sur ma modeste personne pour présider cette dernière commission, avec comme vice-président le ministre en charge de l'Administration du territoire et le Délégué général aux grands travaux, aujourd'hui ministre. Il y avait aussi des commissions techniques départementales, sous la direction des préfets, secondés par les présidents des Conseils

Les ressortissants des régions où devaient s'organiser les fêtes nationales se sont eux-mêmes organisés en structures.

départementaux. Plus que cela, nous nous sommes rendu compte qu'avec l'appropriation du mouvement de municipalisation accélérée par les populations, les ressortissants des régions où devaient s'organiser les fêtes nationales se sont, eux-mêmes, organisés en structures de suivi et de contribution.

Le mouvement d'ampleur pris par la municipalisation a poussé le président à lancer, lui-même, le programme de chaque région, à la place du Premier ministre, à partir d'Ewo (2011). Les résultats de ce processus sont là. Je suis récemment allé à Kinkala et je ne reconnaissais plus cette ville où je me rendais souvent auparavant. Je disais dans un discours que cette bourgade était appelée à devenir une ville moderne, et c'est déjà le cas. Il faut désormais entretenir, renforcer et pérenniser les infrastructures en place. En dix ans, le concept lui-même de municipalisation accélérée s'est affirmé, alors que nous avons commencé à tâtonner. Maintenant, nous allons bientôt boucler la boucle et il y aura un nouveau cycle. Il faudra, à mon avis, donner la priorité à la fin des chantiers non terminés, avant de mettre en œuvre de nouveaux projets, sans doute, plus connectés aux programmes productifs. Pourquoi pas aux infrastructures d'intégration physiques, comme les corridors routiers, notamment avec les départements frontaliers. On voit déjà dans la région de la Sangha l'importance de ces corridors avec les pays voisins.



Pierre Moussa, ancien ministre du Plan, de l'Économie et de l'Aménagement du territoire, est actuellement le président de la Commission de la CEMAC.

Pierre Moussa, president of the CEMAC Commission

From Owando's accelerated municipalisation in 2007 onwards, I saw the process evolve continuously, from building administrative infrastructure first in administrative centres then in districts, followed by urban infrastructure, the fight against poverty, access to water and electricity, schools and health. We included stadiums and other sports facilities, markets and transport infrastructure, with bus stations and airports, and the provincial and urban road network. Independence Day celebrations required modernised presidential reception buildings. Ditto for defence and security infrastructure. Steering structures were introduced: the Independence Day Organising Committee and the Accelerated Municipalisation Technical Committee,

Accelerated municipalisation began by trial and error 10 years ago, whereas now it's confirmed and about to enter a new phase

the cornerstone of project design and execution, over which I presided with, as vice-president, the current Minister of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works. Provincial Technical Committees, headed by the prefect, were assisted by the Chairman of the Provincial Council. Citizens took ownership of accelerated municipalisation and created organisations to contribute to and monitor Independence Day celebrations.

In 2011, the president himself began launching the municipalisation programmes in each area. The results can be seen. I recently went to Kinkala and it was unrecognisable. In a speech I said that the town would become a modern city, and I was right. The infrastructure must be maintained, strengthened and sustained. Accelerated municipalisation began by trial and error 10 years ago, whereas now it's confirmed and about to enter a new phase, which I think should prioritise unfinished projects before implementing new ones, more than likely connected to productive programmes. Perhaps integration infrastructure, like road corridors, especially with neighbouring provinces, like that in the Sangha region.

Retour en images sur dix ans de municipalisation accélérée dans neuf départements congolais

A pictorial look back at a decade of accelerated municipalisation in nine Congolese provinces

2004 POINTE-NOIRE ET LE KOUILOU

La capitale économique du Congo, ainsi considérée grâce à ses revenus tirés du pétrole extrait au large de ses côtes, est la première ville à avoir reçu la municipalisation accélérée. Elle essuie les plâtres de ce processus tout neuf, sans doute parce qu'elle possède déjà de nombreuses infrastructures de base. La voilà réhabilitée et modernisée pour plusieurs années.

2004 POINTE-NOIRE AND KOUILOU

Considered the economic capital of Congo because of its offshore oil revenues, it was the first city to undergo accelerated municipalisation, even though it had decent basic infrastructure. Here it is revamped and modernised for several years to come.





2 005 IMPFONDO ET LA LIKOUALA

La Likouala, c'est tout l'inverse de ce que les autorités trouvent l'année précédente dans le Kouilou. Impfondo ne possède pas un centimètre de bitume. Alors que Pointe-Noire dispose d'un port permettant l'acheminement du matériel et des travailleurs, le chef-lieu du département est complètement enclavé. Ce n'était plus le cas après la fin des travaux de ce processus, comme on le voit sur cette photo.

L'aérogare dont Impfondo a bénéficié, comme tous les chefs-lieux de préfecture, concernés par la municipalisation accélérée, a également permis de réduire l'enclavement de la région.

2005 IMPFONDO AND LIKOUALA

Likouala was quite the opposite of Kouilou. Impfondo had not a single centimetre of tarred road and was completely landlocked, so had everything to gain from municipalisation, as seen here. Like all prefectures involved in accelerated municipalisation, Impfondo now has an airport which has helped open it up.





2006 DOLISIE ET LE NIARI

La santé figure parmi les domaines que la municipalisation accélérée doit améliorer au Congo. C'est le cas avec l'hôpital de Dolisie, dans le Niari, qui permet d'éviter les évacuations de patients de la troisième agglomération du pays vers Brazzaville ou Pointe-Noire. Inauguré en 2009, après avoir été réhabilité, il a accueilli huit médecins cubains spécialistes de la radiologie, de la chirurgie, de la pédiatrie, de la médecine générale et de la biologie.

La municipalisation accélérée n'offre pas uniquement des bâtiments administratifs aux préfetures mais aussi le matériel moderne indispensable à leur bon fonctionnement. C'est le cas ici, à Dolisie, avec cet auditorium flambant neuf.

2006 DOLISIE AND NIARI

Health is one of the areas that accelerated municipalisation strives to improve in Congo. The Dolisie Hospital in Niari province means patients from the country's third largest city no longer have to be evacuated to Brazzaville and Pointe-Noire.

After its renovation in 2009, it hosted eight Cuban medical specialists in radiology, surgery, pediatrics, general medicine and biology. Accelerated municipalisation not only provides prefectures with administrative buildings but also modern equipment essential to their proper functioning, as seen with this brand new auditorium in Dolisie in Niari Province.





2007 OWANDO CUVETTE

L'énergie, l'eau, les infrastructures routières sont indispensables, mais les divertissements, pour une population congolaise encore jeune, le sont aussi. C'est pourquoi des stades et gymnases ont été édifiés depuis 2004 dans les préfectures du pays. Ici, la première dame, Mme Antoinette Sassou N'Gusso, donne le coup d'envoi de la finale féminine de la Coupe du Congo de football dans le magnifique stade d'Owando.

2007 OWANDO AND CUVETTE

Energy, water and roads are essential, but entertainment for a young Congolese population is almost as important. Stadiums and gymnasiums have been built in the prefectures since 2004. Here, the first lady, Mrs Antoinette Sassou-Ngusso, kicks off the Congo Cup women's football final in the beautiful Owando stadium.

2008 À 2010 BRAZZAVILLE

Même Brazzaville, pourtant capitale de l'urbanité congolaise, avait à gagner en recevant, durant trois ans, fait exceptionnel, la municipalisation accélérée. L'avenue de la Paix, située au nord-est de la ville, est l'une des principales artères réhabilitées – avec de nombreuses autres rues – comme le montre cette photo prise dans le quartier de Moundali.

2006 À 2010 BRAZZAVILLE

Even Brazzaville, Congo's urban capital, gained from accelerated municipalisation. Located northeast of the city, Avenue de la Paix is one of the main streets of Brazzaville. Accelerated municipalisation enabled its rehabilitation, as well as that of many other streets, as shown in this photo taken in the neighborhood of Moundali.





Gymnase d'Oyo.

Owando gymnasium

LE GYMNASSE D'OYO, dans la Cuvette, a été inauguré en juillet 2013 par le ministre en charge des Grands Travaux, Jean-Jacques Bouya. Haut de seize mètres, il bénéficie de terrains de basket, de handball, de volley-ball, de tennis et aussi de football, avec une capacité de 1 890 places assises.

THE RIBBON OF THE OYO GYMNASIUM in Cuvette was officially cut in July 2013 by the Minister for Major Public Works, Jean-Jacques Bouya. Sixteen metres high, with a 1,890-seat capacity, it has basketball, handball, volleyball and tennis courts, as well as a football field.

2011 EWO ET LA CUVETTE OUEST

La municipalisation accélérée permet aussi de décentraliser chaque année, de façon tournante, la célébration de la fête nationale de l'indépendance. Ici, le président Denis Sassou N'Gusso passe l'armée en revue à Ewo, le 15 août 2011.

2011 EWO AND CUVETTE OUEST

Towns selected for accelerated municipalisation are also designated to host the rotating Independence Day celebrations. Here, President Denis Sassou-Nguesso reviews the troops in Ewo, on 15 August 2011.



Préfecture de la Cuvette Ouest à Ewo.

The Cuvette Ouest prefecture in Ewo

Une vue de Kinkala

A view of Kinkala



2012 KINKALA ET LE POOL

Il était important pour le chef de l'État de réhabiliter la région du Pool et son chef-lieu de Kinkala, très marquée par les événements de 1997. La ville, située à 80 kilomètres, à l'ouest de Brazzaville, est aujourd'hui, l'une des plus charmantes du pays. Également dans le Pool, le président de la République du Congo a inauguré en 2011 le premier « nouveau village agricole », à Nkouo, à 80 kilomètres, au nord de Brazzaville. Le projet complète la municipalisation accélérée et vise à implanter des villages agricoles modernes à travers le pays. Ils doivent offrir à leurs habitants les moyens d'existence nécessaires à la réalisation de leurs projets, mais aussi des écoles ou des dispensaires. Une initiative qui préfigure peut-être la deuxième phase de la municipalisation accélérée, qui pourrait concerner les infrastructures à caractère économique.

2012 KINKALA AND POOL

It was important for the head of state to rehabilitate the Pool region and its prefecture Kinkala, seriously marked by the events of 1997. The town, located 80 km west of Brazzaville, is today one of the nicest in the country. Also in Pool, the President of the Republic of Congo launched the first "new agricultural village" in 2011 at Nkouo, 80 km north of Brazzaville. The project complements accelerated municipalisation and aims to introduce modern agricultural villages. They will provide residents with the means to a livelihood, as well as with schools and clinics. This initiative could herald the second phase of accelerated municipalisation which would directly concern the economic infrastructure of the regions.



2013 DJAMBALA ET PLATEAUX

C'est dans ce havre de paix que le président Denis Sassou N'Gusso a accueilli ses invités lors de la célébration de la fête nationale de l'indépendance en 2013. Chaque préfecture concernée à ce jour par la municipalisation accélérée est équipée d'un palais présidentiel.

2013 DJAMBALA AND PLATEAUX

It is in this haven of peace that President Sassou-Nguesso welcomed his guests during the 2013 Independence Day celebrations. Every prefecture covered by accelerated municipalisation has a presidential palace.



Une vue du palais présidentiel de Djambala.

A view of the presidential palace Djambala

2014 : SIBITI ET LA LÉKOUMOU

L'énergie est l'un des apports les plus importants du processus de municipalisation. Chaque ville visitée s'est vu offrir de nouveaux groupes électrogènes, en même temps que les efforts nationaux se poursuivaient pour les relier aux barrages hydroélectriques les plus proches.

2014 : SIBITI AND LÉKOUMOU

Energy is a main focus of the municipalisation process. Each town involved was offered new generators, along with continuing national efforts to connect them to the nearest hydroelectric dams.



BTP : les Congolais sans complexe face aux groupes internationaux

Depuis dix ans, les grands travaux lancés par les autorités congolaises ont permis de créer des dizaines de milliers d'emplois dans le pays. La municipalisation accélérée, en particulier, a permis à des entreprises fondées par des ressortissants congolais de grandir et de venir concurrencer les grands groupes étrangers. Rencontre avec trois de ces patrons qui ont saisi l'opportunité offerte par la conjoncture nationale. Tous soulignent l'importance du nouveau code des marchés publics, qui rend obligatoires les appels d'offres, dans leur décision de soumissionner sur les contrats publics. Ils regrettent le manque d'organisation de leur corporation et en appellent à un meilleur transfert de compétences.

BPW: Congolese companies compete with international groups

For 10 years, major works launched by the government have created tens of thousands of jobs. Accelerated municipalisation has enabled Congolese companies to grow and compete with large foreign groups.

« Nous avons beaucoup perdu avant de commencer à gagner »

Apollin Kaba, directeur général du Groupe Bouka

Créé au début de la décennie 2000, le Groupe Bouka est spécialisé dans les bâtiments et travaux publics, mais il est aussi présent dans la fabrication de pierres tombales (ECT) ou dans les services, à travers ses trois hôtels brazzavillois « Le Paternel ».

“We lost a lot before starting to win”

Apollin Kaba, CEO of Groupe Bouka

Established in the early 2000s, Groupe Bouka specialises in construction and public works, but also manufactures tombstones (ECT) and runs three Le Paternel hotels in Brazzaville

Nos revenus proviennent surtout de contrats publics, bien sûr, mais notre politique étant de nous diversifier, nous avons aussi d'autres partenaires, comme l'ASECNA. Nous allons au rythme des appels d'offres. Nous évoluons d'abord dans la construction de bâtiments, mais aussi, dans les routes. Nous construisons actuellement des routes en terre dans la Cuvette, à travers un contrat public hors municipalisation accélérée. Nous avons commencé à travailler dans le cadre de la municipalisation accélérée dans la Cuvette, à Owando, avec l'édification de l'hôtel du conseil départemental. Nous avons ensuite construit le marché moderne d'Oyo, le tribunal de grande instance d'Impfondo, l'hôtel de ville d'Ewo, le siège de la gendarmerie, dans la même ville, l'hôtel de sous-préfecture de Kinkala, dans le Pool, et dernièrement, nous avons livré l'hôtel de ville de Djambala. C'était vraiment difficile au début de lutter contre les autres entreprises, en particulier chinoises, qui ont le vent en poupe, et d'avoir la confiance des autorités pour remporter des appels d'offres. Il faut à la fois être financièrement le moins-disant tout en étant techniquement le plus au point. Nous avons beaucoup perdu avant de commencer à gagner. Malheureusement, pour la Lékoumou, si nous étions bons en qualité et en temps de réalisation, il semble que le prix a joué en notre défaveur. C'est un critère dangereux, notamment vis-à-vis d'entreprises qui cassent les prix. Nous sommes conscients que l'équation est difficile et nous encourageons les grands travaux, car ils font un

bon travail, mais nous insistons sur le fait que le moins-disant ne doit pas systématiquement être le mieux placé.

Il faut avouer que l'État n'a jamais accompagné les entreprises, elles se débrouillent comme elles peuvent. Mais la DGGT est un bon partenaire. Les paiements se font en temps et en heure, ce qui est appréciable, car, gagner un appel d'offres, c'est une chose, mais quand les paiements ne suivent pas, il est impossible d'avancer. Grâce aux grands travaux, nous avons créé des emplois et notre entreprise a franchement grandi, notamment en expérience. Nous avons un personnel fixe, mais quand nous nous déplaçons, nous nous obligeons à faire travailler les locaux. Cela qui nous a permis de former des jeunes partout où nous sommes passés. En revanche, nous sommes parfois obligés de déplacer la main-d'œuvre, comme cela a été le cas à Kinkala, alors sinistrée. Nous avons, néanmoins, constaté des déplacements de main-d'œuvre, notamment depuis Brazzaville. Dès que les ouvriers savent que la municipalisation accélérée est prévue dans un endroit, ils devancent le programme. Je retrouve ainsi des jeunes que nous avons formés ailleurs. L'avenir ne sera pas facile, nous devons être forts. Nous avons, néanmoins, fait des prouesses et désormais les Chinois nous connaissent. L'État doit faire des efforts pour encadrer et aider les entreprises congolaises à grandir, par des séminaires, des colloques, ou encore en nous aidant à soumissionner dans les pays voisins et exporter notre expérience acquise avec les grands travaux.



Our first accelerated municipalisation job was for the Owando provincial council offices, followed by the Oyo modern market, Impfondo high court, Ewo town hall and police headquarters, Kinkala sub-prefecture and Djambala town hall. Competing against foreign companies and gaining the government's trust was hard at first. We lost a lot before winning. One has to be the lowest bidder but technically excellent, a dangerous criterion because firms slash prices. We don't believe the lowest bidder should always win.

We employ locals on site and have trained young people wherever we've worked

The DGGT is a good partner and pay on time, so we're able to move forward. Our company has grown, created jobs and gained experience. We employ locals on site and have trained young people wherever we've worked but move labour when necessary. We've noticed movement of labour, especially from Brazzaville, as workers follow accelerated municipalisation, so I sometimes run into young people we've trained elsewhere. We've shown prowess and now the Chinese know us. The state must make an effort to help Congolese firms to grow so we can bid in neighbouring countries and export our public works experience.

« La DGGT a eu le courage de nous faire confiance »

Christ Ongouya, PDG de Serru Top

Serru Top, anciennement connu au Congo comme un bureau d'étude – son PDG est architecte de formation –, s'est fait une place parmi les plus importantes entreprises de BTP congolaises. Elle est en train d'achever les travaux de l'aérogare de Sibiti, dans la Lékoumou, dans le cadre de la municipalisation accélérée.

“The DGGT had the courage to trust us”

Christ Ongouya, CEO of Serru Top

Serru Top has made a name for itself amongst Congo's largest construction companies. It is currently completing the Sibiti air terminal in Lékoumou, under accelerated municipalisation.



De 2003 à 2007, Serru Top n'évo-
luait pas beaucoup avec le sec-
teur public, mais plus avec des
organismes internationaux et ONG
tels que le PNUD, l'Union européenne,
ACT AID et quelques privés, no-
tamment parce qu'ils organisaient des
appels d'offres. C'est en 2007 que j'ai
commencé à tourner mon regard vers
les grands travaux, car, il y a eu beau-
coup de contrats et bien plus d'entre-
prises étrangères que nationales sur le
marché. Les grands travaux organisant
des appels d'offres, cela m'a convain-
cu d'aller soumissionner. J'avais des
dossiers convaincants et la DGGT a eu
le courage de nous faire confiance sur
deux offres, en même temps : la pré-
fecture et la mairie d'Etoumbi, dans la
Cuvette-Ouest. Nous étions bons sur
l'aspect technique et financier, sur le-
quel nous étions mieux-disants. Notre
expérience a pu les convaincre aussi.
Après Etoumbi, nous avons travaillé
durement et notre relation s'est instal-
lée dans la durée avec la DGGT,
qui nous connaissait mieux. Je leur
en suis très reconnaissant, car, peu de
structures nous faisaient confiance,

*Aujourd'hui, il y a
davantage d'entreprises
locales, mais l'équilibre
n'est pas encore établi.*

notamment parce que d'autres entre-
prises nationales avaient déçu par le
passé, faisant rejaillir leur mauvaise
image sur toutes les entreprises de BTP.
Aujourd'hui, nous sommes en train de
prouver qu'avec les mêmes chances,
les nationaux peuvent même être plus
performants que les étrangers. Autre-
fois, nous pouvions retrouver sur un
appel d'offres une entreprise congo-
laise face à plusieurs sociétés étran-
gères. Aujourd'hui, il y a davantage
d'entreprises locales, mais l'équilibre
n'est pas encore établi. En principe,
il existe légalement un a priori posi-
tif, à offre égale, pour une entreprise
congolaise, mais ça n'est pas toujours
appliqué par les administrations. Les
grands travaux, en revanche, l'appli-
quent. Nous avons formé beaucoup de
jeunes techniciens en BTP, Serru Top
comme d'autres entreprises natio-

nales. Chez nous, ce sont les Congo-
lais qui conduisent les camions et les
engins de chantier, car, les compé-
tences existent et nous nous soucions
de nos compatriotes, ce qui n'est pas
toujours le cas chez nos concurrents
internationaux. En temps fort, nous
pouvons travailler avec mille ouvriers
que nous formons. Nous envoyons sur
fonds propres des employés, en Chine,
se former en plomberie, en électricité,
en traitement des salles acoustiques...
Parfois, je fais aussi venir des gens qui
forment sur place. Aujourd'hui, nous
devons voir se développer des entre-
prises congolaises, et c'est ce à quoi
la DGGT contribue déjà. Nous devons
nous approprier les connaissances
qui nous font défaut. Si nous avons
des grands projets, comme l'aéroport
de Brazzaville, plusieurs sociétés na-
tionales doivent être sous-traitantes
pour acquérir de l'expérience. L'expé-
rience des grands travaux a conduit à
une réduction du chômage. Pour une
petite entreprise comme la mienne,
pouvoir employer 1 000 personnes,
c'est un problème important que les
autorités contribuent à régler.



Hôtel de préfecture de la Cuvette Ouest.

Cuvette Ouest prefecture

From 2003 to 2007, Serru Top grew thanks to international organisations and NGOs such as the UNDP, European Union, ACT AID and other private organisations, partly because they called for tenders. It was in 2007 that I began to turn my attention to public works, because there were a lot of contracts and many more foreign companies than locals on the market. With state projects calling for tenders, I was persuaded to bid. I had solid proposals and the DGGT had the courage to award us two projects at the same time: the Etoumbi prefecture and town hall in Cuvette Ouest. We came in lower on the technical and financial aspect and our past experience was also satisfactory.

After Etoumbi, we worked hard and our relationship with the DGGT grew. I'm extremely grateful, because few structures trusted us, due mainly

Today, we're proving that, with the same opportunities, national companies can be even more efficient than foreigners

to poor performance from other local companies, which then gave construction companies in general a bad name. Today, we're proving that, with the same opportunities, national companies can be even more efficient than foreigners. Previously, there was often only one Congolese company bidding against several foreign companies. Today, there are more local firms, but the balance is not yet established. Legally, in principle, there is a positive prejudice for equal bids from a Congolese company, but it isn't always applied. Major works,

however, do apply it. Serru Top, like other national companies, has trained many young construction workers. We use Congolese workers because they have the skills and we want to employ locals, which international competitors don't always do. When needed, we'll train a thousand workers. We send employees to China for training, at our own expense, in plumbing, electricity, acoustic treatment, etc. Sometimes I bring trainers on site. The DGGT contributes to the development of Congolese companies but we have to acquire the knowledge we lack. On major projects, like the Brazzaville airport, national companies should be subcontracted so they gain experience. Major projects have reduced unemployment. For a small company like mine, employing 1,000 people is a big challenge that the authorities help to resolve.

« Il faut que quelque chose reste, en termes d'expérience, et pas seulement des bâtiments »

M. Ayessa, PDG de General Civil Works

M. Ayessa, qui cumulait alors une trentaine d'années dans le BTP (contrôle, administration...), a créé, en 2007, General Civil Works pour offrir une alternative nationale aux entreprises étrangères. Et il ne le regrette pas.

“Something must remain, in terms of experience, not just buildings”

M. Ayessa, CEO of General Civil Works

Mr. Ayessa, who has thirty years in the building industry, created General Civil Works in 2007 to provide a national alternative to foreign companies. With no regrets.



Mairie de Mfilou-Ngamaba.

Mfilou-Ngamaba town hall

Notre entreprise est essentiellement présente dans les travaux publics et le génie civil. La période de sa création, en 2007, était propice, car, de nombreux travaux publics s'annonçaient et il n'existait pas beaucoup d'opérateurs sur la place congolaise. Or, il était important de faire en sorte qu'il y ait aussi des opérateurs congolais sur le marché. Le fait que le nouveau code des marchés public ait promu les appels d'offres était très important pour nous; cela signifiait que les entreprises allaient désormais être jugées uniquement en fonction d'éléments clairs indiqués dans leurs dossiers. Cela a permis à tous de soumissionner. GCW a débuté dans le lancement d'une promotion immobilière dans les quartiers nord de Brazzaville, avec la Banque de l'Habitat, qui a investi 400 millions de FCFA. Notre premier chantier d'envergure, nous l'avons décroché pour la mairie de Mfilou, à Brazzaville, dans le cadre de la municipalisation accélérée. Nous avons ensuite construit la sous-préfecture de Mbama, dans la Cuvette Ouest, puis celle de Boko. Nous réalisons actuellement la maison d'arrêt d'Ewo et nous venons de lancer les travaux de la mairie d'Ollombo. Sur tous ces chantiers, nous sommes essentiellement en concurrence avec des entreprises chinoises. Les entreprises congolaises sont en revanche absentes des travaux d'envergure.

Je pense que nous pourrions techniquement faire beaucoup de choses, mais c'est la surface financière qui manque à nos entreprises nationales. Il faut être capable d'avancer des sommes faramineuses et même d'attendre les paiements quand ils tardent – ce qui n'est arrivé que cette année à ma connaissance. Les appels d'offres du privé – banques, assurances, ONG... – sont trop peu nombreux, peut-être une demi-douzaine par an. Nous soumissionnons néanmoins, pour nous diversifier. Les particuliers commencent à venir vers les entreprises, alors qu'ils s'adressaient autrefois, à des tâcherons. Les Chinois sont, d'ailleurs, présents aussi sur ce

Les particuliers commencent à venir vers les entreprises, alors qu'ils s'adressaient autrefois à des tâcherons.

marché. Nous avons, certes, besoin de transfert de compétences... mais peut-être sommes-nous responsables de notre manque de visibilité, car nous ne sommes pas organisés. Nous n'avons pas d'organisation d'ingénieurs ou de nos différents corps de métiers. Or, nous devons profiter de cette situation favorable dans le BTP, au Congo, pour faire en sorte que quelque chose reste, en termes d'expérience, et pas seulement des bâtiments.

Our public works and civil engineering company was created in 2007 when there were lots of public works on the go and not many operators in Congo. However, it was important to have Congolese operators. The new procurement code stipulating calls for tender was very important to us, because it meant that companies would now be judged against clear criteria listed in their proposals. GCW started with a real estate development in northern Brazzaville, with the Banque de l'Habitat, which invested 400 million CFA francs. Our first major project was the Mfilou town hall in Brazzaville, under accelerated municipalisation. We then built the Mbama sub-prefecture in Cuvette Ouest, and that of Boko. We're currently building the Ewo prison and have just started on the Olambo town hall. On all these projects, we are essentially in competition with Chinese companies. Congolese companies, however, are absent from large-scale works.

Technically, I think we can achieve lots, but our national companies lack



M. Ayessa.

We certainly need skills transfer... but maybe we're responsible for our lack of exposure because we're not organised into professional bodies

finance. One has to be able to come up with huge amounts of money and wait for payments when they're slow – which has happened only this year to my knowledge. Private tenders – banks, insurance companies, NGOs – are too few, maybe half a dozen a year. However we bid to diversify. Individuals are approaching companies whereas before they used odd-jobbers. The Chinese are also present in this market. We certainly need skills transfer... but maybe we're responsible for our lack of exposure because we're not organised. We have no professional bodies. However, we must take advantage of this favourable situation in Congo's construction industry to ensure something remains, in terms of experience, not just buildings.



LES NOUVELLES RÈGLES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS BIENVENUES DANS LE BTP

Les entrepreneurs interrogés par *Reflét* soulignent tous l'importance, dans leur entrée sur le marché du BTP, des règles de transparence édictées par les autorités congolaises, en 2009, dans le cadre du nouveau code des marchés publics ; la DGGT réalisait des appels d'offres avant même cette loi. L'objectif de ce nouveau code est d'assainir le marché et de lutter davantage contre la corruption. Les décrets signés concernent l'Autorité de régulation des marchés publics, créée pour offrir des services de qualité aux acteurs des marchés publics, la Direction générale du contrôle des marchés publics, chargée du contrôle des transactions, et la Délégation générale aux grands travaux, maître d'œuvre pour l'État congolais. Afin de moderniser et d'industrialiser le Congo, le nouveau code doit faciliter l'accès aux marchés publics à tout opérateur économique remplissant les conditions prévues. L'attribution des marchés des travaux, de fournitures et de services se fait sur la base de critères économiques, financiers et techniques, mentionnés dans le

dossier d'appel d'offres. Les candidats, en plus du prix de l'offre, doivent ainsi informer du délai d'exécution, du coût de réalisations des infrastructures, du service après-vente et des conditions/calendrier de paiement. Parmi leurs qualifications, leur sont demandés leurs moyens, ressources et expertises, leur positionnement, dans le cas où ils interviennent en qualité de filiale d'un groupe, et leurs références. Les marchés publics faisant l'objet d'un appel d'offres national correspondent au seuil de cinquante millions de FCFA pour les marchés des travaux. Ceux qui font l'objet d'appel d'offres international correspondent au seuil de deux milliards de FCFA et plus, pour les grands travaux.

THE BUILDING INDUSTRY WELCOMES NEW PUBLIC PROCUREMENT RULES

All the entrepreneurs interviewed by *Reflét* stressed the role the new 2009 procurement code played in their entry into the construction market; the DGGT was already calling for tenders before the introduction of this law. The new code was introduced to stabilise the

market and fight corruption. Signed decrees concern the Public Procurement Regulatory Authority, created to offer quality services to procurement stakeholders, the Directorate-General for Public Procurement, which audits transactions, and the General Delegation for Major Public Works, delegated project manager for the Congolese state. The new code makes it possible for any business meeting the requirements to access public contracts, in favour of Congo's modernisation and industrialisation. Awarding of contracts for work, supplies and services is made on the basis of economic, financial and technical criteria mentioned in the tender proposals. Candidates, in addition to price, must also state the execution time, running costs, after-sales service and payment conditions/schedule. The qualifications requested from them are their means, resources and expertise, their position when operating as a subsidiary of a group, and their references. Public building contracts of 50 million CFA francs and more are subject to a national call for tender. Those of two billion CFA francs or more are subject to an international call for tender.



Des ouvriers congolais pendant le bitumage d'une route.

Tarring one of the new roads

DES MILLIERS D'EMPLOIS CRÉÉS

Les travaux engagés dans le cadre de la municipalisation accélérée ont nécessité, en dix ans, la création d'une dizaine de milliers d'emplois. Plus que cela, ils ont permis la formation de milliers de jeunes Congolais à des spécialités liées aux bâtiments et travaux publics (BTP). Si certains manœuvres employés sur les chantiers ne poussent pas l'expérience plus loin, de nombreux autres apprennent les métiers propres à ce secteur et sillonnent le pays à la recherche de postes. Formés à Brazzaville, Pointe-Noire ou ailleurs, ils voyagent dans le Congo au gré des grands travaux publics et des campagnes de municipalisation accélérée. C'est ainsi que nous avons retrouvé plusieurs ouvriers, techniciens et ingénieurs brazzavillois aux côtés d'employés locaux, à Sibiti, chef-lieu de préfecture de la Lékoumou, qui accueille le 15 août, la fête de l'indépendance nationale. Les entreprises chinoises, souvent pointées du doigt pour trop peu recruter local, ne sont pourtant

pas les dernières à faire appel à la main-d'œuvre congolaise. China Jiangsu International Congo, en charge de la construction du palais présidentiel de Sibiti, a ainsi employé 153 Congolais sur 229 pour son chantier, dont dix Chinois à l'encadrement. Le même ratio se retrouve pour la construction du stade de Sibiti par la Société Zhengwei Technique Congo (SZTC), avec 230 ouvriers congolais recrutés sur 347, au total (sept Chinois à l'encadrement). Lors de la municipalisation de la Cuvette-Ouest, ce sont près de 2 290 emplois qui avaient été créés uniquement dans le district d'Ewo, la préfecture, en 2011.

THOUSANDS OF JOBS

The projects carried out under accelerated municipalisation have created tens of thousands of jobs over 10 years. More than that, they have helped to train thousands of young Congolese in specialised construction and public works jobs. While some construction workers never

strive for more, many others learn sector-specific trades. Trained in Brazzaville, Pointe-Noire, or elsewhere, they follow major public works and accelerated municipalisation projects around Congo, looking for work. Labourers, technicians and engineers from Brazzaville can be found working alongside locals in Sibiti, the Lékoumou prefecture, which is hosting the national Independence Day celebrations on 15 August. Chinese companies are often accused of not recruiting locals when this isn't always the case. China Jiangsu International Congo, which is building the Sibiti presidential palace, has 153 Congolese employees out of the total 229, including ten Chinese supervisors. A similar ratio is found for the Sibiti stadium project, where Societe Zhengwei Technique Congo (SZTC), has 230 Congolese workers of the total 347 (seven Chinese supervisors). During the municipalisation of Cuvette Ouest, around 2,290 jobs were created in the prefecture of Ewo, alone, in 2011.

MUNICIPALISATION : 10 ANS APRÈS



Préfecture de Brazzaville.

Brazzaville prefecture



Stade Denis Sassou N'Gouesso de Dolisie.

Denis Sassou-Nguesso stadium in Dolisie



Logements sociaux de Mpila.

Mpila social housing



Un prototype du Marché moderne.

Aerial view of a Market prototype



Sous-préfecture d'Étoubi.

Etoubi sub-prefecture

MUNICIPALISATION : 10 ANS APRÈS



Conseil départemental du Niari.

Niari provincial council



Logements du camp 15 août à Brazzaville.

Camp 15 Aout housing estate at Brazzaville





Amphithéâtre de l'université Marien Nguabi.
Marien Nguabi University amphitheatre



Aéroport d'Ollombo.

Ollombo Airport



Salle de classe, Mboundou.

Classroom in Mboundou



Préfecture du Kouilou.

Kouilou prefecture



Sous-préfecture d'Okoyo.

Okoyo sub-prefecture

MUNICIPALISATION : 10 ANS APRÈS



Équipements de l'hôpital de Dolisie.

New equipment for the Dolisie hospital



Centre de Dispatching.

Dispatch centre



Voie d'accès à l'aéroport d'Ewo.

Road to Ewo Airport



National dispatch centre

Tribune du stade de Pointe-Noire.

Pointe-Noire stadium grandstand



Pont sur La Mambili.

Bridge over the Mambili



Marie de Makoua.

Makoua town hall



Péage de Moukondo RN1.

Moukondo RN1 toll gate



Installations hydrauliques pour eau potable.

Drinking water reservoirs



Façade d'Alima Palace à Oyo.

Alima Palace hotel front at Oyo.



Palais présidentiel de Kinkala.

Kinkala presidential palace



Route Obouya-Boundji-Okoyo.
Obouya-Boundji-Okoyo road



Conseil départemental de la Cuvette.

Cuvette provincial council



Eau potable Dolisie.

Dolisie drinking water installation



Usine d'eau Djiri.

Djiri water treatment plant

Grand dossier : 50 ans de coopération sino-congolaise

Le président Sassou N'Guesso a rendu une visite d'État à son homologue Xi Jinping, en juin dernier, à l'occasion des 50 ans de relations diplomatiques entretenues par la République du Congo avec la République populaire de Chine. Échanges de points de vue entre les deux présidents, accords de partenariats, signatures de contrats... Retour sur un voyage qui fera date.

A photograph of Xi Jinping, the President of the People's Republic of China, standing in front of a large Chinese flag. He is wearing a dark blue suit, a white shirt, and a blue patterned tie. The background features the red flag with yellow stars and a golden eagle emblem. The text is overlaid on the right side of the image.

*Special Focus:
50 Years of
Sino-Congolese
Cooperation*

President Sassou-Nguesso's state visit to his counterpart Xi Jinping in June marked 50 years of diplomatic relations between the Republic of Congo and the People's Republic of China. Discussions, agreements, contracts... A look at a landmark journey.

Il est 16 heures ce jeudi 12 juin, à Pékin. L'esplanade Est du grand Palais du peuple s'est parée de ses plus beaux atours. Des enfants venant de toutes les provinces de Chine sont présents, tout comme les troupes d'apparat et d'honneur qui font face aux officiels congolais et chinois, lesquels ont pris place sur le perron du palais. Il fait chaud, mais le vent qui souffle tempère l'atmosphère. Les canons chargés à blanc sont dirigés vers le ciel en attendant les hôtes de la cérémonie officielle. À 17h00 tapantes, le président Xi Jinping et son épouse, Peng Liyuan, apparaissent sur les marches de l'imposant édifice, qu'ils descendent pour accueillir Denis Sassou N'Gusso et son épouse. La poignée de main est ferme et chaleureuse. Les deux chefs d'État saluent les officiels présents avant de se diriger vers la tribune érigée pour l'occasion. Le canon peut désormais tonner, avant que les hymnes ne retentissent. Les soldats rendent à leur tour les honneurs, la parade militaire peut débuter. Un après-midi réglé comme du papier à musique, à l'image des 50 ans de relations diplomatiques que le Congo et la Chine fêtent. Ce n'est qu'à l'issue de la parade que le président Xi Jinping invite son hôte à se diriger vers le grand palais pour des entretiens en tête-à-tête élargis aux ministres, ambassadeurs des deux pays, conseillers et autres experts présents.

RELATIONS INTERNATIONALES : DES PARTENAIRES DE FOI ET DE RAISON

C'est que les deux hommes ont beaucoup à se dire. Le président chinois appelle les deux pays à travailler de concert pour « continuer l'œuvre de nos prédécesseurs et ouvrir une nouvelle voie pour le futur » des relations bilatérales. Il propose d'« intensifier les interactions entre les institutions politiques de Pékin et Brazzaville, tout en renforçant les principales questions d'intérêt commun afin de rendre le système international plus équitable et rationnel ». Il redit enfin l'engagement de son pays à développer avec l'Afrique des relations basées sur la sincérité et les résultats. « Nous soutenons les efforts déployés par l'Afrique pour résoudre les problèmes de l'Afrique d'une



Délégation congolaise en chine.

Congolese delegation in China

Le président chinois redit l'engagement de son pays à développer avec l'Afrique des relations basées sur la sincérité et les résultats.

manière africaine, et nous nous tenons prêts à apporter davantage de contribution à la réalisation de la paix, de la stabilité et du développement en Afrique », affirme-t-il. Le président congolais, Denis Sassou N'Gusso, remercie, de son côté, la Chine pour l'aide qu'elle apporte à son pays, tout en saluant l'amitié solide et la coopération fructueuse entre les deux pays. « La Chine et le Congo ont participé dans les mêmes tranchées, pourrait-on dire, à toutes les luttes de libération, contre le colonialisme, apartheid et impérialisme en tout genre », affirmait-il quelques jours plus tôt, dans une interview au quotidien *Chine Nouvelle*, pour expliquer les liens qui unissent les deux pays. « C'était aussi une longue lutte que d'obtenir le respect des droits de la Chine à siéger comme membre permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, poursuivait-il. Nous nous sommes soutenus mutuellement dans les bons comme dans les mauvais moments au cours de toutes ces batailles, même dans les domaines économiques et finan-

In a red carpet ceremony on 12 June, President Xi Jinping and his wife, Peng Liyuan, welcomed President Denis Sassou-Nguesso and his wife to the Great Hall of the People in Beijing, where groups of children and ceremonial troops waited to greet them. The two leaders welcomed the officials present before the ceremony was opened with gun salutes, national anthems and a military parade, after which President Xi Jinping and his guests moved inside for face-to-face talks extended to ministers, ambassadors of the two countries, advisors and other experts.

INTERNATIONAL RELATIONS: PARTNERS OF FAITH AND REASON

Calling upon both countries to work together to “carry forward the undertakings of predecessors and open up a new road for the future” of bilateral relations, President Xi proposed they “step up interaction between political institutions in Beijing and Brazzaville, while reinforcing key issues of common concern in order to make the international system more fair and rational.” He reiterated China’s commitment to developing relations with Africa with sincerity and real results, saying “We support the efforts of Africa to resolve Africa’s problems in an African way, and we stand ready to make more contribution to the realisation of peace, stability and development in Africa”. Hailing their solid friendship and fruitful cooperation, President Sassou-Nguesso thanked China for its assistance. “China



Ministres en Commission mixte.

Congo-China Joint Cooperation Commission

ciers. C'est ce qui a renforcé la solidarité entre les peuples et dirigeants chinois et congolais. »

DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES COMMUNS

L'économie a précisément été un aspect important de la visite présidentielle. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire de la République du Congo, qui est, de son côté, le sixième partenaire de Pékin en Afrique (VOIR TABLEAU STATISTIQUE). Et Brazzaville souhaite voir ces relations se renforcer. Ces dernières années, les entreprises chinoises, publiques ou privées, ont montré leur puissance de frappe dans le domaine des infrastructures stratégiques dans le « Chemin d'avenir », le programme tracé par le président congolais. Elles sont également en train d'arracher des marchés dans d'autres domaines économiques, tels que les mines, alors que la coopération chinoise est aussi présente dans les autres secteurs stratégiques que sont l'agriculture et son corollaire, l'agro-industrie. C'est une entreprise chinoise, China Road and Bridge Corporation (CRBC), qui est en train de construire le port minéralier de Pointe-Noire, appelé à devenir une infrastructure économique de premier ordre pour le Congo. C'est une autre société chinoise, Evergreen, qui s'apprête à exploiter un gisement de potasse dans cette même région. Elle est suivie dans le même domaine par Luy-

PRINCIPALES VISITES OFFICIELLES ENTRE LA CHINE ET LE CONGO DEPUIS 1964

VISITES DES DIRIGEANTS CONGOLAIS EN CHINE ET DES DIRIGEANTS CHINOIS AU CONGO

22 février 1964 : la République populaire de Chine et la République du Congo établissent des relations diplomatiques

Septembre 1964 : Alphonse Massamba-Débat, président de la République du Congo, en Chine

Septembre 1969 : Alfred Raoul, Premier ministre congolais

Juillet 1973 : Marien Ngouabi, président de la République

Février 1975 : Henri Lopes, Premier ministre congolais

Juin 1977 : Louis Sylvain Goma, Premier ministre congolais

Mai 1978 : Jacques Yhomby-Opango, président de la République du Congo

Octobre 1978 : Geng Biao, vice-Premier ministre chinois, au Congo

Juillet 1980 : Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo

Janvier 1983 : Zhao Ziyang, Premier ministre chinois, au Congo

Avril 1987 : Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo

Mai 1994 : Pascal Lissouba, président de la République du Congo

Janvier 1995 : Qian Qichen, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères chinois

Mars 2000 : Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo

Janvier 2003 : Tang Jiaxuan, ministre des Affaires étrangères

Juin 2006 : Wen Jiabao, Premier ministre chinois

Février 2013 : Xi Jinping, président de la République populaire de Chine

Juin 2014 : Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo

HIGH PROFILE OFFICIAL VISITS BETWEEN CHINA AND CONGO SINCE 1964

VISITS OF CONGOLESE OFFICIALS TO CHINA AND CHINESE OFFICIALS TO CONGO

22 February 1964: the People's Republic of China and the Republic of Congo establish diplomatic relations

September 1964: Alphonse Massamba-Débat, President of the Republic of Congo visits China

September 1969: Alfred Raoul, Congo's Prime Minister

Juillet 1973: Marien Ngouabi, President of the Republic of Congo

February 1975: Henri Lopes, Prime Minister of Congo

June 1977: Louis Sylvain Goma, Prime Minister of Congo

May 1978: Jacques Yhomby-Opango, President of the Republic of Congo

October 1978: Geng Biao, China Vice-Prime Minister visits Congo

July 1980: Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo

January 1983: Zhao Ziyang, Chinese Prime Minister

April 1987: Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo

May 1994: Pascal Lissouba, President of the Republic of Congo

January 1995: Qian Qichen, Chinese Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs

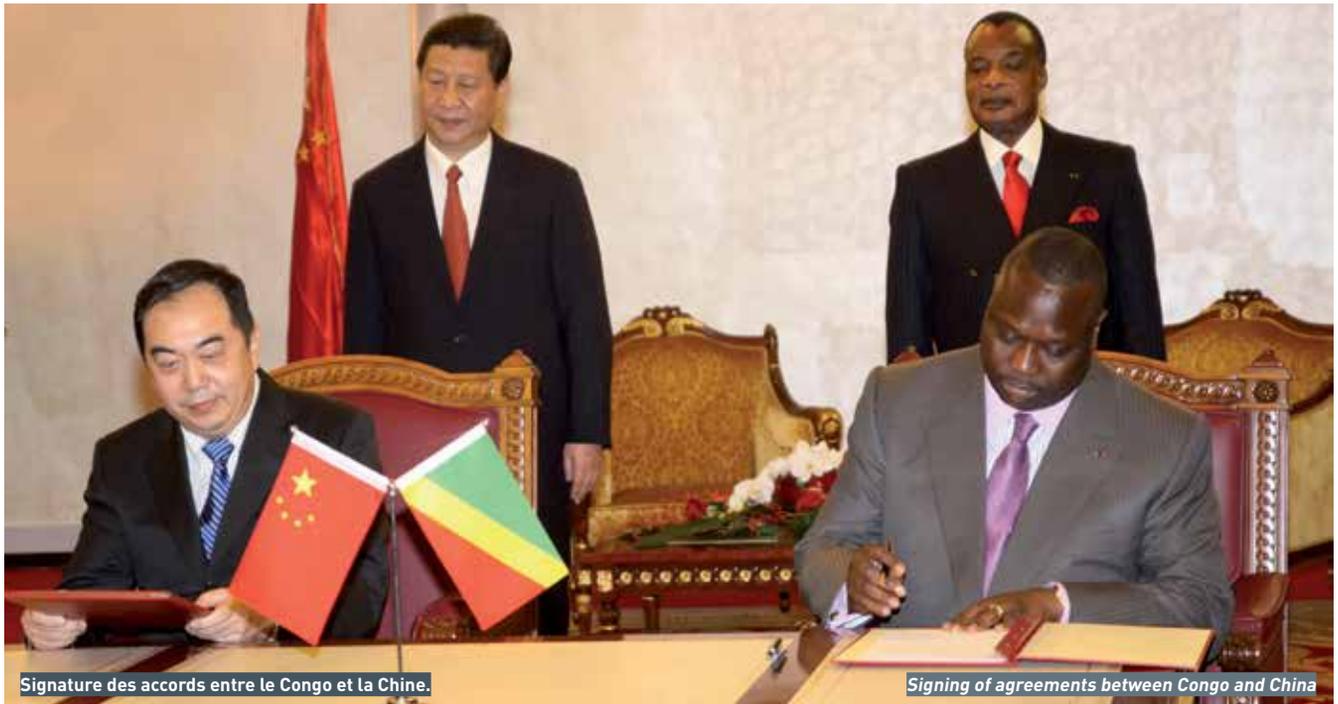
March 2000: Denis Sassou-Nguesso, president of the Republic of Congo

January 2003: Tang Jiaxuan, Minister of Foreign Affairs

June 2006: Wen Jiabao, Chinese Prime Minister

February 2013: Xi Jinping, President of the People's Republic of China

June 2014: Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo



an, alors que Southernpec est en phase de prospection pétrolière. Brazzaville a également sollicité l'expérience chinoise pour faire sortir de terre une zone économique spéciale dans le pays. Le programme même de la délégation était lié à ce dont le Congo pouvait s'inspirer dans chacune des villes visitées. la délégation a séjourné à Guangzhou, la ville dont est originaire l'entrepreneur initiateur du développement de l'industrie de traitement de la potasse. Shanghai, la capitale économique, et Shenzhen, l'une des plus grandes et prospères zones économiques spéciales de la planète, faisaient également partie du parcours présidentiel. « Nous allons, à travers ces visites, étudier l'expérience chinoise dans le développement des zones économiques spéciales, apprendre auprès des amis, profiter de ces expériences-là, passer des accords », disait le même président congolais avant son voyage.

DE NOMBREUX ACCORDS SIGNÉS

Après leur entretien, les deux présidents ont assisté à une cérémonie de signature d'accords (VOIR ENCADRÉ) entre leurs deux pays, couvrant les domaines du commerce, des infrastructures, de la finance ou encore de la culture. Les experts et les ministres des deux pays qui s'étaient précédemment réunis les 9 et 10 juin, à l'occasion de la neuvième

Parmi les documents signés, figurent les programmes de réhabilitation de la zone de Mpila, à Brazzaville.

commission mixte de coopération entre le Congo et la Chine, avaient préparé une série de onze accords. Dans le domaine politique, un accord relatif à l'exception de visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques et de service a par exemple été paraphé, de même qu'une lettre d'échange relative au projet de construction du nouveau siège du Parlement, à Brazzaville. Le protocole d'exécution de l'accord de coopération culturelle pour les années 2014-2016 figure aussi parmi les documents signés, de même que le mémorandum d'entente entre le gouvernement de la République du Congo et la banque d'import export de Chine (Exim-Bank of China) relatif à la réalisation de nombreux projets d'infrastructures. Parmi ceux-ci, figurent les programmes de réhabilitation de la zone de Mpila, à Brazzaville, détruite par la terrible explosion d'un dépôt de munitions, le 4 mars 2012. Un mémorial en hommage aux victimes y sera dressé.

and Congo have faced liberation struggles, struggles against colonialism, apartheid and imperialism”, he said in an earlier interview with *Chine Nouvelle*. “We supported each other through good times and bad in all these battles, even in economic and financial areas. This is what has strengthened solidarity between Chinese and Congolese people and leaders.”

COMMON ECONOMIC INTERESTS

China is Congo's biggest partner, while Congo is China's sixth largest partner in Africa (see Statistical Table) and Congo wants to strengthen this relationship. Chinese public and private companies are heavily involved in Congo infrastructure, strategic to the "Future Path" Presidential Programme. They are also conquering other economic sectors, such as mining, agriculture and agribusiness. China Road and Bridge Corporation (CRBC) is building the Pointe-Noire ore port, set to become a world class economic infrastructure while mining company Evergreen will operate a potash deposit in the same region, followed by compatriot Luyuan, while oil company Southernpec is in the exploration phase. Brazzaville will also benefit from Chinese experience to create a special economic zone. The Congolese delegation was inspired by the various towns visited: Guangzhou, home of the entrepreneur behind the potash processing industry;

Shanghai, the economic capital, and Shenzhen, one of the world's largest and most successful special economic zones. "These visits will enable us to study China's development of special economic zones, learn from friends, benefit from their experience, and sign agreements," said President Sassou-Nguesso.

A NUMBER OF AGREEMENTS SIGNED

The two presidents witnessed the signing of a number of agreements between the two countries (see box), involving trade, infrastructure, finance and culture. Experts and ministers, who had previously met on 9 and 10 June, during the 9th Congo-China Joint Cooperation Commission, had prepared eleven agreements. An agreement concerning visa exemption for diplomatic and service passport holders was signed, as well as a letter of exchange for the construction of new parliamentary offices in Brazzaville. Other documents signed are the implementation protocol of the 2014-2016 cultural cooperation agreement and the Memorandum of Understanding between the Government of the Republic of Congo and China Exim-Bank on the implementation of numerous infrastructure projects, including rehabilitation in Mpila in Brazzaville, destroyed by an explosion on 4 March 2012. A memorial to the victims is planned.

PRINCIPALES DONNÉES SUR LES ÉCHANGES CONGO-CHINE (2013)

Chine 1^{er} partenaire économique du Congo
Chine 1^{er} fournisseur (produits BTP, alimentaires...) du Congo, en 2013: 777 millions de dollars (19,26 % du total)
Congo 6^e partenaire économique africain de la Chine
 Exportations congolaises (pétrole, bois...) à destination de la Chine: 5,711 milliards de dollars (56 % du total)
Congo: 2^e destination des investissements chinois, en Afrique

MAIN CONGO-CHINA 2013 TRADE DATA

China: Congo's main trading partner
China: Congo's main supplier (BWP and food) in 2013: \$777m (19.26% of total)
Congo: China's 6th biggest African economic partner
 Congolese exports to China (oil, wood, etc): \$5,711bn (56% of total)
Congo: second most important African destination for Chinese investment

QUAND LE PRÉSIDENT CONGOLAIS SE SOUVIENT DE SON PREMIER VOYAGE EN CHINE



Dans une interview accordée le 9 juin 2014 à l'agence *Chine Nouvelle*, le président congolais Denis Sassou N'Guesso revient sur son premier voyage en Chine, effectué en 1964. En même temps qu'il souligne les progrès réalisés par son partenaire, le chef de l'État congolais évoque le périple que représentait alors un vol Brazzaville-Pékin. Morceaux choisis.

« Au moment où nous effectuons le treizième voyage en Chine, nous ne pouvons que nous souvenir du premier voyage en 1964. Aujourd'hui, le grand changement qui s'est produit, c'est que la Chine est ouverte au monde entier. En 1964, ce n'était pas le cas. La plupart des compagnies de transport aérien d'occident n'allaient pas en Chine. Donc, pour nous, partir du Congo en 1964 pour la Chine, c'était tout un problème. Par où passer? Quel avion prendre pour atteindre Pékin? Dans notre cas, nous sommes partis de Brazzaville pour Paris. À Paris, il n'y avait pas de ligne qui pouvait nous amener à Pékin. Nous sommes allés à Zurich (Suisse) où on nous a dit que pour aller à Pékin, il fallait atteindre le Pakistan... Nous sommes partis de Zurich pour Le Caire (Égypte), ce qui signifie que nous sommes revenus en Afrique. Depuis Le Caire, nous sommes allés enfin à Karachi, au Pakistan, où nous avons trouvé la compagnie Pakistan Airlines qui allait en Chine. Nous avons alors fait Karachi-Dhaka - Dhaka, c'était à l'époque le Pakistan oriental. Nous avons ensuite volé de Dhaka à Shanghai, puis de Shanghai à Pékin. Aujourd'hui, la Chine est ouverte au monde entier et tous les avions du monde vont en Chine. C'est quand même un changement spectaculaire et nous gardons un souvenir de ces moments-là (Quand vous arrivez à Shanghai aujourd'hui, vous constatez que tous les grands immeubles qu'on nous présentait (en 1964) ont été démolis pour donner la place à des gratte-ciels. Pour celui qui a vu Shang-

hai en 1964 et qui revoit la ville cinquante ans après, on peut dire que c'est le jour et la nuit. En Chine, il y a eu des changements spectaculaires dans tous les domaines: les relations avec le monde, la politique, les relations diplomatiques, économiques, scientifiques... La Chine envoie des fusées (dans l'espace). On peut dire qu'en 50 ans, la Chine a connu un bond en avant spectaculaire. »

THE CONGOLESE PRESIDENT RECALLS HIS FIRST TRIP TO CHINA

In a 9 June 2014 interview in *Chine Nouvelle*, President Denis Sassou-Nguesso recalls his first trip to China in 1964. Here are some selected extracts.

"On our thirteenth trip to China, we couldn't help but remember the first, in 1964. Today, China is open to the world. In 1964, this was not the case. Most western airlines did not fly to China. So for us, travelling from Congo in 1964, it was quite a problem. Which way? Which airline? We started by going from Brazzaville to Paris but there were no flights to Beijing. We went to Zurich (Switzerland) where they told us we had to go via Pakistan... We flew from Zurich to Cairo (Egypt), so we were back in Africa. From Cairo, we went to Karachi, Pakistan, from where Pakistan Airlines would take us to China. We went Karachi-Dhaka, East Pakistan at the time, then Dhaka-Shanghai and, finally, Shanghai to Beijing. Today, China is open to the world and all airlines fly to China. It's a dramatic change and so we remember these moments (...). In Shanghai today, all those great buildings we saw in 1964 were demolished to give way to skyscrapers. Shanghai in 1964 and now, 50 years later, is like day and night. In China, there have been dramatic changes in all areas: world outlook, politics, diplomatic, economic, and scientific relations. China sends rockets into space. In 50 years, China has experienced a dramatic leap forward."

Rattrapage infrastructurel : un partenaire stratégique

Le soutien apporté par la République populaire de Chine dans la reconstruction de la République du Congo est devenu déterminant depuis une demi-douzaine d'années. Tour d'horizon des exploits réalisés par les deux partenaires grâce à la collaboration entre leurs institutions publiques mais aussi à la participation d'entreprises privées.



Inauguration de l'hôpital de la coopération sino-congolaise à Mfilou - Brazzaville.

Cutting the ribbon at the Hôpital de l'Amitié Sino-Congolaise in Brazzaville

Infrastructure catch-up: a strategic partner

The support of the People's Republic of China in the reconstruction of the Republic of Congo has become crucial over the past six years or so. Overview of achievements through collaboration between public institutions and private companies.

Il suffit de voyager dans la République du Congo, que ce soit dans sa capitale, Brazzaville, ou ailleurs, de Pointe-Noire à Owando, en passant par Oyo et Kinkala, pour s'en convaincre: la solidité des relations sino-congolaises n'est pas une vue de l'esprit. Elle s'est même renforcée cette dernière décennie, depuis que le Congo se reconstruit dans le cadre du « Chemin d'avenir », le programme de développement tracé par le président Denis Sassou N'Guesso. Le domaine des infrastructures est celui à travers lequel cette présence est la plus visible.

BRAZZAVILLE-POINTE-NOIRE

C'est une société chinoise, China State Construction Engineering Corpora-

tion (CSCEC), l'une des plus grandes au monde, qui réalise actuellement l'un des projets les plus stratégiques du pays: la réalisation de la route entre la capitale, Brazzaville, et la capitale économique, Pointe-Noire. Le géant chinois, qui a montré chez lui, puis aux quatre coins du monde, notamment en Afrique, sa compétence dans les travaux publics, a déjà livré, en 2011, le premier tronçon de cette route, au grand bonheur des usagers. Longue de 160 kilomètres, la réalisation de la voie Pointe-Noire-Dolisie a coûté 512 millions d'euros. Ses équipes, largement constituées d'employés congolais, se démènent désormais pour édifier la portion qui se poursuit dans le département de la Bouenza, ensuite celle qui ser-

pente jusqu'à Kinkala, entre les collines de la tortueuse région du Pool (PHOTO). Que dire du nouveau barrage d'Imboulou, inauguré, en mai 2011, par le président congolais? Situé à 150 kilomètres, au nord de Brazzaville, son coût est estimé à 370 millions de dollars. La Chine, en partenariat avec le Congo, a apporté 85 % de son financement. Avec une capacité de production d'électricité estimée à 120 mégawatts, il devrait permettre de libérer le Congo de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la RDC. C'est l'entreprise chinoise China Machinery Engineering Corporation qui a exécuté cet ouvrage. Pékin est en train de rééditer l'exploit en réalisant le barrage de Liouesso, dont la première pierre a été posée, en mai 2012. Ghezuba Group Compagny Limeted, chargée de la réalisation de cet ouvrage dont le prix est estimé à 54 milliards de FCFA, devrait achever la construction dans deux ans.

Le barrage d'Imboulou devrait permettre de libérer le Congo de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la RDC.

UNE PRÉSENCE SIGNIFICATIVE DANS LE SOCIAL

C'est aussi une société chinoise, Wietec, qui a livré les deux modules flambant neufs de l'aérogare de Maya-Maya, à Brazzaville, en août 2011 puis en février dernier. La plateforme aéroportuaire, modernisée pour un coût de 86 milliards de FCFA, est le fruit du partenariat stratégique signé entre le Congo et la Chine en septembre 2007. Les exemples de bâtiments ainsi érigés grâce au partenaire chinois – ministère des Affaires étrangères (2008), Cour constitutionnelle (2009), Centre national de radio et de télévision (2009), logements sociaux du camp du 15 août de Brazzaville (en cours) – pourraient être multipliés. Même l'hôtel cinq étoiles Alima Palace, inauguré, en mars 2013, à Oyo, a été réalisé au bord de la rivière Alima par l'entreprise chinoise Beijing Construction Engineering Group



Portion de route en cours Dolisie-Brazzaville.

Dolisie-Brazzaville section of road underway



Route Pointe-Noire-Dolisie (vue aérienne).

Aerial view of the Pointe-Noire-Dolisie road

On travelling through the Republic of Congo, in the capital, Brazzaville, or the provinces, from Pointe-Noire to Owando, through Oyo and Kinkala, one understands the importance of Sino-Congolese relations. They have been strengthened over the last decade, and are most visible in the infrastructure sector under the "Future Path", President Denis Sassou-Nguesso's development programme.

The new Imboulou Dam cost an estimated \$370 million and has an estimated capacity of 120 megawatts

BRAZZAVILLE-POINTE-NOIRE China State Construction Engineering Corporation (CSCEC) is currently conducting one of the country's most

(BCEG). C'est aussi une entreprise chinoise qui a relevé le défi de la réalisation du stade de Kintélé, en banlieue de Brazzaville, dans lequel les Jeux africains de 2015 doivent se dérouler.

Inévitable dans les infrastructures routières, dans l'énergie ou le bâtiment, Pékin est également présent dans la santé ou l'éducation. En mars 2013, le président Denis Sassou N'Guesso a profité de la visite d'État de son homologue chinois, Xi Jinping, pour inaugurer l'hôpital de base du septième arrondissement de Brazzaville, Mfilou-Ngamaba. Baptisé fort à propos « Hôpital de l'Amitié sino-congolaise », l'établissement, qui dispose d'une capacité de 95 lits, d'un laboratoire moderne, d'un bloc opératoire, d'imagerie médicale et d'un scanner de dernière génération, a été conçu comme la route Brazzaville-Pointe-Noire par le géant mondial chinois CSCEC. Les Congolais doivent son existence à la coopération sino-congolaise en matière de santé, réactualisée en septembre 2009. L'hôpital de Mfilou fait ainsi partie des quatre hôpitaux à construire au Congo avec l'aide chinoise.

L'hôpital de Mfilou fait partie des quatre hôpitaux à construire au Congo avec l'aide chinoise.

68 PROJETS FINALISÉS ENTRE LA CHINE ET LE CONGO

C'est aussi ensemble que les présidents congolais et chinois ont inauguré, en mars 2013, la grande bibliothèque universitaire de Brazzaville, également édifée grâce à la qualité des relations entre les deux pays. Constituée d'un bâtiment de trois étages, bâtie sur une superficie de 6 042 m² avec une zone de collection, de lecture et une salle de conférences, elle peut contenir un fonds documentaire de 150 000 volumes et accueillir 10 000 usagers par jour. Dans le domaine de l'éducation, un complexe scolaire de niveau secondaire est également en train d'être construit dans le quartier de Massengo, au nord de Brazzaville. Il sera composé d'un collège et d'un lycée d'enseignement général.



Ministère des Affaires étrangères.

Ministry of Foreign Affairs



Cour constitutionnelle.

Constitutional court

strategic projects: the road between the capital, Brazzaville, and the economic capital, Pointe-Noire. This Chinese giant has proved its public works capabilities at home and around the world, particularly in Africa and delivered the first section of this road in 2011. The 160 km long Pointe-Noire-Dolisie road cost 512 million euros. The largely Congolese work team is hard at work on the Bouenza section which winds up to Kinkala, between the tortuous hills of the Pool region.

The new Imboulou Dam, 150 km north of Brazzaville, was officially opened in May 2011 by President Sassou-Nguesso, and cost an estimated \$370 million,

85% funded by China and Congo. Built by China Machinery Engineering Corporation its estimated capacity of 120 megawatts should free Congo of its energy dependence on the DRC and neighbouring Inga Dam. China's Ghezuba Group Company began building the Liouesso Dam in May 2012 at an estimated at 54 billion CFA francs, and expect to complete construction within the next two years.

A SIGNIFICANT PRESENCE IN SOCIAL HOUSING

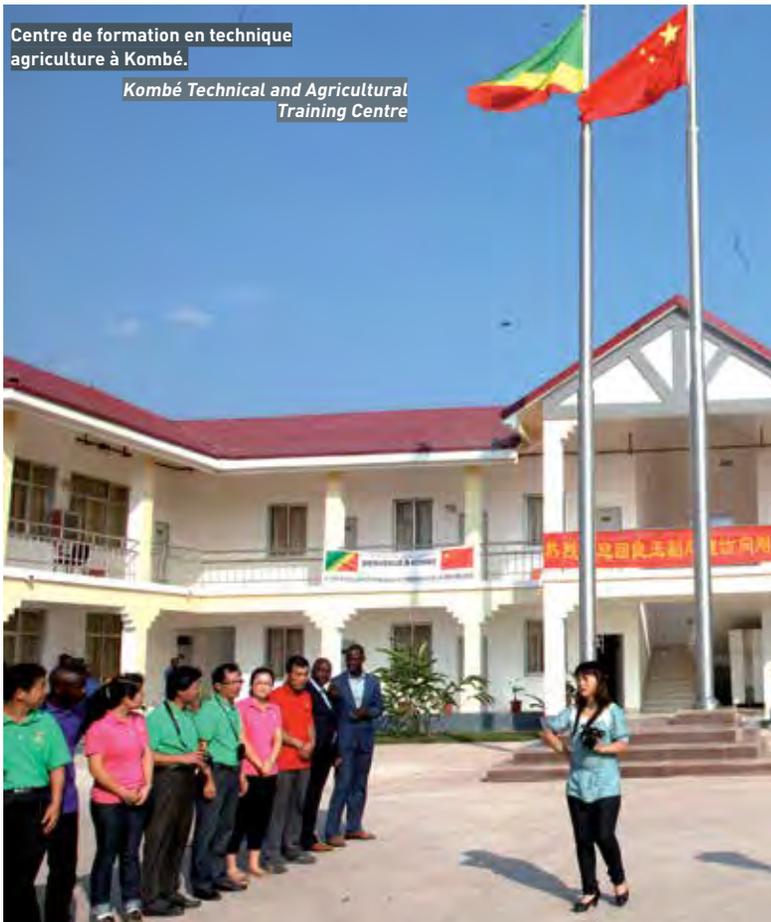
Weitec delivered two brand new modules of Maya-Maya airport in Brazzaville in



Centre national de radio et de télévision.

National Radio and Television Centre

Centre de formation en technique
agriculture à Kombé.
*Kombé Technical and Agricultural
Training Centre*



Chef de chantier chinois à Sibiti.
Chinese project supervisor in Sibiti





Aéroport de Maya-Maya à Brazzaville.

Maya Maya airport in Brazzaville



August 2011 and last February. It was modernised at a cost of 86 billion CFA francs through a strategic China-Congo partnership signed in September 2007. Other buildings erected by the Chinese partner include the Ministry of Foreign Affairs (2008), the Constitutional Court (2009), National Radio and Television Centre (2009), Camp du 15 Aout social housing project in Brazzaville (in progress). The five-star Alima Palace, opened in March 2013 in Oyo, was built along the Alima River by Beijing Construction Engineering Group (BCEG). The Kintélé stadium in Brazzaville, where the 2015 African Games will take place, is also being built by a Chinese company. As well as road, energy or building infrastructure, Beijing is also active in health and education. In March 2013, President Sassou-Nguesso took advantage of Chinese President Xi Jinping's state visit to officially open

As well as road, energy or building infrastructure, China is also active in health and education. Brazzaville.

the Mfilou-Ngamaba basic hospital in Brazzaville. The "Hôpital de base de l'Amitié Sino-Congolaise" was designed by global Chinese giant CSCEC and has a capacity of 95 beds, a modern laboratory, an operating theatre, medical imaging and a latest generation scanner. Sino-Congolese health cooperation was reinitiated in September 2009. Mfilou Hospital is thus one of four hospitals in Congo built with Chinese aid.

68 PROJECTS COMPLETED BETWEEN CHINA AND CONGO

Together, the Congolese and Chinese Presidents cut the ribbon of the

biggest university library in Brazzaville in March 2013, thanks to the excellent relations between the two countries. Comprising a three-storey building, on an area of 6,042 m², with a collection and reading area and a conference room, it can house 150,000 volumes and accommodate 10,000 users per day. A secondary school complex, comprising middle and high schools, is being built in Massengo district, north of Brazzaville. "Since the establishment of Sino-Congolese diplomatic relations, China has undertaken 68 projects in the form of economic aid of which 56 have already been completed," said HE Ambassador of the People's Republic of China to Congo, Guan Jian in February (see interview). Congo-Brazzaville has become a very important Chinese economic and trade partner in the region of Central Africa." And this is likely to continue.



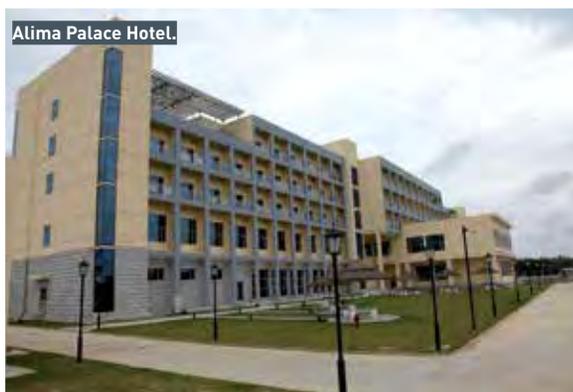
Hôpital Mère et enfants Blanche Gomes.

The Blanche Gomes Mother and Child hospital



Maquette du Parlement.

Architect's model of the parliamentary building



Alima Palace Hotel.



Digue d'Imboulou.

Imboulou Dam dyke



Vue aérienne de la centrale hydroélectrique d'Imboulou.

Aerial view of the Imboulou hydroelectric power plant



ACCORDS CONGO-CHINE : CE QU'IL FAUT RETENIR

Plusieurs accords ont été paraphés le 12 juin 2014, à Pékin, dans le cadre de la 9^e Commission mixte de coopération économique, commerciale et technique entre la Chine et le Congo.



LES PARTIES CONGOLAISE ET CHINOISE ONT RENOUVELÉ LEUR VOLONTÉ DE MENER À BIEN LES PROJETS EN COURS DE RÉALISATION ET À VENIR :

- extension de l'université Marien Ngouabi de Brazzaville ;
- construction du complexe scolaire de Massengo (Brazzaville), démarrée en avril 2013, et dont la structure principale est achevée. Le projet sera finalisé avant la fin de l'année 2014, l'État congolais s'étant engagé à remédier aux problèmes d'accès à l'eau rencontrés par le partenaire chinois ;
- hôpital de l'Amitié sino-congolaise : le projet est également achevé, mais il rencontre des difficultés en alimentation électrique que les autorités se sont engagées à régler ;
- accord sur la construction des sièges des deux chambres du Parlement, pour lesquels les études de faisabilité ont été réalisées par des experts chinois.

LA PARTIE CONGOLAISE A SOUMIS DES PROJETS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA RÉSERVE QUINQUENNALE, AU SUJET

DESQUELS LA CHINE VA ENVOYER UNE ÉQUIPE D'EXPERTS POUR UNE ÉVALUATION TECHNIQUE EN OCTOBRE 2014 :

- construction du parc des expositions de Pointe-Noire ;
- création d'un centre de maintenance aéronautique ;
- création d'un laboratoire de contrôle qualité ;
- réhabilitation de l'usine de traitement d'eau du Djoué ;
- création d'une école supérieure de formation aux métiers de la poste et des communications électroniques à Brazzaville.

COOPÉRATION DANS LE CADRE DE LA VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES :

- hausse des quotas des stages bilatéraux en adéquation avec les besoins du gouvernement congolais ;
- suggestion de concertations sur les offres de bourses d'études destinées aux jeunes fonctionnaires congolais ;
- encouragement des entreprises à diversifier la coopération dans la qualification professionnelle et le transfert de technologie.

PROJETS SOUMIS À EXAMEN DANS LE CADRE DU NOUVEAU PAQUET GLOBAL « PARTENARIAT STRATÉGIQUE » :

- construction du chemin de fer de l'ouest entre Pointe-Noire et Ouesso ;
- construction du port minéralier de Pointe-Noire ;
- construction de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Noire ;
- troisième phase du projet de couverture nationale en télécommunications ;
- construction de deux barrages hydroélectriques à Kouembali et Mourala ;
- révision des barrages hydroélectriques de Moukoulou et Imboulou ;
- construction du port de Maloukou-Tréchet.

* ACCORDS HORS 9^E COMMISSION MIXTE :

- exception de visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques et de service ;
- accord de coopération économique et technique relatif à un prêt, sans intérêt, d'un montant de cent millions de yuans renminbi ;
- conventions de financement relatives à la construction du mémorial de Mpila (Brazzaville, quartier détruit lors d'une explosion le 4 mars 2012), de deux tours ainsi que d'un centre commercial dans ce même quartier ;
- convention relative à la création de la banque sino-congolaise.



CONGO-CHINA AGREEMENT: SALIENT POINTS

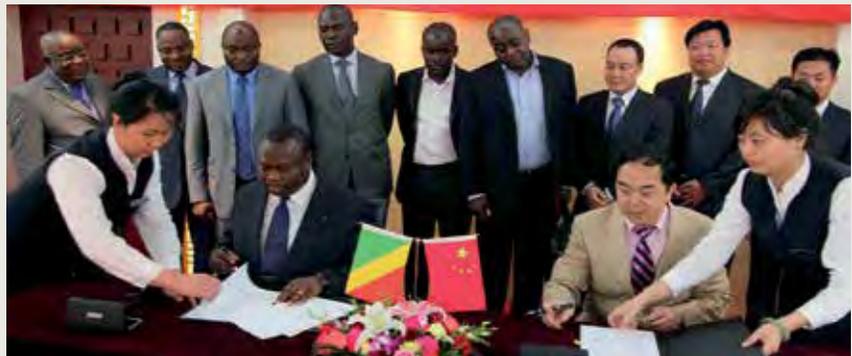
Several agreements were signed on 12 June 2014 in Beijing, as part of the 9th Joint Commission on Economic, Trade and Technical Cooperation between China and Congo.

CONGO AND CHINA REITERATED THEIR COMMITMENT TO COMPLETING CURRENT AND FUTURE PROJECTS:

- Extensions to Brazzaville's Marien-Nguabi University
- Continued construction of the Massengo school complex (Brazzaville), to be completed by the end of 2014, with resolution of the water access problem
- Completion of the Hôpital de l'Amitié Sino-Congolaise with resolution of power supply issues
- Agreement and feasibility studies for the building of parliamentary headquarters

CONGO SUBMITTED PRIORITY PROJECTS UNDER THE FIVE-YEAR RESERVE, FOR WHICH CHINA WILL UNDERTAKE TECHNICAL ASSESSMENT IN OCTOBER 2014:

- Pointe-Noire Exhibition Centre
- Aviation maintenance centre
- Quality control laboratory
- Djoué water treatment plant rehabilitation
- Posts and telecommunications training college in Brazzaville



COOPERATION WITHIN THE FRAMEWORK OF HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT:

- Increased bilateral training to meet government needs
- Scholarships for young Congolese officials
- Encouraging vocational skills and technology transfer cooperation

PROJECTS SUBMITTED FOR CONSIDERATION UNDER THE NEW OVERALL "STRATEGIC PARTNERSHIP" PACKAGE:

- The western railway between Pointe-Noire and Ouesso
- Pointe-Noire ore port
- Pointe-Noire water treatment plant

- Phase 3 of nationwide telecommunications coverage
- Kouembali and Mourala hydroelectric dams
- Moukoulou and Imboulou hydroelectric dams
- Maloukou-Tréchaud Port

* AGREEMENTS OUTSIDE OF THE 9TH JOINT COMMISSION:

- Visa exemption for diplomatic and service passport holders
- Economic and technical cooperation agreement with a one hundred million RMB interest-free loan
- Financing agreements for the construction of the Mpila Memorial
- Sino-Congolese bank convention

INTERVIEW AVEC SEM GUAN JIAN, AMBASSADEUR DE CHINE AU CONGO

« LA CHINE ET LE CONGO SERONT TOUJOURS CÔTE À CÔTE »



L'ambassadeur de Chine au Congo, Guan Jian.

Chinese Ambassador to Congo, HE Guan Jian

M. Guan Jian a été nommé, en 2012, ambassadeur de Chine au Congo. Il était auparavant directeur général adjoint du département de Traités et de Loi au ministère des Affaires étrangères chinois. Il a également été conseiller juridique de la Mission permanente de la Chine à l'ONU. Lors de son installation, en juin 2012, il avait affirmé sa volonté de « renforcer la coopération (entre le Congo et son pays) dans tous les domaines ». Il s'en explique à *Reflét* dans une interview à travers laquelle Shen Xiang, conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine au Congo, partage également son point de vue.

Reflét : SEM Denis Sassou N'Gusso raconte comment il a vu évoluer la Chine, depuis 1964, jusqu'à devenir la puissance actuelle. Comment voyez-vous le développement de votre partenaire congolais à l'avenir ?

Guan Jian : De 1964 à nos jours, SEM Denis Sassou N'Gusso, grand ami de la Chine, a effectué au total treize visites dans notre pays. C'est vrai que durant ces cinquante ans, la Chine a tellement évolué. D'après les propos du président Sassou, « il y a eu des changements spectaculaires dans tous les domaines », « on peut dire que c'est le jour et la nuit ». De notre côté, en tant qu'ami et partenaire fidèle du Congo, nous témoignons et constatons aus-

si des progrès remarquables de votre pays. Sous la conduite du président, le Congo connaît une grande stabilité politique et un développement économique et social constant. Le Congo joue aussi un rôle important dans les affaires régionales, continentales et internationales. Comme l'indique le président Sassou, je pense que c'est un pays en plein essor qui est sur la bonne voie pour devenir un pays émergent. À cette fin, en tant que pays en voie de développement et vieux amis, la Chine et le Congo seront toujours côte à côte.

Comment la Chine va-t-elle continuer à contribuer à ce développement, notamment dans la formation des compétences ?

Guan Jian : Du point de vue politique, durant la visite d'État du président Sassou en Chine, le président chinois Xi Jinping a proposé l'intensification des interactions au niveau des gouvernements, des Parlements et des partis politiques, afin de partager l'expérience de la gouvernance et de maintenir une forte confiance mutuelle. Cela, tout en renforçant la communication et la coordination au sujet des questions d'intérêt commun, dans le but de rendre le système international plus équitable et plus rationnel. Du point de vue économique, nous allons continuer d'exploiter notre complémentarité structurelle et nos potentialités de croissance, afin de renforcer la coopération gagnant-gagnant. Nous sommes contents de voir les entreprises chinoises se lancer dans les nouveaux secteurs, hors infrastructures, comme les mines, les télécommunications, les transports... À l'avenir, nous allons encourager les projets d'investissements et de financements, partager avec nos

amis congolais les expériences sur des zones économiques spéciales, tout en offrant notre contribution à la diversification économique et à la modernisation du Congo. Quant au volet des personnes, nous allons continuer d'aider le Congo à former les talents professionnels du pays, à travers divers moyens, parmi lesquels des bourses du gouvernement chinois, des séminaires pragmatiques et multisectoriels, des cours à l'institut Confucius ou des formations fournies par les entreprises. Nous avons « Le Rêve chinois » et le Congo a « Le Chemin d'avenir », beaucoup de points communs qui lient nos deux peuples. Le développement de la Chine offrira de plus grandes opportunités de coopération au Congo, à l'Afrique et à tous les pays du monde.

Shen Xiang, les entreprises chinoises, privées ou publiques, remportent des succès impressionnants lors des appels d'offres réalisés au Congo, notamment dans les infrastructures, mais aussi dans de nouveaux secteurs d'activité. À quoi cela est-il dû ?

Shen Xiang : À mon avis, cela est dû à plusieurs facteurs, parmi lesquels la fiabilité de la qualité offerte. Les entreprises chinoises mettent la qualité des travaux au premier plan et s'efforcent d'assurer la crédibilité de chaque projet en quantité suffisante. Je cite ici un exemple: après l'explosion survenue le 4 mars 2012 dont nous nous souvenons encore, les logements sociaux de Mpila situés près de l'épicentre l'explosion et construits par la société chinoise BCEG sont restés inébranlables. Ceci prouve à suffisance la qualité de « la construction chinoise ». Le délai garanti est un autre point fort. Les entreprises chinoises possèdent une grande expérience, des équipements, des technologies, une gestion scientifique des projets et elles ne redoutent pas le travail laborieux. C'est pourquoi elles sont compétitives sur le plan du délai des travaux, qu'elles mettent un point d'honneur à respecter. Le gouvernement congolais a ainsi choisi des entreprises chinoises, via des appels d'offres, pour la construction du complexe sportif de Kintélé, dont le

délai court présente un défi considérable. Cela prouve sa confiance. Enfin, le prix est un autre avantage de nos entreprises. En assurant la qualité des travaux et le délai à respecter, celles-ci réduisent le coût du projet autant que possible. Avec ce rapport qualité-prix intéressant, la partie congolaise pourrait réaliser davantage de projets encore avec le même budget si elle choisissait des partenaires chinois.

« Le Congo joue aussi un rôle important dans les affaires régionales, continentales et internationales. »

Que représente le Congo en Afrique centrale, voire sur le continent africain, pour la République populaire de Chine ?

Shen Xiang : Il y a trois mots pour décrire cette relation: ami, partenaire, frère. Le gouvernement chinois considère le Congo comme un partenaire important en Afrique centrale, voire sur le continent africain. Grâce aux efforts conjugués des deux gouvernements et des peuples des deux pays, les fruits de cette coopération dans les domaines politique, économique, commercial, éducatif, socioculturel, sanitaire ou encore environnemental sont en plein épanouissement. Au vu de la mission qui m'incombe, j'aimerais mettre l'accent sur le volet économique et commercial. Selon les statistiques de la douane chinoise, en 2013, le Congo se trouve au sixième rang des partenaires commerciaux de la Chine en Afrique, et la Chine est le premier partenaire commercial du Congo. Ces dernières années, de plus en plus d'entreprises chinoises sont venues ici pour s'investir, et le Congo est devenu la deuxième destination des investissements de la Chine en Afrique en 2013. Ceci donne un élan favorable à la diversification économique du Congo.

SEM l'ambassadeur, quel bilan tirez-vous de la visite d'État du président congolais en Chine ?

Guan Jian : Lors de la visite d'État du président Denis Sassou N'Guesso, le

président chinois Xi Jinping s'est entretenu avec son homologue et les deux parties se sont engagées à renforcer la coopération entre les deux pays. Évoquant sa visite en République du Congo, en mars 2013, M. Xi Jinping a déclaré qu'une opportunité s'était présentée pour les deux pays de consolider le partenariat global de solidarité et de coopération bilatérale, sur la base de l'amitié traditionnelle, cette année marque le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la République du Congo, M. Xi Jinping a appelé les deux pays à travailler ensemble pour « continuer l'œuvre de nos prédécesseurs et ouvrir une nouvelle voie pour le futur » des relations bilatérales. Après leur entretien, les deux chefs d'État ont assisté à une cérémonie de signature de nombreux accords dans le commerce, les infrastructures, la finance ou la culture. Je profite de cette occasion pour annoncer une bonne nouvelle: afin de faciliter la circulation des ressortissants des deux pays, dans un très proche avenir, l'exemption réciproque de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service entrera en vigueur; ceci est un autre bénéfice important de cette visite. Sur la scène internationale, comme le déclarait M. Xi Jinping dans son discours devant le Parlement de la République du Congo, lors de sa visite, en 2013, les relations sino-congolaises se sont affirmées comme un parfait exemple de la coopération Sud-Sud. Le succès total de la visite du président Sassou en Chine et l'accueil chaleureux qu'il a reçu dans toutes les villes où il a séjourné prouvent, encore une fois, l'excellence de cette relation. La participation du président Sassou au Forum culturel mondial de Taihu, à Shanghai, a donné un éclat au sens important de la diversité culturelle et des échanges entre les différentes civilisations. Pour terminer, l'égalité et le respect mutuel entre nos deux pays montrent au monde entier que les cinq principes de la coexistence pacifique initiés, il y a soixante ans, n'étaient pas démodés, mais restaient pertinents et plus importants que jamais dans le traitement des relations internationales.

HE Mr. Guan Jian, Chinese Ambassador to Congo “China and Congo will always be side by side”

Mr. Guan Jian was appointed Chinese Ambassador to Congo in 2012, when he expressed his desire to “strengthen cooperation (between Congo and China) in all areas.” He explains this strategy in an interview with Reflet, supported by Shen Xiang, Economic and Trade Advisor to the Chinese Embassy in Congo.

Reflet: President Denis Sassou-Nguesso saw China’s evolution, from 1964, to its current powerhouse status. How do you see Congo’s future development?

Guan Jian: Since 1964, HE Denis Sassou-Nguesso has visited our country thirteen times. In the words of President Sassou, “there have been dramatic changes in all areas”, “the difference is like day and night.” As Congo’s friend and partner, we can also testify to remarkable progress in your country. Congo has achieved political stability and sustained economic and social development under President Sassou-Nguesso and plays an important regional, continental and international role. I think it is booming, on track to becoming an emerging country. As developing countries and old friends, China and Congo will work side by side.

How will China continue to contribute to this development, including skills training?

Guan Jian: During President Sassou’s state visit to China, Chinese President Xi Jinping proposed the intensification of interaction among governments, parliaments and political parties to share the governance experience and maintain a strong mutual trust, while enhancing communication and coordination to make the international system more equitable and rational. We will conti-

nue to exploit our structural complementarity and our growth potential, to strengthen win-win cooperation. We are happy to see Chinese companies embark in new areas, other than infrastructure, such as mining, telecommunications, and transport, etc. We will encourage investment and financing projects and share spe-

The combined efforts of both countries have resulted in flourishing political, economic, trade, educational, socio-cultural, health and environmental cooperation

cial economic zone experiences with Congo, and contribute to Congo’s economic diversification and modernisation. We will help Congo train its professional talent through various means, including scholarships from the Chinese government, pragmatic, multisectoral seminars, courses at the Confucius Institute or company training. We have “The Chinese Dream” and Congo “Future Path”, many shared goals. China’s development will provide greater opportunities for cooperation in Congo, Africa and all over the world.

Reflet: Chinese private and public companies are immensely successful in winning tenders in Congo, particularly infrastructure, but also those in new sectors. Why is this?

Mr. Shen Xiang: In my opinion, this is due to several factors. Chinese companies put the quality of their work first and strive to ensure the credibility of each and every project. For example, after the explosion on 4 March 2012, the Mpila social housing, built by China’s BCEC, remained solid. The guaranteed deadline is another strong point. Chinese companies have extensive experience, equipment, technology and scientific management and are not afraid of hard work, thus remaining competitive in terms of respecting deadlines. Chinese companies have won tenders for the construction of the Kintélé Sports Complex, with a very challenging deadline. As well as ensuring quality and deadline, they also reduce the cost of the project. With this excellent value for money, Congo could achieve even more projects with the same budget by choosing Chinese partners.

Reflet: What does Congo represent in Central Africa, or even in Africa, for the People’s Republic of China?

Shen Xiang: Three words describe this relationship: friend, partner, brother. China considers Congo to be an important partner in Central Africa and on the African continent. The

combined efforts of both countries have resulted in flourishing political, economic, trade, educational, socio-cultural, health and environmental cooperation. My focus is on the economic and trade component. According to 2013 Chinese customs statistics, Congo is China's sixth largest trading partner in Africa and China is Congo's largest trading partner. More and more Chinese companies are investing here making Congo the second destination for Chinese investment in Africa in 2013, giving Congo's economic diversification a favourable momentum.

Chinese companies have extensive experience, equipment, technology and scientific management and are not afraid of hard work, thus remaining competitive

Reflét: Mr. Ambassador, what is your assessment of the Congolese President's state visit to China?

Guan Jian: During President Denis Sassou-Nguesso's state visit, he and Chinese President Xi Jinping agreed to strengthen cooperation between the two countries. Recalling his March 2013 visit to Congo, Mr Xi Jinping said there was an opportunity for the two countries to strengthen the global partnership of solidarity and bilateral cooperation on the basis of traditional friendship. This year marks the fiftieth anniversary of diplomatic relations between China and Congo, and Mr. Xi Jinping urged both countries to "continue the work of our predecessors and open a new avenue for the future" of bilateral relations. The two heads of state attended the signing of several trade, infrastructure, finance and culture agreements. And, in the very



Photo de famille à Moukoko.

Team photo at Moukoko.



Deuxième sortie nord de Brazzaville.

Second highway off-ramp north of Brazzaville

near future, mutual visa exemption for holders of diplomatic and service passports will come into force, facilitating the movement of nationals from both countries.

On the international scene, as stated by Mr. Xi Jinping in his speech to the Parliament of the Republic of Congo during his visit in 2013, Sino-Congolese relations are a perfect example of South-South cooperation. The total success of President Sassou's trip to China and the warm welcome he

received proves once again the strength of this relationship. His attendance at the Taihu World Cultural Forum in Shanghai boosted the strong sense of cultural diversity and exchanges between different civilizations. The equality and mutual respect between our two countries show the world that the five principles of peaceful coexistence initiated sixty years ago are still relevant and more important than ever to international relations.



Vue aérienne de l'aéroport de Ollombo.

Aerial view of Ollombo Airport



Sous-préfecture de Mbama.

Mbama sub-prefecture



Boulevard de Kinkala.

Kinkala boulevard



Stade Kintélé Palais des sports en travaux.

Kintélé sports stadium under construction



Programme Eau pour tous.

Water for All project



Potablocs - Kinsoundi.

Potablocs water treatment units in Kinsoundi



Pont sur la Mambili.



Bridge over the Mambili



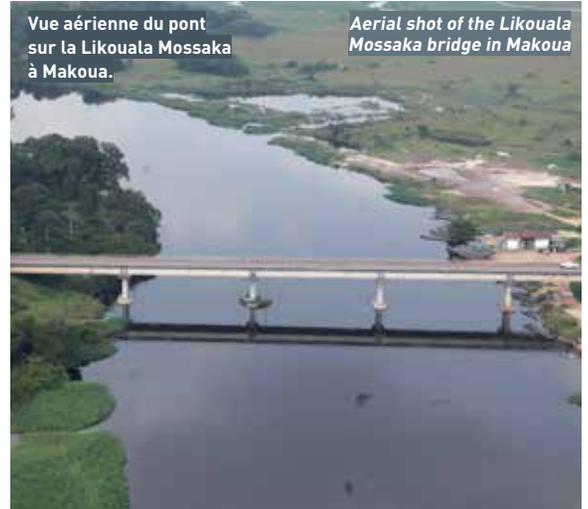
Plan de connexion principale de réseau électrique du Congo.

Plan of Congo's main electricity network



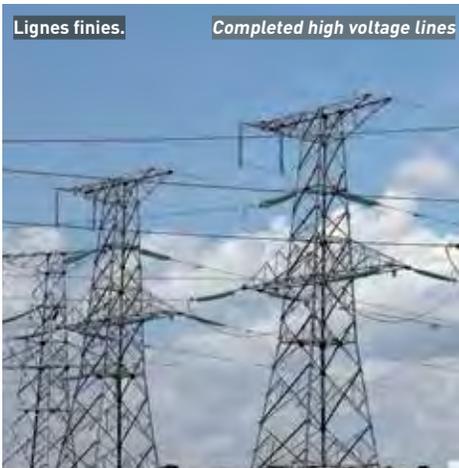
inspection autour du pont sur la Mambili.

Inspecting the approach to the Mambili bridge



Vue aérienne du pont sur la Likouala Mossaka à Makoua.

Aerial shot of the Likouala Mossaka bridge in Makoua



Lignes finies.

Completed high voltage lines



Vue aérienne de l'aéroport de Pointe-Noire.

Aerial view of Pointe-Noire airport

TONTON ÉYANO, NOUS SOMMES PARTIS DE POINTE-NOIRE JUSQU'À IMPFONDO. ET DANS TOUTS LES DÉPARTEMENTS PARCOURUS, NOUS CONSTATONS QUE LE PAYS SE MODERNISE... HEIN !



HA... VOUS VOUS EN ÊTES RENDU COMPTE... CE SONT LES EFFETS DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE.

QUAND EST CE QU'À ÉTÉ LANCÉE CETTE MUNICIPALISATION-LÀ ?



C'EST DEPUIS 2004. ET CE N'EST QUE NORMAL QUE SES FRUITS SOIENT PALPABLES ET VISIBLES.

AAAH... 10 ANS DÉJÀ !!!



D'AILLEURS, LE 5 MAI 2014, LE MINISTRE EN CHARGE DE CES QUESTIONS, JEAN JACQUES BOUYA, ANNONÇAIT LA CÉLÉBRATION DES 10 ANS DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE À SIBITI.

COMBIEN DE DÉPARTEMENTS ONT-ILS DÉJÀ BÉNÉFICIÉ DE CETTE MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE ?



ÇA FAIT, AU TOTAL, 10 DÉPARTEMENTS SUR LES 12. ET LES DERNIERS À EN BÉNÉFICIER SONT LA BOUENZA ET LA SANGHA.



MAINTENANT, QUEL EST LE BILAN DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE DURANT CES 10 ANS ?



EN 10 ANS, IL A ÉTÉ RÉALISÉ 280 Km DE VOIRIES URBAINES; 42 HÔTELS DE PRÉFECTURE, DE SOUS-PRÉFECTURE ET DE VILLE; ENVIRON 35 AUTRES ÉDIFICES PUBLICS; 349 POSTES DE TRANSFORMATION ÉLECTRIQUE; 673 Km DE LIGNES ÉLECTRIQUES MOYENNE TENSION; 746 Km DE LIGNES ÉLECTRIQUES BASSE TENSION; 13 USINES D'EAU POTABLE ET 320 Km DE RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU.

CONSTRUIRE DES ROUTES, RENFORCER LE SYSTÈME D'ADDUCTION D'EAU... C'EST BIEN. MAIS ÇA A QUEL IMPACT SUR LA VIE DES POPULATIONS ?



CES RÉALISATIONS ONT CONSIDÉRABLEMENT AMÉLIORÉ LA VIE DES POPULATIONS SUR LE PLAN SOCIO-ÉCONOMIQUE

POLÉMIQUE! LE GOUVERNEMENT NE DÉCIDERAIT-IL PAS D'UN 2^e ROND DE CE PROCESSUS ?



IL Y VA DE L'INTÉRÊT DU PEUPLE D'APPROUVER LE CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION AFIN QU'UN SECOND CYCLE DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE POUR UNE MODERNISATION COMPLÈTE DU PAYS AIT LIEU.

→ **CONSTRUISONS
ENSEMBLE**

→ **ACCÈS À
L'EAU POTABLE**

→ **GLISSEMENT
DE TERRAIN**

Nous vous offrons le monde au départ de Brazzaville

